

# Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13616 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 6-LUNDI 7 NOVEMBRE 1988

## La suspension du retrait des troupes soviétiques Moscou veut obliger Washington à faire pression sur la résistance afghane

Un geste prévisible

En annonçant la suspension du retrait de ses troupes d'Afghanistan, ainsi que l'envoi d'une « relève » dotée d'armes plus perfectionnées, Moscou s'attendait à une réaction négative à Washington. Le président Reagan a aussitôt exprimé sa « déception », et le porte-parole de la Maison Blanche a estimé que la décision soviétique ne pouvait qu'accroître la tension dans la région et permettre à la résistance afghane de se renforcer. Les Soviétiques respectent les accords de Genève. Mais, tout en exprimant leur « préoccupation », les Etats-Unis ont pris bonne note que l'URSS « comptait toujours retirer toutes ses troupes d'Ici au 15 février ».

L'annonce, bien calculée, faite à Moscou intervient au lendemain de l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU, à l'unanimité et sans débat, d'une résolution de compromis sur l'Afghanistan, par laquelle l'Union soviétique et le Pakistan. Ce texte demande notamment au secrétaire général de l'organisation internationale de « faciliter » la solution politique globale du conflit. C'est ce à quoi M. Perez de Cuellar devrait s'employer dès la semaine prochaine, en recevant séparément à New-York M. Rabbani, le chef de la résistance, et M. Sharq, premier ministre de Kaboul.

Mais le paradoxe n'est pas là. Qu'appelle en effet l'exécutif américain à point nommé, puis-que M. Rabbani doit être, mercredi, l'hôte de la Maison Blanche. Eprouvée par un retrait « à chaud », les Soviétiques ont signalé aux Américains, depuis des semaines, qu'ils entendent au moins limiter les dégâts.

Pour les responsables américains, qui ne peuvent souhaiter une rupture de l'accord de Genève, une réponse à l'appel soviétique est d'autant plus difficile à imaginer que les mouvements de résistance afghans se révèlent incontrôlables.

Sur le terrain, la résistance semble aujourd'hui dotée d'un armement suffisant pour poursuivre ses attaques, au rythme actuel, au moins pendant plusieurs mois. En outre, la situation au Pakistan - l'Etat le mieux placé pour faire pression sur la résistance - n'a jamais été si imprévisible qu'en cette campagne qui précède les élections législatives du 16 novembre, les plus ouvertes depuis de nombreuses années.

L'offensive de M. Gorbatchev a peut-être avant tout un caractère défensif : c'est l'interprétation qu'on semble en faire aussi à Pékin, où le ministère des affaires étrangères, en manifestant son « inquiétude », et en appelant Moscou à s'abstenir de « chercher des prétextes pour retarder le départ de ses troupes », a fait preuve de fermeté tout en ne remettant pas en cause le projet soviétique de « sommet » pour avant juillet 1989, ainsi que l'a confirmé, quelques heures auparavant, M. Zhao Ziyang, chef en titre du PC chinois. L'application de l'accord de Genève est ainsi entrée dans une phase critique, regrettable sans doute, mais qui était bien prévisible.

MOSCOU  
de notre correspondant

Chaque jour un peu plus humiliée par les conditions de son retrait d'Afghanistan, l'URSS a dit sa position pour tenter d'imposer le compromis politique qui lui saurait la face.

Ammoncé, vendredi 4 novembre, en des termes soigneusement pesés, la « suspension » du retrait des troupes d'Afghanistan, la livraison « d'armes plus puissantes » au régime de Kaboul et l'envoi de nouvelles unités de relève constituent cependant un

risque considérable pour M. Gorbatchev.

Rien ne dit, en effet, que ce coup de poker suffira à limiter la pression militaire exercée par les résistants afghans ni à convaincre les Etats-Unis et le Pakistan de peser en faveur de pourparlers, même indirects, avec le régime de Kaboul.

Si le coup de semonce qu'il vient de tirer n'était pas suivi d'effet, le secrétaire général serait donc confronté à une difficile alternative : partir néanmoins ou revenir quel qu'il en coûte.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

## Pour débloquer les échanges commerciaux

## La France va lever l'embargo sur le pétrole iranien

Le gouvernement français s'apprête à lever complètement l'embargo sur le pétrole iranien décidé pendant l'été 1987. Les mesures d'assouplissement annoncées en septembre - autorisation d'opérations de troc - n'ont en effet donné lieu à aucun contrat. Les compagnies pétrolières réclament une liberté totale de négociation des prix.



(Lire l'article de VÉRONIQUE MAURUS, page 19.)

## Mort de Jean-Pierre Stirbois

Le secrétaire général du Front national se tue dans un accident de la route.

PAGE 22

## Les négociations sur le Cambodge

Reprise des contacts entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen.

PAGE 3

## Courrier bloqué

La grève des camionneurs des postes empêche la distribution de 70 % du courrier en Ile-de-France.

PAGE 19

## Grand Jury RTL-« le Monde »

M. Patrick Le Lay, PDG de RTL, invité dimanche, à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 22.

## L'avenir du territoire après le référendum

## Vivre ensemble en Nouvelle-Calédonie

« Allez-vous prendre la main tendue ou bien la refuser ? » : c'est par cette question que M. Mitterrand a résumé, vendredi soir 4 novembre, l'enjeu du référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, avant d'inciter les Français à répondre « oui ». Pendant dix ans, Canaques et caldoches vont devoir faire l'apprentissage de la vie en commun.

Rien ne sera plus vraiment comme avant en Nouvelle-Calédonie.

La victoire du « oui », qui ne faisait aucun doute, à la veille du référendum, engagera la population de cette terre traumatisée dans une aventure collective.

Le niveau de la participation électorale en métropole ne laissera indifférents, certes, ni les caldoches ni les Canaques. Il permettra aux uns et aux autres de mesurer l'intérêt que leurs compatriotes lointains accordent à

leur destin. Si les abstentionnistes sont très nombreux, les Calédoniens se sentiront livrés à eux-mêmes. Les caldoches n'en seront que plus désemparés, les Canaques que plus avertis.

Si, au contraire, les métropolitains ne lésinent pas sur le vote de solidarité qui leur a été demandé, les Calédoniens se sentiront encouragés à avancer dans la voie ouverte par les accords de Matignon. Les caldoches auront le sentiment d'être enfin compris par la mère patrie, les Canaques celui d'être enfin entendus par la patrie des droits de l'homme.

Mais l'inévitable controverse sur le taux d'abstention n'aura pas, sur le territoire, le même ampleur qu'en métropole où elle sera alimentée par les arrière-pensées politiques. Car pour les Calédoniens, seul le succès du « oui » importe réellement.

Pour la première fois, l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sera balisé par l'expression directe de la souveraineté nationale. Le

recours à la procédure référendaire, quel qu'on ait pu en dire, confèrera à l'engagement de la France l'option démocratique suprême.

Même si cette caution n'apporte pas la garantie absolue que personne, ensuite, ne reviendra sur le pacte scellé entre le peuple français et la Nouvelle-Calédonie, les gouvernants futurs qui seraient d'avenir tentés de s'y essayer, sans le consentement des principaux intéressés, porteraient atteinte à la volonté populaire.

Cette précaution n'était pas inutile, après les précédents de 1963 et de 1985.

En 1958, les Calédoniens avaient fait confiance au général de Gaulle : au référendum du 28 septembre 1958 sur l'autodétermination de la Communauté française, ils avaient approuvé à 98,11 % (26 085 « oui » contre 500 « non ») la Constitution de la 5<sup>e</sup> République.

ALAIN ROLLAT.  
(Lire la suite page 12.)

## SUPPLÉMENT TUNISIE

## Un an d'état de grâce

Il y a un an, le 7 novembre 1987, le président Bourguiba était destitué et remplacé par le général Ben Ali. En quelques mois le paysage politique a profondément changé en Tunisie et, malgré de sérieuses difficultés économiques, l'état de grâce demeure pour le nouveau chef de l'Etat, qui s'engage des échanges de vues avec l'opposition.

La célébration du premier anniversaire du nouveau régime, lundi à Tunis, sera le prétexte à la signature d'un pacte national

institutionnel le dialogue entre les différents courants de pensée. Dans un supplément spécial à l'occasion de cet anniversaire, le Monde fait le point sur quelques réalisations tunisiennes, certaines, telle l'émancipation des femmes, commencent à y a longtemps, sous l'ancien président Bourguiba, dont le nom n'a pas été rayé de l'histoire par son successeur. Ces pages évoquent aussi de grands projets et donnent la parole à M. Ismail Khélil, gouverneur de la Banque centrale.

Pages 5 à 11.

## Epidémie de « virus » informatiques aux Etats-Unis

## Ordinateurs piégés

Les Etats-Unis ont-ils échappé de peu à une catastrophe informatique après qu'un étudiant ait introduit, mercredi 2 novembre, par inadvertance selon lui, un « virus » dans un ordinateur de son université ? Ce virus s'est ensuite propagé sur l'ensemble du territoire américain. Cette « épidémie », pose le problème de la sécurité des systèmes informatiques.

Dans la nuit du mercredi 3 novembre, les Etats-Unis ont été touchés par la plus grosse épidémie de « grippe informatique » de leur histoire. Des milliers d'ordinateurs, six mille selon les spécialistes, se sont mis à dérailler et à travailler avec une lenteur de tortue sur les programmes qu'ils étaient censés gérer à bien. Révolution informatique ? Lassitude des machines qui tournent habituellement à un train d'enfer et répondent à la milliseconde près ? Non. Plus simplement, l'introduction, via le réseau de télécommunications Arpanet, qui connecte entre eux nombre de gros ordinateurs américains, d'un virus informatique dans les programmes des machines.

« Il n'y a pas eu de réels dommages », si l'on en croit le programmeur en chef de l'université du Michigan. Seulement un

grand désordre, mais pas de perte de fichiers, semble-t-il. « Rien de catastrophique » donc pour l'officier de sécurité du laboratoire très secret de Los Alamos (Nouveau-Mexique) et pour d'autres utilisateurs américains qui affirment que ce virus « n'a atteint que les systèmes qui ne possédaient pas de grandes garanties de sécurité » et qu'il n'a, à aucun moment, affecté les systèmes informatiques de la défense nationale ». Le trop célèbre scénario de War Game, où un adolescent met le feu aux poudres en déclenchant, via un micro-ordinateur, une riposte atomique contre l'Union soviétique, n'était heureusement pas pour cette fois.

Reste que les virus sont une véritable catastrophe pour les centres informatiques. Leur principe est connu depuis déjà cinq ans, et leurs inventeurs, plus ou moins bien intentionnés, se multiplient hélas ! en dépit des contre-mesures que tentent de mettre en place les fabricants d'ordinateurs. Schématiquement, le virus est une sorte de programme que l'on introduit dans un ordinateur et qui va se fixer - tel son homologue biologique dans la cellule - dans les systèmes de fonctions élémentaires déterminant le bon fonctionnement des programmes.

J.-F. AUGEREAU.  
(Lire la suite page 14.)

## LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR



## Ce que je crois

Plus que jamais, «négritude et francité»

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR  
CE QUE JE CROIS  
Une mémoire pour demain

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Chili/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 ca. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

M 0146 - 1107 0 - 6.00 F  
3790146006000 11070



## Dates

Il y a cinquante ans

## La « Nuit de cristal »

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 850 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Eduard Bauer-Mény (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Mény, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouss

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Conducteur en chef :  
Claude Sales

## Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Microfilm et index du Monde  
Renseignements au (1) 42-47-98-01.

## Le Monde

Composés 38-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Titre	FRANCE	REUNION	INDOCHINE	ALGERIE
3 mois	354 F	399 F	504 F	487 F
6 mois	672 F	763 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENNVOYER CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs, en  
particulier : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

SECON l'humour satirique qu'affec-  
tionnaient les nazis, le nom poéti-  
que de « Nuit de cristal » fut donné  
au pogrom déclenché dans la nuit du 9 au  
10 novembre 1938 contre les juifs du  
Reich à cause des tonnes de vitres  
d'appartements, de vitrines de magasins,  
de vitraux des synagogues brisées qui jon-  
chèrent les rues d'Allemagne et celles de  
l'Autriche annexée, que les victimes  
durent déblayer elles-mêmes le lende-  
main.

Dès le 8 novembre, la *Deutsche Allge-  
meine Zeitung* avait annoncé que l'atten-  
tat commis la veille à Paris par le jeune  
juif polonais Herschel Grynszpan pour  
attirer l'attention du monde sur le sort de  
quelques mille juifs polonais — dont  
sa famille — transférés en l'espace d'une  
nuit, dans des conditions inhumaines, vers  
la Pologne aurait les conséquences les plus  
graves pour les juifs. Le même jour, des  
manifestations antijuives, orchestrées par  
le parti nazi, se déroulèrent dans de nom-  
breuses localités. Mais l'ordre du pogrom  
général n'intervint qu'au soir du 9 novem-  
bre.

Comme tous les ans, la vieille garde  
nazie était réunie ce soir-là à Munich pour  
commémorer le putsch hitlérien de 1923,  
lorsque, peu après 21 heures, un courrier  
vint annoncer à Hitler que le secrétaire  
d'ambassade Ernst von Rath — la victime  
de l'attentat de Paris — avait succombé à  
ses blessures. Le chancelier se retira alors  
pour s'entretenir un moment avec Goeb-  
bels. Puis il quitta brusquement la réunion  
en se contentant de déclarer : « Il faut  
laisser le champ libre aux SA ».

## Un plan préalable

Si Goebbels apparaît, selon les nom-  
breux témoignages de responsables nazis,  
comme le régisseur du pogrom ordonné  
par Hitler, l'existence d'un plan préalable  
semble corroborée par le fait qu'un télé-  
type secret, signé Müller Gestapo II, est  
diffusé depuis Berlin à 23 h 55 à tous les  
services de la police d'Etat pendant que  
les principaux chefs SA présents à la réu-  
nion de Munich regagnent leur hôtel pour  
téléphoner les instructions de Goebbels à  
leurs sections régionales. Or, bien que la  
tonalité du télétype de la Gestapo berli-  
noise rejoigne dans ses grandes lignes les  
ordres des chefs SA, ceux-ci en diffèrent  
cependant sur quatre points importants :

1. S'il est question dans les deux cas  
d'incendier les synagogues, seule la Ges-  
tapo ordonne de s'emparer des archives et  
des objets du culte pour les mettre en lieu  
sûr. Ordre qui ne sera que rarement suivi.  
2. La décision d'arrêter vingt mille à  
trente mille hommes juifs de seize ans à  
soixante ans — on arrêtera des vieillards  
de soixante-dix ans et plus — ne figure pas  
dans les instructions des SA.

3. Alors que le message de la Gestapo  
demande de traiter avec la plus extrême  
rigueur les juifs trouvés en possession  
d'armes, les SA ordonnent de les abattre.  
4. Concernant la direction des opéra-  
tions, le télétype Müller prévoit la partici-  
pation des SS et donne la responsabilité  
principale de la police d'Etat, alors que,  
selon le message des SA, « le Führer ne  
souhaite pas l'intervention de la police ».

En fait, les instructions que Heydrich,  
chef de la sûreté, transmettra par radio de  
Munich à 1 h 20, après consultation de  
Himmler et de Hitler, représentent une  
synthèse du télétype Müller et des instruc-  
tions des chefs SA. Ces instructions pré-  
voient notamment : le contrôle par la  
police, sans intervention de sa part, des  
opérations de destruction et d'incendie  
afin d'éviter les pillages et d'éventuels  
dégâts aux biens « aryens » avoisinants, et  
l'arrestation de vingt mille à trente mille  
hommes, en priorité des notables, à trans-  
férer en camps de concentration. Ajout  
significatif des craintes de représailles qui  
existent encore à cette époque : interdic-  
tion formelle de molester des ressortis-  
sants étrangers, fussent-ils juifs.

Dès 1 heure du matin, avant que les  
ordres de Heydrich aient été retransmis,  
les SA et les SS, généralement en civil,  
escortés de Jeunesse hitlériennes et d'une  
foule hétérogène, sont déjà à l'œuvre. Du  
nord au sud, de l'est à l'ouest du Reich, les  
synagogues, les maisons communautaires,  
les logements, les hôpitaux, les hospices de

personnes âgées, les orphelins, les maga-  
sins subissent l'assaut de hordes déchaî-  
nées aux cris de : « Vengeance pour  
l'assassinat de von Rath ! », « Mort à la  
juiverie internationale ! », « Crève,  
Judas ! ».

Partout, le portail des synagogues est  
enfoncé à coups de barres de fer ou même,  
comme à Leipzig, à l'aide d'une motrice  
de tramway. Avant d'être incendié, l'inté-  
rieur est saccagé. A Potsdam, le temple,  
surmonté de l'aigle prussien, du glaive et  
du sceptre, en souvenir de sa fondation à  
l'initiative de Frédéric II, ne pouvant être  
incendié parce qu'il se trouve à proximité  
de la poste centrale, est détruit avec des  
grenades à main.

A Berlin, le pogrom commence à  
1 heure du matin, après que des équipes  
spécialisées ont isolé les institutions juives  
en coupant les lignes téléphoniques,  
débranché les installations électriques et  
de chauffage, cependant que la police

ment éclairée. De là, tous sont conduits  
sur la place du Marché, où ils doivent res-  
ter debout, à peine vêtus, jusqu'à 5 heures  
du matin. Les femmes, les enfants, les  
infirmes sont ensuite renvoyés chez eux,  
tandis que les hommes, auxquels on a fait  
désherber un terrain avec leurs dents,  
seront acheminés sur le camp de Dachau.

A Stuttgart, où la réserve d'une partie  
de la population et les protestations de  
quelques pasteurs et théologiens protes-  
tants — dont l'évêque du Wurtemberg,  
Theophil Wurm — suscitent la colère du  
journal régional nazi, les appartements ont  
été épargnés. Mais la synagogue est  
réduite en cendres, et une foule médusée  
vient contempler les magasins détruits  
dans l'artère centrale, la Königsstrasse, où  
les SS obligent les propriétaires à cacher  
les dégâts derrière des planches.

Des scènes d'une barbarie que le consul  
américain de Stuttgart qualifie  
d'« incroyable pour toute personne vivant



dérive la circulation des points névral-  
giques. Sept synagogues sont en flammes.  
Tous les magasins juifs, d'abord signalés  
en vertu d'une ordonnance antérieure,  
sont bombardés à coups de pavés, sac-  
cagés et pillés, ce qui irrita au plus haut  
point le maréchal Goering, délégué au  
plan, qui aurait préféré qu'on tue deux  
cents juifs plutôt que de perdre des biens  
devant revenir à l'Etat.

Juste dans les plus petites localités,  
les victimes sont tirées du lit, molestées,  
souvent jetées à la rue, voire tuées. Ainsi,  
à Lesum, près de Brême, les trois juifs qui  
y vivaient encore — dont une vieille  
femme — sont abattus à coups de revolver.  
Fait nouveau : c'est la première fois que  
les nazis tuent indistinctement des  
hommes, des femmes, des adolescents  
juifs.

Dans le sud du Reich, la violence n'est  
pas moindre. A Munich, où la grande  
synagogue a été détruite quatre mois  
auparavant pour être remplacée par un  
parking, l'arrestation de six mille hommes  
commence à 3 heures du matin. A  
Nuremberg, où la synagogue avait été  
également démolie peu auparavant et  
l'ensemble des magasins juifs « ary-  
nisés » sur l'ordre du sinistre gauleiter  
Streicher, les SA saccagent les apparte-  
ments juifs et maltraitent sauvagement  
leurs habitants. En ce haut lieu de l'antisé-  
mitisme depuis le Moyen Age, on dénom-  
brera neuf tués dans des conditions inces-  
santes et dix suicidés — dont la moitié  
sont des femmes — pour la seule journée  
du 10 novembre.

La ville voisine de Fürtch n'est pas en  
reste. A 2 heures du matin, tous les juifs,  
même les enfants en bas âge, les malades,  
les femmes enceintes, sont arrachés du lit,  
emmenés d'abord au théâtre, où les uns  
sont parqués dans la salle obscure pour  
voir les autres battus sur la scène violen-

au vingtième siècle dans un pays civilisé »  
se déroulent aussi à Francfort, qui compte  
un nombre particulièrement élevé d'insti-  
tutions juives, à Mannheim, Heidelberg,  
Karlsruhe, dans les villes de la Ruhr.  
Même dans une ville d'eaux internationales  
comme Baden-Baden, où, cependant, pour  
ne pas effrayer les curistes étrangers pour-  
voyeurs de devises dont le Reich a grand  
besoin, le pogrom ne commence qu'à  
7 heures du matin et les arrestations sont  
opérées par des policiers en uniforme de  
sortie. Ce qui n'empêchera pas les vio-  
lences à l'intérieur des bâtiments, y com-  
pris la synagogue, où les victimes,  
contraintes de fouler aux pieds un man-  
teau de prière (talith), doivent écouter  
d'abord la lecture d'extraits de *Mein  
Kampf* faite par l'un des leurs à la table  
de l'officiant, puis chanter en chœur le  
*Horst Wessel Lied* avant leur transfert et  
l'incendie du sanctuaire.

Dans certains cas, comme à Francfort  
ou à l'orphelinat de Dinslaken près de  
Cologne, les victimes ont répondu aux  
SA et SS stupéfaits en récitant en chœur  
la prière du Schéma Israël. « Écoute  
Israël, l'Éternel est notre Dieu, l'Éternel  
est unique ».

Le 10 novembre à 17 heures, la presse  
berlinoise est la première à annoncer  
l'ordre de Goebbels d'arrêter le pogrom. A  
20 heures, toutes les stations radiophoni-  
ques du Reich transmettent l'appel à met-  
tre fin à la phase « spontanée » de l'action  
antijuive. La phase « légale » prendra le  
relais deux jours plus tard. Au total, le  
Tribunal suprême du parti estime à  
quatre-vingt-onze le nombre de personnes  
tuées, suicidées, mortes des suites de ble-  
sures durant la « Nuit de cristal ». Nom-  
bre auquel il faut ajouter quelque deux  
mille morts durant ou après l'internement  
dans les camps de Buchenwald, Sachsen-  
hausen et Dachau. Sans parler des biens  
saccagés et pillés et du milliard de marks

d'amende exigé par l'Etat pour le meurtre  
de von Rath. Somme prélevée sur les  
7 milliards d'avoirs juifs placés, en vertu  
d'une ordonnance d'avril 1938, sous le  
contrôle de l'Etat et dont Goering, en sa  
qualité de délégué au plan, pouvait dispo-  
ser « selon les besoins de l'économie alle-  
mande ».

A cette époque, l'objectif n'était pas  
encore la « solution finale ». Il s'agissait  
pour les maîtres du III<sup>e</sup> Reich de rendre le  
pays *Judenrein*, de le débarrasser de ses  
juifs, après les avoir préalablement  
dépouillés de la plupart de leurs biens. Or  
malgré cinq années de mesures discrimi-  
natoires, force était de constater que les  
trois quarts des cinq cent vingt-cinq mille  
juifs vivant en Allemagne en 1933 et les  
quelque cent mille convertis et enfants de  
couples « mixtes » qui leur étaient parti-  
ellement ou totalement assimilés par la  
légalisation raciale s'étaient refusés à quit-  
ter le pays pour un exil incertain. A ce  
nombre étaient venus s'ajouter depuis  
l'Anschluss les cent quatre-vingt-douze  
mille juifs d'Autriche. D'où l'idée de radica-  
liser la contrainte à l'émigration par la  
terreur, inspirée sans doute par l'effet  
spectaculaire des persécutions sauvages  
contre les juifs de Vienne au lendemain de  
l'annexion.

## « Exterminer la pègre juive »

Or, après l'échec de la conférence  
d'Evian qui avait réuni, en juillet 1938, à  
l'initiative du président Roosevelt, les  
délégués et observateurs de trente-cinq  
Etats pour résoudre le problème de  
l'accueil des réfugiés du Reich et après  
l'assurance donnée par la France qu'aucun  
des Etats participants à la Conférence  
d'Evian « ne conteste au gouvernement  
allemand le droit absolu de prendre à  
l'égard de certains de ses ressortissants  
des mesures qui relèvent de sa souverai-  
neté », Hitler avait acquis la conviction  
qu'il pouvait traiter désormais ses juifs  
comme bon lui semblait, afin d'obtenir  
leur départ à tout prix.

En ce sens, la « Nuit de cristal » consti-  
tue un tournant décisif de la politique  
antijuive du Reich, dans le cadre d'une  
préparation accélérée à la guerre. La pa-  
nique qu'elle provoqua parmi les victimes  
permettait à ses instigateurs de réaliser un  
premier objectif : le volume de l'émigra-  
tion atteignait entre 1938 et 1939 celui des  
cinq années précédentes. De plus, le  
pogrom ouvrait la voie à une série de  
décrets et d'ordonnances visant à l'iso-  
lement complet et à la paupérisation totale  
des juifs restés dans le Reich.

Ce qui attend les vieillards, les femmes  
seules, les malades, les enfants qui ne  
peuvent pas partir et les responsables commu-  
nautaires qui ne se résolvent pas à les  
abandonner est clairement annoncé par le  
*schwarzen Korps*, organe des SS, qui joue  
le rôle d'annonciateur de la politique anti-  
juive. « A ce stade d'évolution », conclut  
l'article, nous nous trouvons confrontés à  
la dure nécessité d'exterminer la pègre  
juive de la même façon que, dans notre  
Etat fondé sur l'ordre, nous exterminons  
les criminels, c'est-à-dire par le feu et  
l'épée. Il en résultera la fin effective du  
judéisme en Allemagne et sa complète  
extermination ».

Cet ultime avertissement fut transmis  
aux autorités américaines par l'ambassa-  
deur des Etats-Unis à Berlin. Le  
*New York Times* le publia dans son édi-  
tion du 23 novembre 1938. Il ne fut pas  
entendu. Si la plupart des pays — y com-  
pris le Portugal de Salazar — protestèrent  
contre la barbarie du pogrom, bien peu se  
montrèrent disposés à ouvrir leurs fron-  
tières aux persécutés.

En cette fin d'année 1938, marquée par  
l'engrenage des abandons des grandes  
démocraties occidentales devant la politi-  
que de force hitlérienne, le rideau tomba  
sur le pogrom de la « Nuit de cristal »,  
dont les spectateurs n'avaient pas compris  
qu'elle annonçait une tragédie infiniment  
plus vaste et plus meurtrière dans laquelle  
un grand nombre d'entre eux devien-  
draient à leur tour des victimes abandon-  
nées.

RITA THALMANN.

Auteur, avec Emmanuel Feiertmann,  
de la Nuit de cristal, 9-10 novembre 1938  
(LaFont, 1972).

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

PATRICK  
LE LAYanimé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec Michel COLONNA d'ISTRIA  
et Jean-François LACAN (Le Monde)  
Philippe CALONI  
et Béatrice HADJAJE (RTL)



Le conflit cambodgien

Le dialogue Sihanouk-Hun Sen reprend à Fère-en-Tardenois

Une troisième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'ouvre, lundi 7 novembre, à Fère-en-Tardenois, dans la région parisienne.

Cette rencontre, à laquelle doit se joindre M. Son Sann, chef de file de l'autre faction non communiste de la résistance khmère, intervient après l'adoption à une majorité record, jeudi, par l'Assemblée générale de l'ONU, d'une motion exigeant le retrait du Cambodge de toutes les forces étrangères (une référence aux troupes vietnamiennes) et le « non-retour aux politiques et aux pratiques universellement condamnées d'un passé récent » (une allusion aux crimes des Khmers rouges).

Le dialogue Sihanouk-Hun Sen reprend également après les entretiens, qualifiés de « constructifs et utiles » par la partie américaine, qu'ont eus à Paris, mercredi, MM. Gaston Sigur et Igor Rogatchev, les diplomates américain et soviétique en charge notamment du dossier cambodgien. Signe des temps, Pékin a approuvé ces pourparlers soviéto-américains, pour peu qu'ils « visent à pousser le Vietnam à retirer ses troupes le plus tôt possible du Cambodge et à rechercher une solution équitable et raisonnable ».

La situation « a considérablement évolué », ainsi que l'a déclaré M. Hun Sen jeudi, à son arrivée à Paris — depuis les deux premières rencontres entre le prince et le jeune premier ministre de Phnom-Penh, en France, en décembre 1987 et en janvier dernier. Tout d'abord, la perspective d'un sommet sino-soviétique s'est rapprochée — on parle du premier semestre de 1989 — et celle

d'un règlement cambodgien s'est, du coup, nettement renforcée. Ensuite, il paraît désormais acquis que le Vietnam retirera, quoi qu'il arrive, toutes ses troupes du Cambodge l'an prochain. Hanoff compte d'ailleurs, dès le mois de décembre, rapatrier plus de trente mille soldats du Cambodge, soit le tiers de ses effectifs encore sur place.

Toutefois, l'organisation de cette nouvelle rencontre entre le prince, qui a démissionné le 10 juillet de ses fonctions de président de la résistance, et M. Hun Sen s'est heurtée à de sérieux obstacles, les questions de protocole rejoignant les problèmes de fond. Les entretiens devaient s'ouvrir samedi à l'hôtel Crillon, à Paris. Vendredi après-midi, les deux parties ont fini par s'entendre sur une rencontre à Fère-en-Tardenois, dans une auberge où Sihanouk et Hun Sen s'étaient rencontrés, pour la première fois, en décembre 1987. Pendant plusieurs jours, en effet, des questions de préséance ont failli provoquer l'ajournement de la réunion.

Une « liste noire »

Le prince Sihanouk a invité les deux autres factions khmères — le Front de M. Son Sann et les Khmers rouges — à participer aux entretiens, ce qui pose aujourd'hui un double problème. M. Son Sann, qui a accepté et était attendu à Paris pendant le week-end, a créé un très net embarras, mercredi, à l'ONU, en déclarant que la résolution sur le Cambodge visait « essentiellement le régime de Phnom-Penh », suscitant ainsi la profonde irritation des sihanoukistes et des auteurs du texte (les six Etats non communistes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, qui soutiennent la résistance khmère).

Quant à M. Khien Samphan, représentant attiré des Khmers rouges, il n'a pas répondu positivement à l'offre du prince Sihanouk et sa présence semble d'autant moins probable que, depuis, M. Hun Sen a déclaré qu'il refuserait de le rencontrer, le plaçant à son tour sur la liste noire des dirigeants khmers rouges accusés pour responsables des tueries des années 1975-1978. Au cas où un Khmer rouge se rendrait à Fère-en-Tardenois, il s'agirait d'un diplomate de second rang, en l'occurrence le représentant du Cambodge à l'UNESCO.

Alors que la détente internationale et, notamment, le rapprochement sino-soviétique facilitent la recherche d'un règlement cambodgien, les divisions, malentendus et méfiances entre Khmers prennent, automatiquement, davantage de relief. Tandis que le consensus en faveur d'un règlement se renforce sur le plan international, la négociation entre des factions cambodgiennes, soumise à des pressions de plus en plus convergentes pour s'entendre, passe au premier plan.

Chaque camp a ses atouts, les Khmers rouges une armée et Hun Sen une administration. Mais, conforté par le large soutien international dont il dispose aujourd'hui, le prince Sihanouk semble vouloir se situer au-dessus de la mêlée, alors que M. Hun Sen tient à être traité sur un pied d'égalité dans un dialogue qu'il souhaite à deux — avec le prince, — donc sans y associer M. Son Sann et les Khmers rouges. Sur le fond, Phnom-Penh veut, de la même façon, que les concessions soient réciproques.

M. Hun Sen exige, en premier lieu, que le prince Sihanouk renonce, dans le cadre d'un règlement, à réclamer le « démantèlement » de l'Etat dont il est le

CORÉE DU SUD

La déchéance de l'ancien président Chun Doo-hwan

L'ancien président sud-coréen Chun Doo-hwan a accepté de faire des excuses publiques au pays pour la corruption et les violations des droits de l'homme qui ont entaché ses huit années de règne, a annoncé, vendredi 4 novembre, le président du Parti pour la justice et la démocratie (PJD) au pouvoir, Yun Giel-joong. De violents affrontements, sans doute les plus durs depuis le début de l'année, ont eu lieu, jeudi 3 novembre, dans les rues de Séoul entre des milliers de policiers et d'étudiants. Ces derniers tentaient d'accéder au domicile de l'ancien président Chun Doo-hwan — protégé par une vingtaine de milliers de policiers — pour procéder à son « arrestation » et à son « exécution ».

Depuis qu'il a quitté le pouvoir en février dernier, M. Chun a vu s'effriter jour après jour son image d'homme d'Etat. Ce fut d'abord l'arrestation puis la condamnation à sept ans de prison pour détournement de fonds de son frère cadet, suivie, il y a quelques jours, de celle de l'ancien maire de Séoul (l'un de ses proches) à cinq ans pour pots-de-vin. Son frère aîné est à son tour sur la sellette pour une sombre affaire de trafic d'influence dans la police ; on le surmenait le « patron de la mafia de Yongsan ». L'Association pour la promotion de la nouvelle génération, dont l'épouse de l'ancien président, Mme Lee Soon-ja, vient d'être contrainte de démissionner, fait également l'objet d'enquêtes : on a découvert parmi ses nombreux donateurs des sociétés au bord de la banqueroute, contraintes de passer à la caisse pour des sommes considérables, rapporte le Korea Herald.

Plus grave encore est l'affaire des « camps d'entraînement » de Samchong. En 1980 et 1981, des dizaines de milliers de « délinquants » avaient été envoyés se « purifier » par le travail dans des camps tenus par l'armée. Le ministère de la défense a révélé en octobre à une des commissions parlementaires chargées d'enquêter sur les abus du régime précédent que cinquante détenus étaient morts dans des conditions suspectes ; six ont été battus à mort et les dossiers de neuf autres ont été détruits. L'armée a aussi reconnu le mort par « suicide en raison de mesures disciplinaires » de deux mille deux cent cinquante-quatre militaires, et celle de deux cent quatre-vingt autres, tués par leurs supérieurs depuis 1980, années de l'arrivée au pouvoir du général Chun.

La déchéance de l'ancien dictateur pourrait servir son ex-collecteur, depuis lors converti à la démocratie, le président Roh Tae-woo. Ce dernier a en effet promis d'achever de restaurer les libertés dans un pays où persiste encore une législation d'exception anticomuniste et où des prisonniers politiques sont toujours détenus. Ce qui renforcera encore son prestige au moment où il se lance dans une diplomatie « d'ouverture » en direction de Pyongyang.

PATRICE DE BEER.

MALDIVES

Les auteurs du putsch manqué capturés par la marine indienne

La marine de guerre indienne a arraisonné, samedi 5 novembre, le navire à bord duquel les auteurs d'un coup de force, l'avant-garde à Malé, avaient pris la fuite. Les otages, y compris le ministre des transports et de la marine marchande, seraient saufs. Entre-temps, les parachutistes indiens, qui avaient maté la tentative de coup d'Etat contre le président Gayoom, ont commencé à évacuer l'archipel des Maldives. Le bilan des victimes du putsch manqué est de douze à vingt tués. On compte également une cinquantaine de blessés, dont certains grièvement.

Les Etats-Unis se sont félicités de l'intervention militaire indienne. Selon M. Gandhi, le contingent indien n'a subi aucune perte et un nombre indéterminé de « rebelles armés » ont été capturés. La nationalité de ces derniers n'a pas été précisée, mais il s'agirait bien de Tamouls srilankais. De son côté, l'ancien président des Maldives, M. Ibrahim Nasir, exilé à Singapour, a démenti toute implication dans le putsch. — (AFP, Reuters).

La visite du premier ministre bangladaï à Paris Signature de deux protocoles d'aide

La France et le Bangladesh ont signé, jeudi 3 novembre, à l'occasion de la visite à Paris du premier ministre bangladaï, M. Moudud Ahmed, deux protocoles concernant l'aide promise en septembre à la suite des inondations qui ont affecté le pays du Delta.

L'un de ces protocoles, d'une valeur de 30 millions de francs, porte sur la livraison de blé, et l'autre est un accord financier, d'un montant de 20 millions de francs, qui seront consacrés au programme de reconstruction du pays.

Après avoir rencontré MM. Mitterrand et Rocard mercredi et jeudi, le chef du gouvernement bangladaï a exprimé, vendredi, au cours d'une conférence de presse, sa confiance dans le gouvernement français dont il est « sûr qu'il continuera à nous aider ».

La visite de M. Ahmed s'inscrit dans la perspective d'une série de l'ONU, le 16 novembre, au cours de laquelle le cas du Bangladesh doit être évoqué. Venu quérir le soutien de la France, qu'il a quittée samedi, le premier ministre s'est auparavant rendu en Grande-Bretagne et en Belgique. Dans ces deux pays, il s'est politiquement attaché à promouvoir la politique libérale du Bangladesh, avide d'investissements étrangers.

Moscou veut obliger Washington à faire pression sur la résistance afghane

(Suite de la première page.)

Dans le premier cas, il contribuerait à souligner plus encore l'affront subi par la puissance soviétique, et ce ne serait alors pas seulement son autorité nationale et internationale qui en serait amoindrie. Ce serait aussi la crédibilité du statut de super-puissance de l'URSS qui en prendrait un coup supplémentaire.

Dans le second cas — et sans doute serait-ce plus grave encore — c'est toute la politique de la « perestroïka » qui serait remise en question. Car, objectif prioritaire de M. Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir, le règlement afghan ne doit pas être seulement la fin d'une aventure où Moscou n'a fait que perdre hommes, argent, soutiens du tiers-monde et possibilités de coopération avec l'Ouest.

Plus profondément, ce règlement doit être une pierre angulaire du

développement de nouveaux rapports de « confiance » et de « solidarité » avec les Etats-Unis, l'exemple sur lequel fonder les tentatives de compromis dans les autres grands conflits régionaux. Si, demain, la Kremlin devait se résoudre à se réengager réellement en Afghanistan, M. Gorbatchev essaierait un échec personnel de première grandeur.

Prudence

C'est si vrai que la déclaration lue, vendredi, devant la presse par le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Bessmertnykh, comprend tant de prudence qu'elle n'en est plus guère intimidante. Les nouvelles « unités dotées d'armes plus perfectionnées » ne sont envoyées que pour

« partiellement » relever les troupes dont le temps de service expire. Et cette relève n'impliquerait pas — « je veux le souligner », a déclaré M. Bessmertnykh — d'augmentation de la présence soviétique en matériel ou en hommes.

Quant aux missiles sol-sol que le régime de Kaboul a commencé d'utiliser contre des bases de la résistance (des Scud-B), ils ne seraient en aucune manière destinés à des frappes sur le Pakistan. « Ils sont uniquement employés, a déclaré le premier vice-ministre, contre les stocks de matériel et d'armes utilisés contre les unités militaires soviétiques et les villes afghanes ». Ces livraisons ne violent, de surcroît, a-t-il ajouté, aucun accord international et notamment pas le traité sur l'éli-

mination des missiles de moyenne portée, puisqu'il s'agit là d'armes d'une portée de 300 kilomètres.

L'expression de « suspension du retrait » ne figure, enfin, pas dans la déclaration officielle lue par M. Bessmertnykh. Elle n'a été employée qu'en réponse aux questions qui lui ont été posées ensuite et qui lui ont donné l'occasion de dire : « L'important n'est pas la date à laquelle ce retrait reprendra, mais celle à laquelle il sera achevé ».

En principe, c'est le 15 novembre que l'URSS aurait dû entamer la seconde phase du rapatriement des cinquante mille hommes qui lui restent en Afghanistan, depuis le départ, en août dernier, de la première moitié du contingent. D'après les accords de

Genève, les derniers soldats soviétiques devraient avoir quitté le pays le 15 février prochain, et les mesures annoncées vendredi ne constituent ainsi pas une violation formelle des accords conclus en avril dernier.

M. Bessmertnykh a d'ailleurs insisté sur la volonté de Moscou de respecter les engagements pris à Genève et justifié les « contre-mesures de protection et de légitime défense » qu'il a annoncées vendredi par la violation des accords dont se seraient rendus coupables « les chefs de l'opposition afghane basés à Peshawar ». Grâce à des armes fabriquées « aux Etats-Unis et dans d'autres pays et livrées à travers la frontière pakistano-afghane », les « bandits » auraient ainsi développé, à la faveur du retrait soviétique, leurs activités militaires et « terroristes » dirigées « en premier lieu » contre la population civile.

Durant le seul mois d'octobre, a affirmé le premier vice-ministre, 230 personnes auraient ainsi été tuées et 580 blessés dans les villes ou villages. Dans la seule capitale, a-t-il encore dit, 750 civils afghans ont été tués depuis le 15 mai, et, « ces derniers temps », les attaques se sont concentrées sur les troupes soviétiques. Aucun chiffre de victimes n'a été donné là par M. Bessmertnykh, qui a, en revanche, fait état de 555 « incidents » et de « pertes ».

La seule phrase qui sonnait plus comme une menace que comme une mise en accusation de la résistance afghane, du Pakistan et des Etats-Unis, aura finalement été qu'il faut, pour que l'URSS respecte les accords de Genève, « qu'ils soient observés par les autres parties ».

Cela allait sans dire, et, concrètement parlant, M. Gorbatchev ne pouvait et ne peut pas faire beaucoup plus que donner à voir aux opinions et aux gouvernements occidentaux l'inconfort de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui. « L'Union soviétique, conclut la déclaration de vendredi, part de l'idée que c'est précisément par des moyens pacifiques et uniquement pacifiques que les problèmes afghans peuvent être résolus. Les Etats-Unis et le Pakistan devraient user de leur influence sur les unités de bandits afin de mettre fin à l'effusion de sang dans ce pays qui souffre tant ».

BERNARD GUETTA.

Diplomatie

Le sommet de Bonn

Une chaîne culturelle franco-allemande verra le jour en 1990

BONN  
de nos envoyés spéciaux

MM. François Mitterrand et Helmut Kohl ont conclu, vendredi 4 novembre, les cinquante-deuxième consultations franco-allemandes en se félicitant du bon climat de travail entre les deux gouvernements. La principale décision annoncée a été celle de la création, le 1<sup>er</sup> janvier 1990, d'une chaîne culturelle franco-allemande.

Pour le reste, Bonn et Paris sont décidés à agir en commun à l'égard de Moscou et des autres pays du pacte de Varsovie, ainsi que pour la préparation du grand marché européen de 1993. Ces deux questions ont été largement évoquées par le chancelier et le président de la République en prévision des voyages de M. Mitterrand à Moscou et de M. Kohl à Washington, ainsi que du prochain conseil européen de Rhodes.

M. Kohl a indiqué que la procédure de ratification des protocoles additionnels au traité de l'Elysée instituant un conseil économique et financier et un conseil de défense et de sécurité franco-allemands devait s'achever avant les deux parlements d'ici à la fin de l'année. Les

objections soulevées par le Parti social-démocrate ouest-allemand à propos de la dissuasion nucléaire semblent avoir été levées par la rédaction d'un exposé des motifs indiquant qu'il ne saurait y avoir de stratégie de défense fixée une fois pour toutes.

Le désir ouest-allemand de voir se créer parallèlement un conseil franco-allemand de l'environnement a été jugé prématuré. Il a seulement été convenu entre les deux ministres concernés, MM. Töfer et Lalonde, de mettre en place un groupe de travail chargé de ces questions. Les positions des deux pays dans ce domaine continuent à faire l'objet de controverses, notamment sur l'introduction rapide des pots catalytiques sur les automobiles.

Malgré résultats également dans le domaine de l'éducation : M. Lionel Jospin, était apparemment arrivé peu préparé à Bonn. Une fois de plus on n'est pas allé bien au-delà des déclarations d'intention sur l'apprentissage de la langue de l'autre, dont la nécessité a pourtant été réaffirmée par M. Mitterrand au cours de la conférence de presse de clôture.

H. de B. et L. R.

Le noyau d'une télévision européenne

La chaîne franco-allemande se substituera à la SEPT, dont les missions et la structure devront changer dès l'année prochaine. Une nouvelle société de droit français, dont le siège sera à Strasbourg, sera constituée et financée à parts égales par la SEPT côté français et par les deux chaînes publiques allemandes, ZDF et ARD. Cette société disposera du budget de la SEPT et d'une somme égale prélevée sur la redevance allemande, soit au total entre 800 et 900 millions de francs.

La chaîne utilisera le canal attribué à la SEPT sur le satellite français TDF 1 et les réseaux câblés, ainsi que la norme D 2 MAC Paquet qui permet la diffusion d'un même programme en plusieurs langues simultanément. Noyau d'une future télévision culturelle européenne, elle a pour objectif d'apporter aux Européens issus d'espaces linguistiques différents une familiarité accrue avec les langues des partenaires et pour s'ouvrir à d'autres organismes de radiodiffusion.

Le sommet de Bonn a été l'occasion de rendre publique la composition du haut conseil culturel franco-allemand dont la création avait été annoncée à la fin de 1986 et dont la mission

est de « susciter des activités culturelles communes et de présenter aux gouvernements des propositions ». Il est formé de dix représentants des deux pays (1) et présidé alternativement par un Allemand et un Français.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Pour la France : Gilbert Amy (compositeur), Michel Bataillon (Théâtre national populaire, Villeurbanne), Christian Bourgeois (éditeur), Patrice Chéreau (Théâtre des Amandiers), Georges Arthur Goldschmidt (écrivain, traducteur), Pierre Lafitte (président de l'Association pour la science et la technique), Jacques-Louis Lions (président du Centre national d'études spatiales), Jeanne Moreau (comédienne), Suzanne Pagé (Musée d'art moderne de Paris), Michel Tournier (écrivain).

Pour la RFA : Clara Bockner (Association fédérale du film), Ludwig Harig (écrivain), Otto Herbert Hake (sculpteur), Herbert Heckmann (Académie de la langue et de la poésie), Günter Koenemann (intendant de l'Opéra de Karlsruhe), Siegfried Palm (musicien), Wolfgang Rihm (président du conseil allemand de la musique), Katharina Schmidt (conservatrice de musée), Franz Seitz (industriel du film), Peter Stein (metteur en scène de théâtre).



## Europe

Du 7 au 11 novembre

Le prince Charles sera reçu en France  
quasiment comme un chef d'EtatLONDRES  
de notre correspondant

L'existence d'une famille royale présente cet avantage de pouvoir faire de la politique sans en avoir l'air. La maison de Windsor est rompue à cet exercice et devrait en fournir une preuve de plus lors de la visite de cinq jours que doivent effectuer en France, à partir du lundi 7 novembre, le prince de Galles et son épouse, Diana. La République, de son côté, ne déteste pas déployer ses fastes pour des occasions de ce genre. Ce déplacement à tous les aspects d'une visite d'Etat, hormis ce terme lui-même, qui est réservé à la reine, comme en témoignent les honneurs militaires rendus à l'arrivée et au départ et le dîner solennel offert lundi soir, à l'Elysée, par M. Mitterrand.

Le prince Charles est, selon son entourage, très satisfait du programme qui lui a été proposé. Celui-ci fait une large place à l'architecture et à l'urbanisme, conformément aux préoccupations récemment exprimées dans un film que l'héritier de la couronne a réalisé lui-même pour la BBC et dans lequel il s'est pris avec vigueur aux architectes britanniques contemporains. Le prince Charles visitera ainsi la Pyramide du Louvre, l'Arche de la Défense et le quartier rénové situé derrière la gare Montparnasse. Dans son documentaire il avait donné les architectes français en exemple à leurs collègues britanniques. Déplorant les bouleversements apportés à la silhouette traditionnelle de Lon-

dres par plusieurs constructions modernes, il s'écriait : « Imaginez-vous les Français faisant la même chose sur les bords de la Seine ? ». Cette visite permettra peut-être de savoir s'il maintient ce jugement très favorable, mais un de ses conseillers exclut de toute façon qu'il prenne position de façon abrupte.

La même réserve est prévisible à propos de l'Europe, un sujet que le prince devait aborder lundi soir à l'Elysée, lors du discours le plus important de sa visite, mais dans lequel il n'est pas question, quelles que soient ses convictions personnelles, qu'il se démarque trop ostensiblement de la position, hostile à la « supranationalité », proclamée le 20 septembre dernier de façon retentissante, à Bruges, par M. Thatcher. Les rapports franco-britanniques, permettent plus de liberté. N'est-ce pas le roi Edouard VII qui, lors d'un banquet à Paris en 1903, créa l'atmosphère favorable à la signature de l'Entente cordiale, un an plus tard ?

Ariane, Chartres,  
Chambord

Accueilli à Orléans par M. Michel Rocard, le prince de Galles doit avoir, lundi en fin d'après-midi, un entretien avec le président de la République avant le dîner à l'Elysée. Mardi matin, il se rendra au musée d'Orsay, avant d'être reçu à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac et de déjeuner avec son épouse, à Matignon, avec M. et Mme Rocard. Il rencontrera

M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, mardi après-midi, à l'hôtel de Marigny où il habitera pendant son séjour parisien. La soirée sera consacrée à un dîner en bateau-mouche.

Le prince de Galles se rendra mercredi matin aux installations d'assemblage de la fusée Ariane, aux Mureaux, puis à l'Institut national agronomique, à Thiverval-Grignon. Le couple princier visitera les châteaux de Chambord et de Chambaud dans l'après-midi avant de dîner, le soir, avec le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang.

La matinée de jeudi présentera un mélange inattendu : la cathédrale de Chartres et les magasins Marks and Spencer du boulevard Haussmann. L'héritier de la couronne parlera de la perspective du marché unique européen, le même jour, au cours d'un déjeuner à la Chambre de commerce de Paris, avant de participer, en présence d'un groupe d'hommes d'affaires britanniques, à un entretien avec le ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux, et son collègue britannique, lord Young.

Enfin, le prince Charles assistera, en compagnie de M. Mitterrand, aux cérémonies du soixante-dixième anniversaire de l'Armistice, le 11 novembre à l'Arc de triomphe. Il revêtira son uniforme de colonel honoraire des Welsh Guards, dont un détachement défilera à cette occasion. Le prince de Galles et son épouse regagneront Londres le 11 novembre, en fin d'après-midi.

DOMINIQUE DIHOMÈRES.

La fin de la visite du premier ministre britannique en Pologne

Le « triomphe » de M<sup>me</sup> Thatcher à Gdansk

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a achevé, vendredi 4 novembre, une visite officielle de trois jours en Pologne, qui, si elle n'a pas produit de résultats concrets sur le plan diplomatique, est interprétée en Grande-Bretagne comme un succès personnel. L'Ironie a voulu que le premier chef de gouvernement occidental à rendre visite à M. Lech Walesa dans son fief, à Gdansk, pour y déjeuner avec tout l'état-major de Solidarité, soit précisément celui qui a le plus œuvré pour l'affaiblissement du pouvoir syndical dans son pays.

LONDRES  
de notre correspondant

L'image de M<sup>me</sup> Thatcher prenant appui sur le plancher de sa voiture, pour se dresser au-dessus de la foule qui l'accueille devant les grilles des chantiers navals de Gdansk et répondre à ses vœux, restera comme une des plus marquantes de son voyage de trois jours en Pologne. « Un triomphe », titrait, le samedi 5 novembre, *The Independent*. Le premier ministre britannique a su, en effet, déjouer le piège qui lui était tendu par le pouvoir avec la fermeture des chantiers pour des raisons d'efficacité économique présentée comme typiquement « thatché-

riennes ». Elle a su trouver le ton juste, à Varsovie comme Gdansk. M<sup>me</sup> Thatcher a exprimé sans détour et en termes émus, dans le grand port de la Baltique, son soutien à Solidarité, tout en évitant, à Varsovie, d'humilier publiquement le général Jaruzelski. L'exercice était difficile. Elle s'en est acquittée avec un art consommé, même si le *Guardian* remarque que le déjeuner qu'elle a pris vendredi avec M. Walesa était un des rares qu'elle ait partagés ces dernières années avec un dirigeant syndical.

« L'esprit  
de la Pologne »

Le premier ministre britannique peut se féliciter rétrospectivement d'avoir tant insisté pour rencontrer, à Gdansk même, le président de Solidarité. Elle était le premier chef de gouvernement occidental à le faire. Cela a donné lieu à des scènes quelque peu surréalistes, amplement décrites ici par la presse. « Qu'est-ce qu'ils créent ? » a-t-elle demandé à M. Walesa. « A bas le communisme ! » a-t-il répondu. « Gardez Lénine, nous garderons les chantiers ! », scandait la foule, faisant allusion au son officiel de l'entreprise qui va être fermée.

M<sup>me</sup> Thatcher a déclaré à Gdansk qu'elle « devait » venir dans cette ville « pour y découvrir par elle-même l'esprit de la Pologne ». « Je

veux vous remercier pour l'accueil si chaleureux que vous m'avez réservé, à moi et à tout ce que je crois », a-t-elle dit aux fidèles rassemblés dans l'église Sainte-Brigitte, haut lieu de Solidarité. L'avisement du général Jaruzelski, à la veille de sa visite, de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Pologne avait été manifestement oublié.

M<sup>me</sup> Thatcher avait été tout aussi directe, jeudi soir, lors du banquet offert par le chef de l'Etat polonais et l'ensemble du gouvernement. « Vous n'obtiendrez le plein soutien de la population à vos réformes de la population d'ici la fin de la liberté individuelle et politique, y compris du droit de former des syndicats libres et indépendants », avait-elle déclaré. Elle avait également affirmé au premier ministre, Rakowski, qu'une « économie planifiée à partir du centre ne fonctionnera jamais avec succès ».

Le premier ministre britannique a donc mené cette visite pavillon haut. « Nous considérons Solidarité comme bien plus qu'un syndicat. C'est un groupe très, très important », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse finale à Varsovie. Le message qu'elle a répété aux dirigeants polonais est le suivant : il n'est pas question de fournir une aide économique à la Pologne tant que le pouvoir ne dialoguera pas avec Solidarité.

M. Neil Kinnock, le leader de l'opposition travailliste, l'a accusée de manquer de sincérité. D'autres voix discordantes se sont élevées ici, d'autant que cette visite a coïncidé avec l'annonce de la fermeture des chantiers navals de Sunderland, en Grande-Bretagne.

D. Dh.

## EN BREF

● INDE : quarante et un morts au Pendjab. — Vingt-cinq personnes ont été tuées et cinquante autres blessées à la suite de l'explosion de plusieurs bombes de forte puissance, le vendredi 4 novembre, à Batala, dans le Pendjab, a annoncé l'agence de presse indienne PTL. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. Par ailleurs, seize ouvriers agricoles ont été tués le même jour par des séparatistes sikhs qui ont ouvert le feu dans une ferme. — (AFP.)

● MEXIQUE : un mort lors d'affrontements entre syndicalistes. — La bataille rangée qui a opposé, jeudi 3 novembre, des membres de syndicats antagonistes dans le sud-est d'un grand hôtel de Mexico a fait un mort et vingt-deux blessés. Près de deux cents personnes ont été arrêtées. Six cents membres de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), armés de pistolets et de cocktails Molotov, avaient pris d'assaut l'hôtel Presidente Chapultepec pour tenter de faire signer de force aux musiciens de l'orchestre un contrat collectif avec leur centrale. Le commando de la CTM s'est alors heurté à des membres de la Confédération révolutionnaire des

ouvriers et paysans, syndicat rival. A l'arrivée des forces de l'ordre, les assaillants avaient déjà secoué le salon, détruit les ordinateurs et les télé et dévasté les bureaux de l'hôtel. — (Reuters.)

● RDA : remaniement. — Le premier vice-premier ministre allemand, M. Werner Krolikowski, a quitté le gouvernement de la RDA pour prendre de nouvelles fonctions à la direction du SED (PC allemand), a annoncé, jeudi 3 novembre, l'agence ADN. Déjà membre du bureau politique, M. Krolikowski pourrait être nommé secrétaire du comité central. — (AFP.)

● TUNISIE : condamnation d'un proche de M. Bourguiba. — M. Mahmoud Bel Hassine, qui fut l'homme de compagnie de l'ex-président Habib Bourguiba, a été condamné, le jeudi 3 novembre par la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis, à dix ans de travaux forcés et à 300 000 dinars d'amende. Il était poursuivi pour détournement de deniers publics dans l'exercice de ses fonctions à la direction de l'Office national du thermalisme. — (Corresp.)

## Proche-Orient

LIBAN

Deux gouvernements, deux Sûretés...  
et bientôt deux chefs de l'arméeBEYROUTH  
de notre correspondant

Institutions après institutions, services publics après services publics, la déliquescence du Liban se fait de plus en plus « officielle ». Sans président de la République depuis le 23 septembre, le pays était déjà doté de deux « gouvernements » — l'un chrétien, l'autre musulman — puis la Sûreté fut dédoublée (le *Monde* du 18 octobre), chacune des deux « autorités » ayant nommé son directeur à la tête de cet organisme, devenu ces organismes.

L'armée, quant à elle, si elle était, de fait, divisée depuis longtemps entre « brigades » à majorité chrétienne (à l'est) et à majorité musulmane (à l'ouest), n'en avait pas moins gardé jusqu'à un seul chef. Or le risque grandit aujourd'hui de voir prochainement deux commandements. Le gouvernement de Beyrouth-Ouest, dirigé « par intérim » par M. Solim Hoss, en effet, chargé son ministre de la défense, M. Adel Ossseine, de réorganiser l'armée en fonction de la conduite de son commandement, le général Michel Aoun, « qui s'est imposé dans la politique », étant devenu, lui aussi, premier ministre, nommé à cette fonction par M. Amine Gemayel, le jour où celui-ci quittait la présidence.

Toutefois, d'accord avec M. Hoss, M. Ossseine se contenterait de nommer un chef d'état-major, en l'occurrence le général Sami Khatib, musulman sunnite et homme de conciliation, chargé simplement

d'assurer l'intérim du commandement en chef. Une mesure partielle que récusent l'un des dirigeants de l'Ouest, le chef de l'armée libanaise, qui a laissé, à cette occasion, exploser sa colère contre les sunnites.

Ce que veut M. Joumbblatt, c'est la refonte pure et simple de l'armée, ou plutôt des brigades situées hors du « réduit chrétien » et leur fusion avec les milices du camp musulman, au sein d'une force commune sous couvert de laquelle celles-ci — principalement le PSP de M. Joumbblatt et Amal chiite, éliminées de Beyrouth-Ouest après l'intervention syrienne de février 1987 — opéreraient leur retour.

M. Joumbblatt à Damas

La colère du chef druze s'est traduite par des mots d'une rare amertume puisqu'il a traité les sunnites d'« enturbannés » à « la solde de Michel Aoun », qu'il allait « attendre au tournant ». Car les dirigeants sunnites, pour lesquels un retour des milices serait un véritable cauchemar, ne veulent pas en entendre parler. Comme on ne connaît pas encore les intentions syriennes à ce propos, le malaise grandit dans le camp musulman. Au lendemain de sa sortie de la capitale, M. Joumbblatt a pris le chemin de Damas, sans que l'on sache exactement s'il s'agissait, de la part du gouvernement syrien, d'un rappel à l'ordre pour calmer ses ardeurs ou, au contraire, d'un geste destiné à bien faire comprendre qu'il agit pour le compte de la Syrie.

En tout état de cause, et même sous une forme « édulcorée », le général-premier ministre Aoun rejettera certainement les mesures prises par « l'autre » gouvernement, qu'il ne reconnaît pas plus que celui de M. Hoss ne reconnaît le sien. La simple dualité ne suffisant pas, chacun des deux « cabinets » s'emploie à contester systématiquement, ou presque, les décisions de l'autre. Le « simple » Libanais n'a d'autre solution que de souffrir un peu plus dans sa vie quotidienne. Ainsi pour le dédoublement de la sécurité, les passeports émis ou renouvelés après la date charnière du 23 septembre étant refusés à l'aéroport de Beyrouth, situé en secteur musulman.

Cette division transparait également en politique étrangère. Le camp chrétien articule la sienne autour de l'hostilité arabe, déclarée ou rentrée, à l'égard de la Syrie et s'accroche à l'axe Bagdad-Le Caire-Amman-OLP. Le général Aoun a d'ailleurs envoyé l'un de ses ministres, le général Abou Jamra, comme émissaire auprès du président irakien Saddam Hussein, dont il reçoit armes et appui.

Dans le camp musulman, les positions sont moins claires. Les sunnites forment en effet, avec un espoir certain de scepticisme, vers les pays du Golfe, dont le conseil de coopération vient d'adopter l'idée d'un sommet consacré au Liban, ainsi que vers le secrétaire général de la Ligue arabe, pour tenter de contrebalancer l'action de leur tour puissant allié et protecteur syrien.

LUCIEN GEORGE.

Les deux candidats ayant multiplié les déclarations d'amitié à l'Etat juif

## Israël attend l'élection américaine avec sérénité

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Les Israéliens observent la campagne présidentielle américaine avec une relative sérénité : républicaine ou démocrate, la prochaine administration — dit-on dans les milieux officiels — ne devrait pas sensiblement modifier la politique des Etats-Unis au Proche-Orient.

Le dernier des responsables de l'équipe Reagan à s'être rendu en visite officielle à Jérusalem, le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci, a tenu, vendredi 4 novembre, des propos rassurants. En substance, le message était le suivant : quel que soit le nouveau président et quel que soit le prochain premier ministre israélien, l'alliance stratégique entre les deux pays demeure. Bénéficiaire chaque année de plus de 3 milliards de dollars d'assistance civile et militaire, Israël continuera d'être « devant l'Egypte » le pays qui reçoit la part la plus importante de l'aide américaine à l'étranger. M. Carlucci a encore souligné « la profondeur des relations » et la qualité de l'amitié entre Jérusalem et Washington.

Celle-ci a rarement été aussi nette que durant les deux mandats du président Reagan. Hormis quelques coups de colère aux allures de psychodrames, notamment pendant la guerre du Liban, les liens entre Israël et les Etats-Unis ont encore été resserrés : mise en place d'une zone de libre-échange bilatérale,

amorces d'une coopération stratégique dans le domaine militaire, participation israélienne à l'initiative de défense stratégique (le programme dit de la « guerre des étoiles »), etc. Passé l'épisode libanais, il y a eu bien encore quelques accrocs sur la question des ventes d'armes américaines aux pays arabes, des moments de mauvaise humeur au plus fort du soulèvement dans les territoires occupés et une sérieuse rebuffade encaissée par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, lorsque ses efforts de paix furent proprement torpillés par le premier ministre Itzhak Shamir. Mais, dans l'ensemble, M. Reagan est considéré à Jérusalem comme ayant été un des présidents américains les plus chaleureux à l'égard d'Israël.

Démonstration  
d'amitié

La campagne électorale aux Etats-Unis est restée dans le ton. Le candidat républicain, M. George Bush, et son adversaire démocrate, M. Michael Dukakis, ont rivalisés dans les professions de foi pro-israéliennes. Chacun a cherché à s'attacher les votes de la communauté juive — environ six millions de personnes — en multipliant les déclarations d'amitié à l'égard de l'Etat hébreu. M. Dukakis est même allé un peu plus loin, en affirmant qu'une de ses priorités, une fois installé à la Maison Blanche, serait d'ordonner le démantèlement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. La proposition a suscité un haussement d'épaules ironique en Israël.

S'il fallait percevoir une petite préférence, c'est d'ailleurs au candidat républicain qu'elle irait. La parole du pasteur noir Jesse Jackson, lors des primaires démocrates, a inquiété : le challenger de M. Dukakis s'est déclaré partisan du droit à l'autodétermination des Palestiniens, voire d'un dialogue avec l'OLP, et ses propos ont semblé susciter un certain écho dans le parti. Mais c'est là l'affaire de nuance. Sur le fond, MM. Bush et Dukakis ont présenté des programmes similaires et bien accueillis à Jérusalem : renforcement des relations entre les deux pays, non à la création d'un Etat palestinien indépendant et aux contacts officiels avec l'OLP tant que l'organisation de M. Yasser Arafat n'aurait pas reconnu Israël et renoncé à la violence.

Côté américain, on a aussi ses préférences. L'avenir des relations israélo-américaines s'annoncerait plus harmonieux encore si le prochain occupant de la Maison Blanche trouvait pour interlocuteur un premier ministre travailliste, notamment M. Shimon Pérès pour lequel

les Etats-Unis n'ont pas caché leur sympathie. C'est maintenant une hypothèse fort peu probable, et tout semble indiquer que c'est de nouveau avec le chef de la droite, M. Itzhak Shamir que Washington devra traiter.

On reconnaît à Jérusalem que M. Shamir se retrouvera dans une position délicate, vraisemblablement confronté à une diplomatie américaine inchangeable, c'est-à-dire favorable à ce compromis territorial dans les territoires occupés dont le chef du Likoud ne veut pas entendre parler.

Ce différend, estime-t-on dans les milieux officiels israéliens, peut déboucher sur un réel conflit. Il en sera ainsi si le soulèvement de la gauche dans les territoires et si M. Shamir gouverne avec une extrême droite qui « pousse à la provocation » en imposant une répression accrue et la multiplication des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza. Allié aux partis ultra-orthodoxes enfin, M. Shamir peut s'aliéner l'ensemble de la communauté juive américaine qui se réclame des courants les plus modérés du judaïsme et que les images du soulèvement avaient déjà passablement ébranlé.

L'horizon est peut-être un peu plus nuageux que ne le laisse entendre M. Carlucci.

ALAIN FRACHON.

Le FPLP demande  
le report du Conseil  
national palestinien

Damas (AFP). — Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, de M. Georges Habbache) a demandé, vendredi 4 novembre, le report de la prochaine session du conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), prévue le 12 novembre à Alger. Le FPLP a appelé en outre les Palestiniens à « ne pas courir après les mirages des solutions pacifiques qui sont dépassées par le rapport actuel des forces entre nous et l'ennemi ». « Tout choix anachronique constitue un saut dans l'inconnu et mène à plus de concessions devant les projets américano-sionistes ».

« Ceux qui ont misé sur la victoire des travaillistes dans les élections israéliennes, pour faire progresser la solution, ont reçu une gifle avec le retour au pouvoir du chef du Likoud, M. Itzhak Shamir et des forces extrémistes, qui visent à plus d'expansion et à plus d'annexion », ajoute le communiqué. Selon le FPLP, « les résultats des élections israéliennes doivent inciter les Arabes à entreprendre une action commune, qui aura l'option militaire comme premier objectif ».

## URSS

Le projet d'amendement  
de la Constitution soviétique  
suscite des protestations en Estonie

Une session extraordinaire du Parlement d'Estonie a été convoquée pour le 16 novembre, en réaction à la publication du projet d'amendement de la Constitution soviétique qui a soulevé une vague de protestations dans cette république balte.

Ce projet, publié il y a deux semaines et qui doit être soumis fin novembre au Parlement soviétique, ne fait pas mention, souligne-t-on en Estonie, du droit des Républiques fédérées à davantage d'autonomie, prévu pourtant dans les documents adoptés par la conférence du parti à Moscou en juin dernier. Le premier secrétaire du Parti estonien, M. Vaino Valys, s'est entretenu à ce propos avec M. Mikhail Gorbachev, vendredi 4 novembre à Moscou.

Le projet d'amendement de la Constitution soviétique a été interprété comme un désaveu du mouvement qui a soulevé l'Estonie et les deux autres républiques baltes ces derniers mois, avec l'accord plus ou moins tacite du Kremlin, qui y voyait un moyen de canaliser, au service des réformes, le nationalisme de ces régions.

Les Estoniens les plus radicaux envisagent d'appeler le Parlement local à user du droit de sécession au cas où les projets publiés seraient adoptés. Le numéro deux du parti local, M. Indrek Toome, a déclaré pour sa part à la radio cette semaine que l'adoption de ce projet « serait un pas en arrière » par rapport à la Constitution actuelle. Des responsables du gouvernement, du parti, du Parlement et des juristes ont participé toute la semaine à des émissions télévisées en Estonie pour critiquer ces projets. Des appels à créer un comité chargé de les réviser, avec la participation de représentants des républiques, ont été lancés.

Le président du Soviet suprême estonien, qui a décidé vendredi de convoquer la session extraordinaire du Parlement, a aussi insisté à son ordre du jour « les répressions staliniennes des années 40 et 50 ». Il a enfin fixé la date d'une session ordinaire, les 5 et 6 décembre, qui doit notamment accepter l'offre de démission présentée vendredi par le premier ministre, M. Bruno Saul, un dirigeant dénoncé par le mouvement estonien qui lui reproche sa trop grande servilité par rapport à Moscou. — (AFP.)

TUNISIE  
un an  
d'état  
de grâce

SOMOTI  
LEADER  
DE L'EXPORTA  
ISSUS ÉCRUS  
DONT SPORTS  
ET BLEU DE TRA  
SANFOR



# TUNISIE

## un an d'état de grâce



**L**e 7 novembre 1987, le président Bourguiba, accablé au pouvoir malgré un état de santé qui l'empêchait d'assumer normalement ses fonctions, était destitué par le général Zine El Abidine Ben Ali, alors premier ministre. Cette initiative mettait un terme aux spéculations de plus en plus alarmistes sur l'avenir de la Tunisie en proie à des difficultés croissantes alors que la magistrature suprême n'était plus assurée que de façon fantasmagorique. La France, les États-Unis et les pays européens de la Méditerranée intéressés par l'avenir du Maghreb à leur porte se rassuraient. Sur le plan intérieur, toutes les formations politiques, conscientes de la montée des périls pendant une interminable fin de règne, étaient soulagées après cette prise du pouvoir par un militaire qui n'avait rien à voir avec le putsch tant redouté.

Un an après, le général Ben Ali continue à bénéficier de l'état de grâce. L'amendement de la Constitution, la suppression de la Cour de sûreté de l'État, une loi sur les partis, un nouveau statut de la presse, des mesures de grâce, l'affirmation par le chef de l'État de la nécessité du pluralisme politique lors du congrès du parti gouvernemental, l'ancien Parti socialiste destituer devenu le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), ont traduit la volonté d'aller vite et loin. La signature d'un Pacte national, sorte de code

de bonne conduite entre le pouvoir, les partis et les associations représentatives, à l'occasion du premier anniversaire du nouveau régime, sera une nouvelle étape dans la démocratisation.

Le président Ben Ali a voulu puiser une nouvelle légitimité dans des élections présidentielle et législatives anticipées qui auront lieu d'ici un an. Cinq partis sont déjà reconnus, d'autres sont en gestation, depuis un Parti de l'unité maghrébine jusqu'à une formation écologiste. Le système électoral actuel — scrutin majoritaire à un tour — risque de dissiper bien des illusions. Dans le foisonnement actuel, le problème est de trouver une opposition représentative, susceptible de prendre une option sur l'alternance, si cela est concevable un jour, une fois dépassées les limites actuelles de l'expérience tunisienne. Le concept nouveau de « majorité présidentielle » paraît embarrasser le Mouvement des démocrates socialistes de M. Mestiri, principale formation d'opposition sous M. Bourguiba. La libéralisation du régime lui enlève une partie de ses motivations et il lui reste à se déterminer alors que certains de ses membres paraissent intéressés par une expérience cohabitationniste.

Mais la grande inconnue demeure l'attitude des islamistes. Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), dont M. Bourguiba voulait

faire exécuter des responsables avant sa chute, a participé aux discussions sur le Pacte national, mais il n'a toujours pas fait de demande pour sa reconnaissance en tant que parti légal. Gracié par M. Ben Ali, son chef, M. Rached Ghannouchi, multiplie les propos apaisants sans convaincre tout le monde. Ses hésitations à demander sa reconnaissance officielle — ce qui implique un changement de dénomination, la loi interdisant les références à la religion — révèlent le débat interne du mouvement : gagner de l'audience en se faisant mieux entendre dans un cadre légal ou bien parier sur l'échec à terme du régime et se présenter un jour comme recours.

Si l'embellie politique est incontestable, la situation économique et sociale reste préoccupante. Les problèmes fondamentaux du pays demeurent : chômage, inadéquation de l'enseignement aux besoins réels, faible pouvoir d'achat de la majorité de la population. Un plan de redressement économique a porté ses premiers résultats, mais, face aux critiques, les autorités argumentent d'une sécheresse catastrophique cette année. Il sera impossible de parler d'assainissement réel de la situation aussi longtemps que tout se jouera à pile ou face en fonction de la météorologie, par étroitesse de la marge de manœuvre et manque de réserves.

M. Bourguiba encore au pouvoir, il est probable que le séisme algérien aurait eu des prolongements jusqu'en Tunisie. Officiellement, celle-ci s'est rangée sans états d'âme aux côtés du gouvernement d'Alger ébranlé par l'émeute. Le 12 octobre, un conseil des ministres est allé jusqu'à dénoncer « les campagnes de presse étrangères qui visent à faire du mal à l'Algérie sœur ». La presse gouvernementale a été d'une très grande discrétion sur les troubles jusqu'à ce que le président Chadli reprenne la situation en main. Mais, hors déclarations officielles, certains Tunisiens ne sont pas mécontents de la leçon de modestie administrée à des voisins par trop arrogants et imprévoyants. Récemment limogé, M. Messaadia, alors numéro deux du FLN, ne se privait de dire à Tunis tout le mal qu'il pensait de l'expérience de multipartisme, « mauvais exemple » pour la région !

Présentée comme « l'homme malade du Maghreb » pendant les dernières années du précédent régime, la Tunisie n'a pas vu s'écrouler le mythe algérien sans une certaine ironie. Mais, sachant quelle communauté de destin les lie, elle observe avec beaucoup d'intérêt le virage qu'est en train de négocier l'Algérie de M. Chadli moins de douze mois après le « changement » tant célébré chez elle.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

# SOMOTEX

FILIALE DE LA SOGITEX HOLDING



**LEADER**  
**DE L'EXPORTATION**  
**TISSUS ÉCRUS ET FINIS**  
**DONT SPORTS WEAR**  
**ET BLEU DE TRAVAIL**  
**SANFOR**

SIÈGE ET USINE : 5018 MONASTIR  
TÉL. 61-091 - 61-092 - TELEX : 30-606

DIRECTION DE L'EXPORTATION :  
2013 BIR KASSAA  
TÉL. : 381-133 - TELEX : 14-444

PDG SOGITEX HOLDING M K TOUBI  
PDG SOMOTEX M N KENANI  
DIRECTEUR DE L'EXPORTATION M B CHAOUCH

## « Nous pouvons augurer une reprise »

nous déclare le gouverneur de la Banque centrale

**P**RINCIPAL artisan de l'action de « redressement » entreprise à partir de l'été 1986, alors qu'il était ministre du plan et des finances, M. Ismaïl Khellil, gouverneur de la Banque centrale et membre du bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique, fait le point de la situation économique du pays et des perspectives qui se présentent.

« Après l'éclaircie de 1987, la Tunisie connaît des difficultés, en raison notamment de la sécheresse et de l'invasion scabieuse. Comment appréciez-vous ce nouvel infléchissement de la situation économique ?

— La conjoncture de l'économie tunisienne présente, au terme des neuf premiers mois de l'année 1988, un tableau contrasté.

— Il y a, d'une part, le fait que la Tunisie est passée en 1988 par une année agricole très difficile. La sécheresse qui a affecté la plupart des régions du pays s'est traduite par une diminution de 24 % de la production agricole par rapport à l'année dernière. La récolte céréalière n'a atteint que 2,9 millions de quintaux, accusant ainsi une baisse de 85 % par rapport à la campagne antérieure. Son niveau représente à peine le quart de la production d'une année normale. Cette situation a eu des conséquences défavorables sur les revenus d'une partie de la population, sur l'évolution des prix de

certaines produits et, surtout, sur l'emploi.

— Pour atténuer les effets de cette situation, le président Ben Ali a réservé dernièrement un conseil des ministres à l'examen de la situation sociale du pays. Les mesures nécessaires ont été prises pour sauvegarder le pouvoir d'achat des citoyens, et notamment ceux à revenu limité, pour garantir un minimum de revenu aux familles nécessiteuses et pour assurer la création d'un plus grand nombre d'emplois à travers la réalisation des nouveaux projets de développement, notamment dans les régions défavorisées.

— D'autre part, il y a l'évolution très favorable de nos équilibres extérieurs avec une diminution sensible du déficit courant de la balance des paiements et une augmentation non moins sensible des réserves de change ; le climat général, plus propice à l'investissement ainsi qu'en témoigne l'amélioration notable des intentions d'investir, et, enfin, la reprise de certaines activités économiques, et plus particulièrement du commerce et du tourisme. Il se dégage ainsi un ensemble d'indicateurs positifs qui permettent d'augurer raisonnablement d'une reprise de l'économie tunisienne dans les mois à venir.

Propos recueillis par  
MICHEL DEURÉ  
(Lire la suite page 11.)



# serept

**Société de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en Tunisie**

S.A. au capital de 7 217 320 DT-Act. : E.T.A.P. (50 %) S.N.E.A. (50 %)

Siège Social : EL-MANAR II, Route X, BP 78, 1004 - TUNIS

Téléphone : (216.1) 237.133  
Téléfax (216.1) 238.226 - Telex : 13041

**ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DE TRAVAUX**

- \* d'Exploration : sur le Permis de Kirchaou
- \* de Production : sur les Champs pétroliers de Douleb et Tamesmda, à terre et sur la Concession d'Ashtart, en mer.

**PROMOTEUR D'ACTIVITÉS NOUVELLES**  
à travers ses filiales :

**SAROST** : pour le ravitaillement et l'approvisionnement des plates-formes pétrolières en mer

**SEREPT ENERGIES NOUVELLES** : pour l'énergie solaire et éolienne.

**LE FORAGE S.A.** : pour les forages hydrauliques.

**SOTULUB** : pour les lubrifiants.

**AQUACULTURE DU SUD TUNISIEN** : pour l'élevage, la production et la commercialisation de poissons



Après la mise en œuvre du plan de redressement

# Une politique économique d'inspiration libérale

«**L**a météorologie n'a décidément pas voté pour le 7 novembre!», commente-t-on à Tunis, aussi bien dans les cercles gouvernementaux que dans les milieux d'affaires ou au sein de l'opposition. Le fait est que, après la crise qui a culminé pendant le premier semestre de 1986 et la relance qui s'est dessinée l'année suivante, l'économie tunisienne, toujours fragile, se heurte à nouveau à de sérieuses difficultés en raison principalement de la sécheresse et de l'invasion acridienne du printemps dernier, qui menace encore aujourd'hui.

Pourtant, la première année de la mise en œuvre du plan de redressement établi en juillet 1986 a été marquée par une amélioration de l'état de l'économie, stimulée également par la remontée des prix du pétrole et par des conditions climatiques très favorables. L'année 1987 — qui correspond à la première année du septième plan quinquennal (1987-1991) — s'est ainsi soldée, selon le rapport d'activité de la Banque centrale, par « un relâchement des pressions qui étaient à l'origine de l'aggravation des déséquilibres des paiements extérieurs et des finances publiques ».

Exprimé en termes réels, le PIB a progressé en 1987 de 5,8 % contre un taux prévu dans le plan de 4,4 %, avec notamment des progrès substantiels dans l'agriculture et le secteur touristique. La récolte céréalière s'est élevée à plus de 19 millions de quintaux, soit trois fois plus que la production de 1986 (6,3 millions de quintaux). Du côté touristique, le taux de croissance d'une année sur l'autre a été en 1987 de 47 %, avec une augmentation spectaculaire des entrées et des nuitées. Ce véritable boom a été, il est vrai, favorisé par un sensible ajustement de la parité du dinar (1), qui a précédé une dévaluation de 10 % au mois d'août 1986. Se situant en deçà de leur cote d'alerte en 1986, les réserves de change ont pu être reconstituées, et le déficit des finances publiques a été réduit, passant de 6,6 % du PIB à 5,8 % en 1987.

D'inspiration résolument libérale, les mesures adoptées en août 1986 en vue de résorber le déficit de la balance des paiements et d'accroître les performances de l'économie, notamment en matière d'exportation, ont fait l'objet, le 22 octobre 1987, de correctifs (amnistie fiscale, légère réduction des taux d'intérêt...)

destinés principalement à stimuler l'investissement et à susciter un regain de confiance. Les milieux économiques tunisiens et étrangers avaient été, en effet, fortement ébranlés par l'ampleur de la crise politique ayant précédé l'éviction de l'ex-président Bourguiba.

**L'éviction de l'ex-président Bourguiba a rassuré les milieux économiques. Mais beaucoup d'indicateurs restent au rouge.**

Par ailleurs, les progrès réalisés dans les activités tournées vers l'exportation, tels l'industrie textile, le cuir, la chaussure et la transformation du phosphate, ont permis un accroissement de 27,6 % des exportations. Le déficit commercial dans ces conditions, a accusé une baisse de 160 millions de dinars, se situant pour 1987 à 738,4 millions de dinars. D'autre part, le déficit de la balance des paiements courants s'est situé à 1 % du PIB, alors que, en 1986, il avait atteint 7,4 %, les recettes touristiques et les transferts de revenus des travailleurs tunisiens à l'étranger ayant évolué à un rythme soutenu.

Mais ce bilan encourageant de l'an dernier présente quelques zones d'ombre. La population active a continué de croître, et l'écart entre les créations d'emplois et la demande additionnelle, estimée à 63 000 pour 1987, constitue l'un des éléments plus

non manufacturiers, touchant particulièrement les hydrocarbures et le secteur minier, ainsi que dans la construction et dans les industries mécaniques.

La Tunisie, qui a bénéficié depuis l'été 1986 de trois « facilités » du FMI totalisant 536,9 millions de dollars (dont 270 millions n'ont pas encore été tirés), demeure aussi vulnérable au niveau de son endettement. En ce domaine, l'éclaircie de 1987 n'a pas sensiblement modifié les données inquiétantes de 1986. Le volume de la dette est ainsi passé de 4 150 millions de dinars à 4 470 millions, et le taux d'endettement par rapport au PIB — malgré la croissance de celui-ci — a été seulement ramené de 59,5 % à 55,5 %; mais le ratio du service de la dette est resté stationnaire, passant seulement de 26,9 % à 26,8 %.

La récolte catastrophique de l'année en cours — avec 2,9 millions de quintaux de céréales, sous les effets conjugués d'une implacable sécheresse (qui a sérieusement affecté le potentiel hydraulique) et de l'invasion acridienne a de nouveau aggravé les pressions économiques et sociales. L'augmentation des prix des sept der-

niers mois a culminé au cours de l'été en raison de la baisse de la production mais aussi d'une spéculation artifice, entre autres, par la forte demande libyenne. Cette hausse (officiellement de 4,6 % mais estimée au moins au triple par des experts étrangers) a ainsi eu pour conséquence, en raison de la stagnation des salaires, malgré deux légers relèvements du SMIG, une sensible détérioration du pouvoir d'achat de larges couches de la population. Il y a toutefois en partie remédié à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain par une augmentation « exceptionnelle » des traitements (15 dinars par mois) dans les services publics, et un réajustement des salaires dans le secteur privé négocié par secteur entre les partenaires sociaux. Mais les disparités sociales, qui n'ont cessé de s'aiguiser ces dernières années, n'en demeureront pas moins importantes. Il est considéré que 10 % des Tunisiens les plus riches détiennent le tiers du volume de la consommation nationale, et les 10 % les plus démunis seulement 2 %.

M. D.

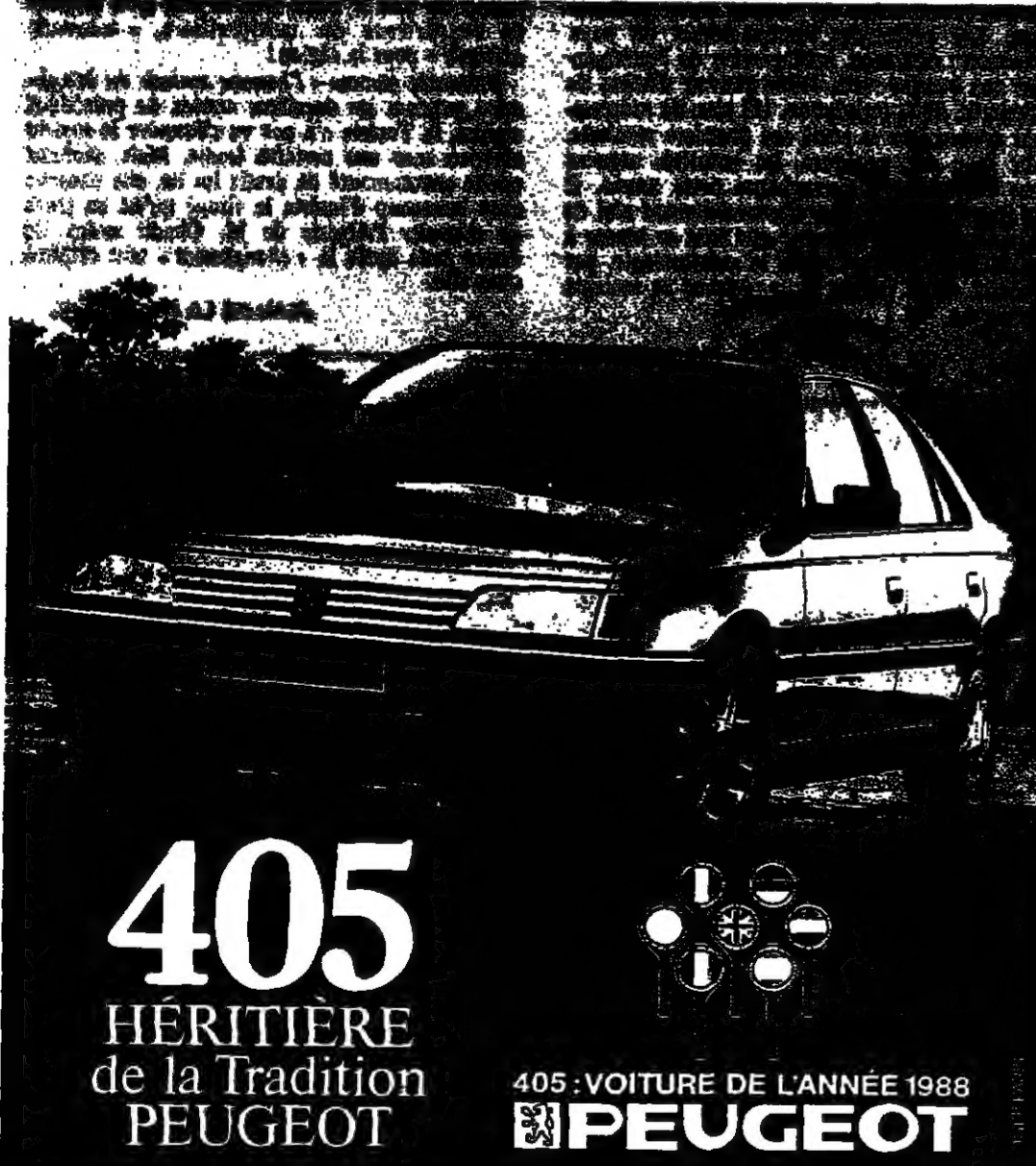
(1) 10 francs valent environ 1,4 dinar.

## 30 siècles d'histoire à deux heures de chez vous.

Parce qu'elle est le sourire, la chaleur et l'hospitalité, parce qu'on y parle partout le Français, la Tunisie c'est le pays ami. A 2 H d'avion environ, 3 000 ans d'histoire vous attendent. Un passé fascinant. La Tunisie, c'est le carrefour de toutes les civilisations méditerranéennes. Ici, se sont succédés Hannibal, Jugurtha, Saint-Augustin. Monuments, musées, sites archéologiques témoignent et racontent... Tunisie carthaginoise, romaine, byzantine, vandale, ottomane... Découvrez les minarets colorés de Tunis, Djamaâ, Ez Zitouna "la mosquée de l'olivier", sanctuaire le plus ancien de Tunis, Kairouan, la cité spirituelle du pays, haut lieu de l'Islam. Rêvez encore devant les ruines de la prestigieuse cité phénicienne et romaine de Carthage, les sites d'El Jem et les vestiges romains de Dougga... En Tunisie, écoutez l'histoire de l'histoire.

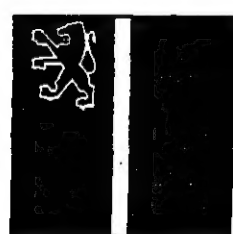
Pour tous renseignements : Office National du Tourisme Tunisien 32, avenue de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. 47.42.72.67, 12, rue de Sèze - 69006 Lyon - Tél. 78.52.35.86

Tunisie amie. Le pays proche.



**405**  
HÉRITIÈRE  
de la Tradition  
PEUGEOT

405 : VOITURE DE L'ANNÉE 1988  
**PEUGEOT**



**STAFIM**  
85 Avenue Louis Braille  
1003 Cité El Khadra - TUNIS  
Téléphone : 785.055 / 781.803 / 784.917.



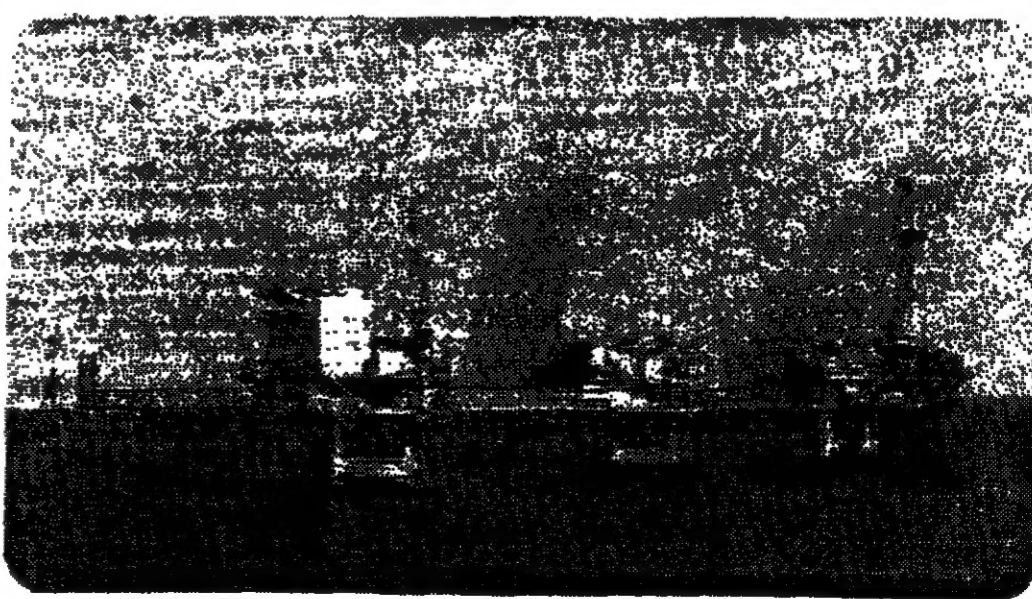
**PEUGEOT**  
N°1 EN TUNISIE



المؤسسة التونسية للأنشطة البترولية

**ENTREPRISE TUNISIENNE  
D'ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES**

**COMPANIES PARTNER :  
DEVELOPPING NEW RESSOURCES  
FOR MUTUAL BENEFIT •**



**ETAP** 27 bis, AV. KHEREDDINE-PACHA  
1002. TUNIS. BELVEDERE. TUNISIE  
Tél. 782.288 - Télex 12 128 TN IMS

• Partenaire des entreprises; nous travaillons ensemble pour le développement de nouvelles ressources.

SOCIÉTÉ ITALO TUNISIE  
D'EXPLOITATION



Des stations balnéaires au tourisme saharien

# La hausse continue des recettes touristiques

**S**EULS les touristes étrangers ont encore ces curiosités dans la Tunisie de l'après-7 novembre : sortis de leurs cars, ils s'aventurent sur l'esplanade flanquée de deux minarets qui précède le mausolée construit de son vivant pour Bourguiba. Derrière les grilles du monument, fermé au public, ils braquent les objectifs vers la coupole dorée sous laquelle reposera - sauf changement - celui qui fut « le Combattant suprême ». Ici, on n'a pas porté atteinte au culte voué par la ville natale à l'ancien chef d'Etat, logé depuis le 22 octobre dans une résidence de gouverneur. Un complexe touristique porte son prénom, et c'est toujours à l'aéroport international Habib Bourguiba de Monastir-Skanès que débarquent les milliers de visiteurs étrangers encore attirés par les douceurs du littoral tunisien en ce milieu d'automne.

La Tunisie a fait un pari sur la baisse continue du coût des transports aériens et sur l'augmentation de la demande de loisirs dans les classes moyennes européennes, avec un allongement de la saison touristique en raison du dynamisme croissant d'un troisième âge de plus en plus vert. Les estivants peuvent trouver à redire à la transformation des côtes pour satisfaire les besoins en nuitées, les sybarites peuvent faire la moue devant les prestations hôtelières des « cinq étoiles luxe » façon locale, ce pari est gagné, et dans des conditions plus qu'honorables.

Au cours des huit premiers mois de 1988, la Tunisie a accueilli 2 240 000 touristes étrangers, soit 70 % de plus que l'année précédente. Ce record est dû en partie à l'afflux de centaines de milliers de Libyens, qui font des achats mais n'enrichissent pas beaucoup les grands hôtels.

Néanmoins, l'augmentation des arrivées d'Européens demeure : près de 1 200 000 cette année, contre 1 000 000 en 1987 et 800 000 en 1986. Les Français - plus de 300 000 - restent en tête, suivis de près par les Allemands, après lesquels viennent les Anglais, les Italiens (+ 20 % cette année) et les Scandinaves. Les Français sont même les seuls à être venus moins nombreux en 1988 (- 4 %). Les responsables du dynamisme Office national du tourisme tunisien ont la bonté de dire que « cette légère baisse est due aux élections qui les ont empêchés de sortir de leur pays ». La vérité est que - sur le créneau qu'a choisi d'occuper la



Tunisie - les grands agents de voyages allemands ou britanniques sont plus efficaces et ont davantage de moyens que leurs homologues français.

Marketing, planification, statistiques mensuelles sur les entrées, la Tunisie a une approche réaliste pour le développement d'une « industrie » qui, en 1988, devrait lui avoir rapporté quelque 7 milliards de francs et qui, en 1987, a couvert 75 % de son déficit commercial. Pour un secteur qui emploie 40 000 personnes à temps complet et procure une activité indirecte à 150 000 autres, la Tunisie a investi plus de 5 milliards de francs depuis l'indépendance.

Pour le moment, l'essentiel de ces sommes a été consacré aux 80 kilomètres du littoral mis en exploitation intensive sur un total de 1 200 kilomètres. Des dizaines d'hôtels - le plus souvent avec parc et plage privée - ont été construits les uns à la suite des autres dans les grandes zones de baignade et de bronzage intensif : Hammamet, Sousse, Monastir, Jerba. Pour le prix d'une pension de week-end dans un hôtel moyen en France, on passe ici une semaine, voyage compris. Soleil assuré, service parfois fantaisiste mais toujours souriant, entretien

des chambres souffrant de négligences mais, globalement, architecture - souvent de style arabo-andalou - convenable, avec des pièces spacieuses et des parties

variées sur la superficie réduite d'un ensemble homogène : des terrains de sports, tennis et golf, des boîtes, des bars et restaurants en dehors des hôtels, des centres

Un pari gagné sur les loisirs  
des classes moyennes européennes  
de tous les âges et de tous les horizons

communes étendues. La nourriture - poissons grillés, légumes et fruits - n'a pas encore été trop pervertie par les goûts de la clientèle anglo-hollandaise, pourtant moins entreprenante pour découvrir les saveurs méditerranéennes que pour se lancer dans des bains spartiates en fin de saison.

L'exemple  
de Port-El-Kantaoui

Améliorer le taux d'occupation des hôtels en dehors de la haute saison, qui, d'avril à octobre, attire encore plus de 70 % des touristes étrangers, demeure le principal objectif des responsables. Pour cela, un nouveau mot d'ordre : priorité au « complexe intégré ». Il s'agit d'offrir au visiteur non plus une chambre et une plage mais des équipements

commerciaux pour les visiteurs qui préfèrent loger dans des appartements en location intégrés au complexe hôtelier, voire des ports de plaisance et, bientôt, des casinos.

Fin octobre, à Port-El-Kantaoui, le premier de ces complexes intégrés, créés à quelques kilomètres de Sousse avec des capitaux tunisiens et proches-orientaux, on refusait encore du monde dans les meilleurs hôtels en raison du succès de la formule. Le port de plaisance n'était guère occupé, les propriétaires de yachts préférant généralement d'autres escales plus luxueuses, mais sur les quais c'était l'affluence. Véritable fait de société européenne, des ménages de retraités se mêlaient à des jeunes couples attirés par les tarifs de fin

de saison, toutes catégories sociales confondues, toutes langues mélangées, dans ce grand rassemblement sous le signe des « trois S » : soleil, sport et, parfois, sexe.

Ce n'est pas par hasard que l'actuel ministre du tourisme, M. Mohamed Jegham, a été appelé à ses nouvelles fonctions après avoir dirigé la Société d'études et de développement de Sousse-Nord à l'origine de l'essor de Port-El-Kantaoui. « Il faut généraliser l'expérience des complexes intégrés », nous a-t-il dit. Plusieurs projets vont voir le jour. Le chef de l'Etat a donné son accord. Le plus grand de ces projets concerne la région de Tabarka, dans le Nord, délaissée alors qu'elle offre des rivages et une forêt de qualité exceptionnelle. Les travaux pour la construction d'un port de plaisance et d'un golf ont commencé. Les bulldozers devraient entrer en action l'an prochain pour l'aménagement d'un aéroport international.

L'Etat a créé une agence foncière touristique, dont le rôle est d'acheter des terrains, de les viabiliser puis de les céder à des promoteurs en évitant les spéculations excessives. Plusieurs projets ont été réalisés par des promo-

teurs étrangers, en particulier des tours-opérateurs allemands et français, tels Neckermann, Thomson Holidays et Nouvelles Frontières. Les capitaux arabes sont très présents avec, par exemple, le Fonds d'Abou-Dhabi et le Consortium koweïtien d'investissement immobilier. La loi accorde le paiement des droits de douane au taux minimal, voire la dispense pour certains biens d'équipement, dès lors qu'il s'agit d'investissements dans le tourisme. Elle permet aux investisseurs étrangers de transférer librement les revenus du capital apporté en devises. Etrangers ou nationaux, les hôteliers sont exonérés d'impôt sur les bénéfices dès lors que ceux-ci sont réinvestis.

En dehors des « complexes intégrés », le cheval de bataille est le tourisme saharien. La Tunisie a largement de quoi alimenter la fascination du Grand Sud sur une partie de la clientèle étrangère. Les cinq gouvernorats du Sud - Tozeur, Kébili, Tataouine, Gafsa et Médenine - constituent près de la moitié du territoire national. Un grand hôtel dans la palmeraie de Nefta - où l'ancien président aimait naguère prendre ses quartiers d'hiver - a beaucoup fait pour l'image du tourisme saharien, mais la capacité d'accueil au Sud reste limitée : 4 000 lits pour une capacité totale de plus de 100 000. Des études récentes ont conclu à la nécessité d'aménager des zones touristiques à Douz, Kébili et Tozeur, déjà équipées d'un aéroport qui reçoit des charters mais n'est pas desservi par la compagnie nationale Tunis Air.

« Les distances qui séparent ces richesses les unes des autres sont relativement limitées, souligne un rapport interne de l'Office national. Le tourisme saharien est un produit fort. C'est un complément appréciable au tourisme balnéaire, qui lui permet d'affirmer son image de marque tout en restant dans le giron du tourisme méditerranéen. » Il est clair, malgré ce souci de diversifier l'image de marque du pays, que la Tunisie a fait un choix fondamental en faveur d'un certain type de tourisme balnéaire pour étrangers. L'attention à la mode dans la région est la complémentarité entre la CEE, les pays méditerranéens et le Grand Maghreb en gestation. La Tunisie a fait la preuve qu'il est au moins un domaine où cela ne relève pas du doux rêve.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

**SITEP** SOCIÉTÉ ITALO-TUNISIENNE D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

DATE DE CRÉATION : 1961  
CAPITAL : 5 MILLIONS DE DINARS TUNISIENS  
CENTRE DE PRODUCTION : EL BORMA  
DÉCOUVERTE : 1963  
DÉBUT D'EXPLOITATION : 1966  
PRODUCTION ACTUELLE : 3,8 MILLIONS M3/a, soit 60 % de la production nationale tunisienne.

**PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL :** M. H. BEN JEMAA  
**DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT :** M. A. CRISTOFORONI

SITEP, 92, RUE DE PALESTINE, TUNIS, TUNISIE  
BP : 1000. TEL. 785.244. TELEX : 15 439 - 13 421

**Arab Tunisian Bank**

*La communication facile.*

**RUE DE LA MONNAIE  
1001-TUNIS-TUNISIE**

TEL. : 351 155-TELEX : 14205-13069  
TELEFAX : 349 278-247 820-348 150

**UNE BANQUE DE PROFESSIONNELS  
POUR DES PROFESSIONNELS**

**NEL**

**CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE-LOGEMENT**

PRINCIPAL INTERVENANT DANS LE FINANCEMENT DE L'HABITAT

AVEC 75.000 CREDITS OCTROYÉS EN 14 ANS

et très bientôt

**BANQUE DE L'HABITAT**

COMME ORGANISME DE FINANCEMENT DU SECTEUR

*Épargner pour garantir un logement.*

**libérale**

**Le pays proche.**

**E TUNISIENNE**

**PÉTROLIÈRES**

**RESSOURCES**

**IT**

**AV. EMERSONI PARIS**

**TEL. DELVEDERE TUNIS**



Un secteur qui absorbe un tiers des recettes de l'État

## Enseignement : une « religion » en crise

« **L**a Tunisie a deux religions, l'islam et l'éducation ». La formule, qu'on affectionne ici, est à peine excessive. Car les Tunisiens « croient » en l'enseignement, de manière presque mystique. Pendant trente ans, l'« école pour tous » ne fut-elle pas l'un des credo du bourguibisme ? Et le Combattant suprême, s'adressant à son peuple, se voulait d'abord un « maître d'école » face à ses « enfants ». D'ailleurs, il fit de l'instruction un culte, et du gouvernement une pédagogie.

La révolution scolaire bouleversa la Tunisie tout juste indépendante. C'était l'époque où « l'on plantait des arbres et des écoles ». Chaque village s'enorgueillissait de ses nouvelles classes, souvent construites avec l'aide financière des parents. De ces gros cubes blancs, visibles de loin, Bourguiba aimait poser la première pierre. Aucun doute : la démocratisation de l'enseignement fut une belle réussite statistique. En trente ans, les effectifs se multiplièrent par cinq dans le primaire, par quinze dans le secondaire.

Aujourd'hui, 94 % des garçons et 81 % des filles sont scolarisés. Un Tunisien sur quatre est à l'école, un fonctionnaire sur trois travaille pour l'éducation nationale. Cette année, les six universités tunisiennes ont accueilli 18 000 nou-

veaux bacheliers. L'analphabétisme ne cesse de battre en retraite (46 % contre 84 % en 1958). L'État consacre un tiers de ses ressources à l'éducation, dont le budget grossit annuellement deux fois plus vite que les autres.

## Promotion sociale

Trente-deux ans après l'indépendance, la demande d'enseignement demeure très forte. En Tunisie comme ailleurs, elle exprime, de la part des familles, un formidable désir de promotion sociale. Bien des parents se saignent aux quatre veines pour offrir à leurs enfants — et d'abord au fils aîné — la chance d'échapper à la médiocrité, voire à la misère. On investit sur la matière grise de ses héritiers. Lorsqu'ils sont précocement doués, on les inscrit d'emblée en maternelle — ce qui n'est pas l'usage — moyennant de gros frais. Plus tard, on entretient leur avance à coups de leçons particulières.

La réussite aux examens marque un véritable événement auquel la presse tunisienne fait écho en énumérant, avec quelque cérémonie, les listes des heureux enfants qui franchissent le cap, redoutable il est vrai, du passage en sixième. Aux yeux de tous, le diplôme reste l'indispensable passeport pour un horizon social plus brillant.

La scolarisation massive a produit une élite nombreuse ayant souvent achevé sa formation en France, parmi laquelle on compte, à titre d'exemple, quatre-vingts polytechniciens, quelque trois cents centraliens, et trois fois plus de diplômés des arts et métiers. Moteur du développement économique, elle a permis une rapide « indigénisation » des cadres, au

point que la Tunisie exporte aujourd'hui des milliers de coopérants.

Mais ces chiffres scintillants forment un miroir aux alouettes qui détourne le regard de l'essentiel : la chute du niveau moyen de l'enseignement, toutes disciplines confondues. A mesure qu'elles devenaient accessibles au plus grand nombre, les études perdaient en qualité. Ce déclin, parfois vertigineux, tient au simple fait que la Tunisie n'avait les moyens ni financiers ni humains de son ambitieuse politique.

Contrainte, pour endiguer le raz de marée scolaire, de recruter des enseignants à tout va, l'éducation nationale se fit de moins en moins exigeante. Aujourd'hui, un professeur du secondaire sur deux seulement possède une maîtrise. D'où un funeste engrenage qui entraîne vers le bas l'ensemble du système. Mal formés, les enseignants forment mal à leur tour. Les moins

bons ou les moins chanceux, faute de mieux, deviennent « instituteurs », un métier déprécié, dans tous les sens du mot.

La défaillance de l'encadrement engendre un enseignement au rabais. Chez l'élève, la culture générale s'érode, l'esprit critique s'émousse, la curiosité intellectuelle s'épuise. Qu'ils aient ou non la tête bien pleine, les étudiants tunisiens l'ont moins souvent qu'autrefois bien faite. De brillants scientifiques surprennent par leur esprit étiré, leur manque d'ouverture au monde. Quelques fâcheuses

habitudes, héritées de la France, n'ont fait qu'aggraver la crise : réformisme aigü, valse des ministres (cinq au cours des deux dernières années).

## Le terreau de l'islamisme

Du fait même de son ampleur, la démocratisation de l'enseignement tunisien portait en germe son contraire : la sélection à l'outrance. Autour de 1970, celle-ci commença de transformer la pyramide scolaire en un écoulement entonnoir au goulot trop étroit. Sur soixante-cinq élèves qui entrent dans le primaire, un seul décroche le baccalauréat. Tous les autres déclarent forfait ou sont éliminés en chemin, lors des examens successifs aux allures de concours qui barrent la route au plus grand nombre.

L'insuffisance des débouchés peut justifier a posteriori cette féroce sélection des candidats au diplôme. Pourtant, comme le souligne M. Hedi Khelil, ministre de l'enseignement primaire et secondaire, la Tunisie n'a qu'une modeste proportion de bacheliers — 8 % environ — dans chaque classe d'âge. « Après tout », ajoute-t-il, « mieux vaut avoir des chômeurs qualifiés que des chômeurs analphabètes. Les premiers trouvent, au bout du compte, plus facilement un emploi ».

Peut-être. Mais que d'espoirs déçus, que de rêves évanouis ! Dans ce terreau d'arnement, l'islamisme a largement puisé une vigueur insoupçonnée. Brutalement exclus de la course aux diplômes par une sélection couperet qui brise net leur profond désir d'ascension sociale et fait d'eux, par défaut, des déclassés, des milliers de jeunes, habitués par un sentiment d'échec, domment libre cours à leur aigreur ou cherchent à apaiser leur désarroi. Aussi beaucoup prêtent-ils une oreille d'autant plus attentive aux slogans manichéens de l'intégrisme qu'ils sont déjà imprégnés d'une éducation religieuse singulièrement passiviste, reçue sur les bancs du secondaire.

Déracinés mais éveillés à l'esprit revendicatif, ces exclus du système, privés de leur avenir, trouvent refuge dans le passé mythique d'une identité collective qui flatte leur islam intolérant. Comment s'étonner dès lors que le mouvement intégriste ait si facilement, au crépuscule du bourguibisme, envahi les campus universitaires, qu'il s'y maintienne ensuite par la force et l'intimidation ?

## Déclin du français

Il est donc dans l'intérêt bien compris du pouvoir politique de limiter les dégâts de l'échec scolaire. C'est l'un des objectifs de la réforme qui devrait entrer en œuvre dans les petites classes, lors de la prochaine rentrée. La création d'une « école de base » obligatoire sur un cycle de neuf ans, à cheval sur le primaire et le collège unique, vise à mieux préparer les adolescents à leur avenir soit scolaire puis universitaire, soit professionnel. Des « passerelles » conduisant notamment à des cycles courts devraient garantir en particulier aux « recalés du bac » — 65 % des candidats — une meilleure insertion dans la vie active.

Une refonte de la formation professionnelle, visiblement inspirée de la promesse expérience marocaine, le détachera du système scolaire en le reliant plus étroitement aux entreprises. Cette formation intégrée sera plus efficace, souvent plus rapide, et surtout mieux adaptée à la situation de l'emploi dans un pays qui compte 14 % de chômeurs. Les autorités, dans le même esprit, veulent aussi réduire les cohortes de bacheliers littéraires — aujourd'hui aussi nombreux que les scientifiques, — dont beaucoup sont des chômeurs en puissance.

La scolarisation massive a fait une victime de taille : l'enseignement de français. Le déclin, quantitatif et qualitatif, de notre langue est une évidence. Le français recule et se dégrade. Plusieurs générations de Tunisiens parfaitement bilingues assistent, tristes et impuissantes, à cet étiollement apparemment irréversible. Qu'il est loin, entend-on dire, le temps où les jeunes Tunisiens, munis d'un simple certificat d'études, savaient tourner une lettre dans un français ou un arabe impeccables ! Aujourd'hui, la maîtrise écrite, voire orale, de notre langue est devenue chose rare.

Nombreuses sont les raisons de cette déchéance : pédagogiques, sociales, culturelles. Beaucoup de

professeurs de français n'ont reçu aucune formation idoine. Diplômés sans emploi dans leur spécialité, ils enseignent notre langue en attendant mieux. Situation à combiner paradoxale : le français est, au côté de l'arabe, une langue d'enseignement majeure (à partir de la troisième année du primaire), elle-même mal enseignée. L'absence d'épreuve obligatoire de français au baccalauréat contribue à le dévaloriser aux yeux des étudiants.

Ceux-ci préfèrent souvent d'autres matières à option moins difficiles, par exemple les sciences islamiques. Ils ont plus de chances d'obtenir une bonne note en commentant des versets du Coran qu'en rédigeant une dissertation française. Autre facteur décourageant : la sévérité des jurys d'université, qui s'efforcent, à raison, de maintenir le niveau. Résultat : sur les trente postes d'assistants de français à pourvoir cette année à Tunis, quatorze seulement ont été attribués.

Dans certaines disciplines enseignées pour moitié en français, nombre d'étudiants ont du mal à suivre. D'où la nécessité d'un complément linguistique. Ainsi, les élèves de la toute nouvelle faculté d'études juridiques y étudieront aussi pendant trois ans le français, ainsi que l'anglais. La discrète réintroduction du français comme matière à option dans les sections scientifiques des classes terminales est pour l'instant le seul indice d'une timide réhabilitation de notre langue.

## L'arabe aussi à péril

Son enseignement subit encore les effets d'une politique hostile encouragée notamment par l'ancien premier ministre Mohamed Mzali, lequel jugea bon d'interrompre la coopération avec Paris en matière de formation des maîtres. Les manuels de français demeurent aujourd'hui littéralement pauvres et peu attrayants. Les professeurs de français furent longtemps mal considérés et leur association attend toujours d'être agréée par les autorités.

En outre, le français ne baigne plus dans un environnement culturel favorable. Les livres non scolaires sont rares et chers. L'attachement sentimental qu'un Bourguiba, authentiquement bilingue, nourrissait pour le français s'est transformé en une certaine indifférence. On s'exprime à peine en français par goût, on le parle aujourd'hui par nécessité. Notre langue a cédé du terrain à l'anglais et — plus récemment — à l'italien, qui doit sa spectaculaire percée à la première chaîne de télévision — RAI 1 — reçue en direct en Tunisie. De plus en plus souvent, les gamins des rues interpellent en italien l'étranger de passage. Il est donc crucial pour la France d'assurer au plus vite à son tour une présence télévisée dans son ancien protectorat.

L'arabe, littéral et dialectal, a lui aussi périé. Faut-il, comme certains intellectuels tunisiens, cloquer au priori le bilinguisme scolaire ? Selon cette le caractère franco-arabe du système d'enseignement est responsable de ce double déclin. N'est-ce pas là une fausse querelle ? Après tout, plusieurs générations de brillants élèves sortis, par exemple, du collège Sadiki, sont le plus bel hommage aux bienfaits du bilinguisme. Ce qui est sûr, c'est que la Tunisie n'a aujourd'hui ni les moyens ni la volonté politique d'offrir une « double culture » à tout un peuple.

Tout porte donc à croire que l'enseignement s'arabiserait toujours plus. Dans un monde où les possesseurs d'une seule langue seront les analphabètes de demain, le français, langue d'accès à la modernité, redeviendra, à côté de l'arabe, langue de la fidélité, ce qu'il fut jadis : le privilège d'une élite. La ruée des jeunes Tunisiens vers les établissements français témoigne déjà de cette évolution « élitiste ».

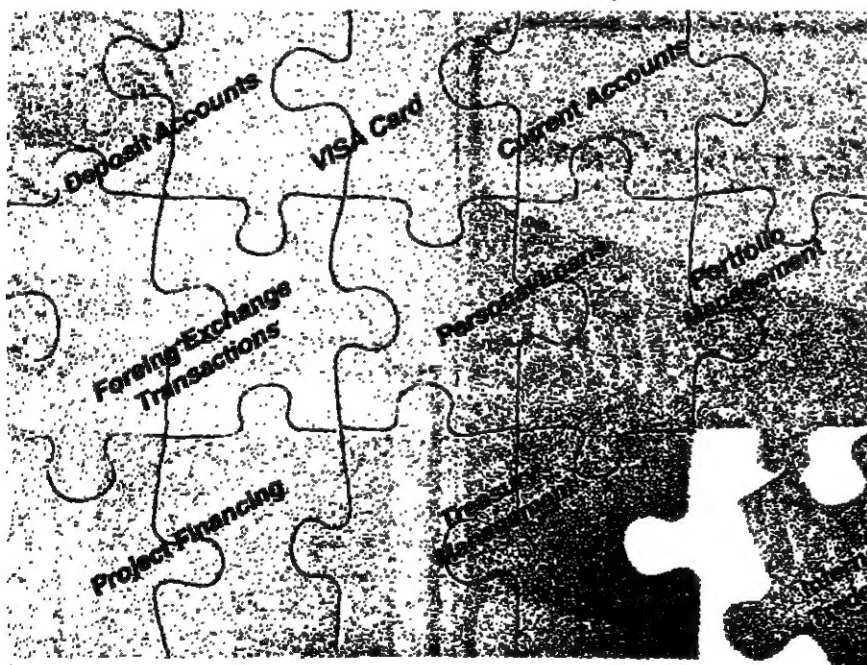
La France souhaite d'ailleurs, en retour, y développer l'enseignement de l'arabe. Elle projette de doter le baccalauréat d'une option internationale en arabe.

C'est l'une des multiples facettes d'une coopération culturelle franco-tunisienne très active. Huit mille Tunisiens — dont quatre cents boursiers de l'État français — étudient dans notre pays, six cents coopérants servent en Tunisie. Avec 210 millions de francs, l'enveloppe de la coopération française y est, au prorata de la population, la troisième du monde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

بنك تونس العالمي  
TUNIS INTERNATIONAL BANK

**La première banque  
des sociétés off shore,  
des particuliers non résidents  
et du commerce international  
UN TABLEAU COMPLET  
DES ACTIVITÉS...**



... ainsi que l'expérience, le savoir-faire  
et la compétence de notre équipe internationale

*TIB = the name for service*

**Téléphone : (216) (1) 782 411**

18, avenue des Etats-Unis - d'Amérique.  
BP 81 - Tunis 1002

POUR CONQUÉRIR  
DE NOUVEAUX  
MARCHÉS

INVESTISSEZ  
TUNISIE





rise

# L'émancipation de la femme

## Un «acquis» irréversible

METTANT un terme à des spéculations nées tout de suite après la destitution de M. Bourguiba, le président Ben Ali l'a dit lui-même dans ces colonnes (*le Monde* du 10 septembre) : il ne songe « pas le moins du monde » à une modification du statut de la femme tunisienne. « C'est un grand acquis de l'indépendance et il est irréversible. » Avec l'Égypte, la Tunisie est sans doute le pays arabe le plus avancé en matière d'émancipation de la femme et, sauf certains islamistes, personne ne conteste cette partie-là de l'héritage du Combatant suprême.

Promulgué quelques mois après l'indépendance, le 13 août 1956, le Code du statut personnel, qui a traité l'organisation de la famille en général, accorde à la femme des droits qui lui avaient été refusés pendant de longs siècles de servitude et de tradition dépassées. Les trois points fondamentaux sont l'abolition de la polygamie, l'institution du divorce judiciaire au lieu de la répudiation, l'octroi de droits politiques. À commencer par celui de voter. Ce texte — qui demeure un ensemble législatif en soi, non intégré dans un code civil — n'a pratiquement pas été modifié et continue à régir la vie des ménages modernes : exigence du consentement personnel de la femme avant le mariage, interdiction de la polygamie sous peine de fortes sanctions pénales, égalité des époux dans le droit au divorce, participation de la femme aux frais du foyer, partage — encore inégal — de la puissance paternelle, legs obligatoires.

Les avocates, actives dans la profession, ne manquent pas de rappeler les limites de ce code « progressiste ». Dans un pays où le testament n'existe pas, le garçon hérite — de droit — le double de la fille. La tutelle du mari sur les enfants est systématique en cas de divorce. La liberté de



mariage se heurte à des difficultés administratives si le conjoint est un étranger non musulman. Les consultants ont reçu dans les années 70 une circulaire du premier ministre leur interdisant d'enregistrer les mariages sur le registre de l'état civil, à moins que l'époux puisse présenter un « certificat d'islamisation ». Cette question du mariage sans distinction de religion a suscité un très vif débat au sein de la Ligue tunisienne des droits de l'homme qui comprend quelques représentants de la sensibilité islamiste.

Rares sont les femmes engagées dans la vie politique ou professionnelle qui déclarent faire confiance aux propos émissifs des islamistes sur leurs droits. Elles les soupçonnent de vouloir ouvrir une brèche dans le Code du statut personnel en revenant régulièrement à la charge au sujet de l'adoption. Ce problème est marginal et ne concerne que quelques centaines de cas, mais, dans la mesure où une sourate se prononce clairement là-dessus, les islamistes entendent s'en servir pour remettre en question la faculté d'adopter. Les propos tenus après la destitution de M. Bourguiba par le mufti de la République, payé par l'État et rattaché au ministère de l'Intérieur, ont été jugés comme une concession inquiétante aux intégristes.

### Accès inégal à l'enseignement

Le débat juridique paraît néanmoins secondaire au regard du poids des réalités dans la vie quotidienne, quels que soient les textes. L'inégalité de fait apparaît dès le plus jeune âge dans la fréquentation des écoles. Selon des statistiques officielles, le pourcentage des filles dans l'enseignement primaire était de 24 % en 1955, avant l'indépendance, et de 44,5 % en 1986. Mais ces chiffres cachent le fait que l'insécurité scolaire des filles est moindre que celle des garçons. Parce qu'ils ne voient pas l'utilité de l'école pour les filles ou parce que les trajets à accomplir entre la maison et cette école posent des problèmes plus aigus que pour les garçons, beaucoup de parents sont responsables d'absences répétées, voire d'une interruption pure et simple du travail scolaire après deux ou trois années.

Malgré cette inégalité au départ, après la sélection du secondaire, on trouve quand même une étudiante pour deux étudiants au niveau des études supérieures, avec une préférence pour la médecine où leur taux de réussite est supérieur à celui des hommes. L'accès des femmes aux professions libérales s'élargit chaque année, mais, si les 450 000 femmes actuellement au travail constituent le quart de la population active, un grand nombre restent cantonnées dans les tâches inférieures de l'agriculture et de l'industrie textile.

La bataille pour la scolarisation dans les campagnes et un meilleur accès à la vie professionnelle est dirigée, depuis 1956, par l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT). Cette organisation, rattachée jusqu'à présent au parti gouvernemental, s'est démarquée du combat féministe mené par les intellectuelles pour conduire une action éducative et sanitaire auprès des couches populaires, surtout dans les campagnes. Elle revendique 100 000 adhérentes dans 500 sections.

## Un modèle de planification familiale

PAGE 219 de l'annuaire du téléphone en Tunisie, un encadré sur les publicités de dimension généralement modeste : « L'Office national de la famille et de la population est à votre service pour vous informer davantage et avoir la possibilité de choisir votre méthode d'espacement des naissances. Vous pouvez vous adresser au siège de l'Office et aux centres régionaux qui se trouvent dans chaque gouvernorat. »

Dans un pays qui compte un million quatre-vingt-dix mille femmes en âge de procréer, près d'un million de consultations de planification familiale ont eu lieu en 1988, une même personne pouvant évidemment s'être présentée plusieurs fois pendant ces dix mois. C'est un résultat sans équivalent en Afrique et un encouragement à poursuivre une action considérée depuis 1986 comme un élément inséparable de l'émancipation juridique de la femme.

Le prix des Nations unies en matière de population, décerné en 1987 à la Tunisie par M. Perez de Cuellar, orné le bureau du directeur de l'Office, le docteur Hedi Mhenni, par ailleurs professeur de pédiatrie, à côté d'affiches faisant du couple à deux enfants le modèle de la famille heureuse. Parmi les mesures citées par ce responsable pour aboutir à un taux de croissance démographique de 2,31 % en 1987, il y a le relèvement de l'âge minimum pour le mariage des femmes à dix-sept ans, la monogamie et toutes les dispositions de droit social découlant du Code du statut personnel, mais aussi, et en tout réalisme, « la limitation des allocations familiales à quatre enfants, aujourd'hui, et à trois enfants, sans doute à partir de 1989 ». Cette dernière décision est surtout de l'ordre du symbole politique, actuellement, ces allocations se limitent à 4 dinars (environ 30 F) par enfant et par mois. Bien que ce taux de 2,31 % soit le plus bas du Magh-

reb, le Docteur Mhenni ne le considère nullement comme satisfaisant : « Avec une population de 7 600 000 habitants en 1987, ce veut dire que nous serons 15 millions de Tunisiens dans vingt-huit ans. C'est inacceptable dans un pays où le taux de chômage est de 14 %. Pour faire face aux besoins en matière d'enseignement, on construit en moyenne deux écoles primaires par semaine et un lycée tous les neuf jours. On ne pourra pas continuer à ce rythme. »

Selon une enquête récente de l'Office auprès de quatre mille ménages, 51 % des Tunisiens en âge de procréer utilisent une méthode contraceptive, contre 41 % en 1983. Mais il y a encore une grande différence entre la ville et la campagne. En milieu rural, moins d'une femme sur trois se donne les moyens d'éviter les grossesses à répétition.

À la clinique de l'Ariana, fleuron de l'Office dans la banlieue de Tunis, des jeunes femmes — médecins ou infirmières — montrent la pancarte contraceptive au visiteur étranger avec une totale absence d'inhibition. Selon leurs statistiques, 17 % des consultantes optent pour un des nombreux « dispositifs intra-utérins », 12 % pour la signature des trompes (après avoir signé un document attestant qu'elles choisissent cette solution en connaissance de cause), le reste se partageant entre la pilule et des méthodes « traditionnelles » à l'efficacité plus incertaine.

Dans l'atmosphère de campagne des équipes volantes en mission parmi les paysannes, des brochures utilisant un extrait du Coran que l'on peut interpréter comme le conseil d'espacez les naissances d'au moins trente mois. La livre sacrée — et pour cause — est muet sur les débats ouverts par la science contemporaine, mais, fait remarquable, les islamistes tunisiens ne font pas de la question un cheval de bataille.

J. de L. G.

## POUR CONQUÉRIR DE NOUVEAUX MARCHÉS

## INVESTISSEZ EN TUNISIE



- EXONÉRATION TOTALE DE L'IMPOT SUR LES BÉNÉFICES ET DROITS ET TAXES.
- LIBERTÉ DE TRANSFERT ET DE CHANGE
- PROCÉDURES SIMPLIFIÉES
- COÛTS D'EXPLOITATION COMPÉTITIFS.

POUR EN SAVOIR PLUS, PRENEZ CONTACT AVEC L'API POUR VOUS APPORTER UNE ASSISTANCE PERSONNALISÉE ET VOUS OFFRIR UN SERVICE GLOBAL

**API-Tunisie**  
AGENCE DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

63, RUE DE SYRIE 1002 - TUNIS BELVEDERE  
TEL : 287.600 TELEX : 14166

11, RUE MARBEUF - 75008 - PARIS  
TEL : (01) 47.20.22.03 - 47.20.31.35



الشركة التونسية لصناعات التكرير  
Société Tunisienne des Industries de Raffinage

SIÈGE SOCIAL - ADMINISTRATION ET USINE  
7046, ZARZOUNA / BIZERTE - TEL : (02) 31.744 - Telex : 21045



**BANQUE  
DE  
TUNISIE**

3, AVENUE DE FRANCE  
1000-TUNIS RP.



TEL : 340.544 - 259.939  
FAX : 362.221 - 341.774  
TELEX : 14070 - 15387

*La banque  
Tunisienne  
la plus  
ancienne*

**affiliée aux Groupes**

**C.I.C et Société Générale**




## TUNISIE Un an d'état de grâce

« Tunis-sur-Lac »

# Comment la capitale se voit en l'an 2000

LES odeurs nauséabondes qui, pendant très longtemps, ont accueilli le voyageur dès sa descente d'avion à Tunis ont disparu. Entre l'aéroport et le début de la ville, le visiteur était incommodé, surtout en été, par les émanations du lac lagunaire qui sépare une partie de la capitale de la mer. A la longue, les sceptiques finissaient par douter que les travaux, promis depuis des décades par les autorités, se réalisent un jour. Le lac et sa pollution faisaient partie du folklore tunisois. Contre toute attente, le problème a été pris à bras-le-corps il y a trois ans. Le lac va cesser d'empêtrer. Mieux, dans sa partie aménagée, il va donner naissance à une ville nouvelle.

La capitale, dont l'histoire remonte à vingt-cinq siècles — elle aurait existé bien avant la fondation de Carthage — connaît au douzième siècle, alors que son université islamique était la première du monde musulman, une activité et une prospérité de grande place commerciale et bancaire. Elle comptait alors 100 000 habitants au maximum. Il y en avait déjà 500 000 à l'indépendance. Aujourd'hui, on évalue la population du Grand Tunis à 1,5 million, et on va vers les 2 millions à la fin du siècle.

A l'origine, Tunis — la Médina actuelle — tournait en partie le dos à la mer. La ville moderne s'est développée vers la Méditerranée grâce à des remblais successifs pendant le protectorat. Peu à peu la formation d'un banc de sable à La Goulette transforme la lagune en un lac marin peu profond. Au sable apporté par la mer s'ajoute la boue due à la pollution, l'endroit étant devenu le réceptacle des égouts de la ville moderne. A cause de cette pollution, rien n'était construit sur ces rivages peu engageants, alors qu'ils se trouvaient à quelques kilomètres d'une ville manquant d'espace pour s'étendre.

Le premier travail de la Société de promotion du lac de Tunis (50 % de capitaux tunisiens, 50 % de capitaux saoudiens) fut de restaurer la qualité des eaux. Il fallait enlever une bonne partie de la « laitue », mauvaise algue qui étouffait lentement ces eaux calmes et peu profondes où l'aidaient à proliférer une radiation solaire intense et une concentration élevée d'azote. Des tonnes et des tonnes de sédiments furent dragués en trois ans, tandis que

l'optimisme MM. Moncef Monelhi, ministre de l'équipement et de l'habitat, et Mohamed Ali Bouleymane, secrétaire d'Etat chargé de l'habitat et de l'aménagement du territoire. Il s'agit de créer cinq cités autour de ce plan d'eau. Plus de 300 000 personnes devraient y vivre sur 1 200 hectares, dans des immeubles ou dans des villas. Outre les quartiers résidentiels, il y aura : un centre international qui reliera la ville actuelle aux cités nouvelles ; un

**La malodorant lac de Tunis fut longtemps un obstacle au développement de la capitale. Son assainissement donne lieu à une spectaculaire opération immobilière.**

quartier des affaires qui, sur 230 hectares, assurera l'extension du centre-ville de Tunis ; un centre d'activités commerciales, artisanales et industrielles ouvert à des activités non polluantes ; Carthage 2000, futur centre régional où les habitants des communes environnantes (La Marsa, La Goulette, Carthage, etc.) pourront accomplir des formalités ou des achats qui nécessitent aujourd'hui un déplacement pas toujours aisé au centre de Tunis. A cela s'ajouteront un terrain de golf, des plages publiques ou privées, des espaces verts, des réseaux piétonniers, etc.

### Cinq cités

« Au total, nous a dit le directeur de la Société de promotion, sur l'immense chantier ouvert aux portes de la capitale, le temps de rétention de l'eau ne dépasse pas vingt jours. J'ai pris un bain dans ce qui était naguère un cloaque pour montrer à tous le monde qu'il ne s'agit pas de paroles en l'air. » Convaincre l'opinion publique est d'importance, car l'assainissement du lac s'accompagne d'une formidable opération immobilière. Non seulement les rivages anciens ont cessé d'être insalubres mais de grandes étendues ont été gagnées sur l'eau après avoir été remblayées.

C'est d'un projet grandiose, en tout début de réalisation, que nous ont entretenu avec passion et

de se payer une telle acquisition.

Il reste à trouver un nom à ce futur prolongement de la capitale. « Pourquoi pas Tunis-Marine ou Tunis-sur-Lac ? », nous a dit M. Mohamed Ali Bouleymane, en contemplant le coucher de soleil sur ce paysage que les défilés publicitaires présentent déjà comme habités par de nombreux flamants roses. Il est des Tunisois pour s'interroger sur la rentabilité du projet ou, plus exactement, sur le nombre de personnes en mesure



« Je connais l'objection, nous dit M. Moncef Monelhi, mais je suis également bien placé pour connaître le goût des Tunisiens pour la pierre, parfois même au détriment d'autres investissements. Croyez-moi, nous savons ce que nous faisons. » Les nouvelles cités seront destinées à tous, à partir des cadres moyens. « Un appartement de trois pièces à 30 000 dinars (un peu plus de 200 000 francs), avec un crédit, ça représente 30 % du salaire pendant vingt ans, note un financier. Bien des familles sont prêtes à faire le pas. »

La Société de promotion, qui se charge seulement de l'aménagement du site et de sa viabilisation avant de le revendre par parcelles à des promoteurs ou à de simples particuliers, a mis une première tranche à titre quasi expérimental sur le marché. En trois semaines, 22 hectares constructibles ont été enlevés par quelque deux cents particuliers pour une somme totale de 26 millions de dinars. Ce début est jugé très satisfaisant pour une opération qui est prévue pour durer jusqu'à l'an 2000 et au-delà.

Pour le moment, seuls une mosquée, financée par les Saoudiens, et le futur siège de la Société de promotion se dressent sur le site longé par de nouvelles voies de circulation rapide. « Le style architectural retenu sera d'inspiration arabo-musulmane », promet un prospectus. Certes, mais le mode de vie, le plus souvent en appartements pour familles éclatées — un ménage dont les deux conjoints travaillent, deux enfants — n'a plus grand-chose à voir avec la tradition. Il se peut qu'il y ait une part d'utopie dans le projet de « Tunis-sur-Lac ». Mais, à travers ce rêve, on voit bien l'image idéale que la Tunisie projette d'elle-même à la fin du siècle, et, malgré la mosquée des Saoudiens, il y a de quoi faire hurler plus d'un intégriste.

J. de L.G.

الشركة القومية لتوزيع البترول  
SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION  
DES PÉTROLES



**SOCIÉTÉ TUNISIENNE  
DE L'ELECTRICITE  
ET DU GAZ**



38, RUE KEMAL ATATURK - TUNIS  
TEL : 243-522 - 341-311  
TELEX : 14020 - 13060



Un entretien avec le gouverneur de la Banque centrale

# « Nous pouvons augurer une reprise »

nous déclare M. Ismaïl Khelil

(Suite de la page 5.)

Quels réajustements préconisez-vous pour assurer à l'économie tunisienne une plus grande efficacité et une réelle compétitivité internationale ?

Consciente de l'ampleur des défis qu'elle est appelée à affronter, la Tunisie s'est engagée depuis 1986 dans un vaste programme d'ajustement structurel destiné à remettre l'économie tunisienne sur le sentier d'une croissance saine et soutenue.

Au premier chef de ces défis figure une pression constante sur le marché de l'emploi due à un croît démographique encore élevé ainsi que l'impérieuse nécessité de rétablir les équilibres budgétaires et financiers et de limiter l'accroissement de l'endettement extérieur.

Or, pour relever ces défis et gagner le pari du développement, nous avons cherché à conférer à notre économie plus d'efficacité et de performances en axant notre stratégie sur trois éléments essentiels : la maîtrise de la consommation intérieure, la rationalisation des investissements et la promotion des exportations.

Les mesures nécessaires ont déjà été prises pour perfectionner et parachever le cadre institutionnel de la promotion des exportations. Nous avons également procédé au réajustement du taux de change du dinar pour corriger l'appréciation de sa valeur par rapport aux monnaies de nos principaux partenaires et concurrents.

Nous sommes cependant conscients que l'acte d'exporter n'est pas une chose aisée, puisqu'il suppose une économie efficace et compétitive. Or l'entreprise tunisienne ne peut améliorer sa compétitivité et s'orienter vers l'exportation que si elle évolue dans un environnement de concurrence créative dans lequel seront éliminées les entraves et les distorsions qui handicapent son développement.

Aussi avons-nous opté pour la réhabilitation de l'entreprise comme centre privilégié de création de richesse et ce au moyen de l'assainissement de son environnement par une libéralisation progressive des différents aspects de l'activité économique.

## Abaissement des droits de douane

Cela se traduit comment ? Nous avons consacré le principe de la liberté de l'acte d'investir et, partant, celui de la responsabilisation de l'opérateur économique. Nous avons retenu également de libérer, d'une manière progressive, les prix à la production des produits industriels.

Dans le domaine du commerce extérieur, le programme de redressement prévoit une sensible réduction des restrictions quantitatives et un abaissement substantiel des droits de douane.

## LE CENTRE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (CEPEX)

8, rue de MEDINE  
1002 TUNIS BELVEDERE  
TEL : 830.003 - Télex 15 358 TN

est à votre disposition pour vous fournir gracieusement toute l'assistance dont vous pourriez avoir besoin pour mieux connaître les produits tunisiens et pour établir des relations avec les opérateurs de Tunisie.

Par ailleurs, et partant de l'idée que toute mesure d'encadrement administratif des taux d'intérêt et des activités des institutions financières décourage la mobilisation de l'épargne, fausse les schémas d'investissement et les anticipations des agents économiques, nous avons engagé une véritable réforme financière devant assurer une meilleure allocation des ressources disponibles.

C'est dans ce cadre que nous avons procédé à une déréglementation partielle des taux d'intérêt, supprimé toutes les formalités d'autorisation préalable de l'octroi des crédits par les banques et dynamisé le marché monétaire.

Notre souci d'accroître les performances et l'efficacité de l'économie tunisienne se trouve également à la base de l'option de privatisation des entreprises publiques travaillant dans les secteurs non stratégiques. Cette approche permettra à l'Etat de se désengager des secteurs concurrentiels où l'initiative privée est à même d'atteindre, au moindre coût, les objectifs de croissance économique.

Nous comptons compléter toutes ces mesures par d'autres visant à réduire davantage la protection excessive de l'entreprise tunisienne. Il s'agit notamment de l'activation de la réforme fiscale déjà engagée par l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Tunisie.

Les mesures décidées dans le cadre du plan de redressement des 1986 et les correctifs apportés en octobre 1987 ont certes porté leurs fruits en ce qui concerne l'amélioration des équilibres internes et externes, mais ont-ils réellement stimulé l'investissement et suscité le regain de confiance des investisseurs nationaux et étrangers ?

Effectivement, les résultats enregistrés au terme de 1987 sont encourageants et prouvent que nous sommes sur la bonne voie.

Mieux encore, les progrès enregistrés en matière d'assainissement de la situation économique et financière se sont affirmés en 1988. Il en est résulté, notamment, une consolidation de nos paiements extérieurs et un sensible affermissement de nos réserves de change grâce à un essor sans précédent des recettes touristiques et à une poursuite de l'augmentation des recettes d'exportation. Nous avons maintenant des avoirs en devises qui couvrent trois mois d'importations contre à peine cinquante jours à fin 1987 et vingt-cinq jours à fin 1986.

Toutefois, si le problème de l'emploi a continué à se poser avec une certaine acuité, la reprise des investissements devra le soutenir efficacement, et ce d'autant plus que le président Zine El Abidine Ben Ali avait, dès 1987, arrêté un ensemble de mesures destinées à rétablir la confiance des investisseurs et à améliorer l'environnement social. Ces mesures se rapportaient essentiellement à l'annuité fiscale, à la réduction du coût du crédit, à l'assouplissement du régime de change, à l'amélioration des salaires minima et des traitements des agents de la fonction publique, à l'octroi, de nouveau, de facilités de crédit pour les salariés par les organismes de sécurité sociale et à l'amélioration du système de financement de la construction de logements.

Des actions complémentaires ont été prises pour soutenir la

dynamique de redressement économique et introduire les ajustements de nature à mieux répondre aux aspirations de la population.

Avez-vous déjà pu en mesurer les effets ?

Nous pouvons dire que ces mesures commencent à produire les effets attendus puisque l'investissement paraît reprendre de façon encourageante. Plusieurs indicateurs confirment cette tendance. Il s'agit principalement de la reprise des importations de biens d'équipement, qui progressent, au terme des huit premiers mois de 1988, de plus de 22 % à prix courants correspondant à 15 % à prix constants. Il y a également la forte progression, durant

la Tunisie se classe ainsi la première de tous les pays africains, y compris l'Afrique du Sud. Son rythme est même mieux apprécié que celui de certains pays pétroliers tels que les Emirats arabes unis ou le Venezuela.

La cession au privé d'un certain nombre d'entreprises publiques et de sociétés étatiques est à l'ordre du jour. Comment comptez-vous procéder à cette option ? Est-elle conciliable avec les mécanismes et la situation actuelle du marché financier ?

De nos jours, la privatisation est en vogue partout dans le monde. L'intérêt qu'elle suscite est à la mesure de la prise de

conscience de la nécessité de limiter l'interventionnisme de l'Etat dans la gestion courante des activités économiques. Il sera ainsi possible à l'Etat de mieux assumer le rôle important qui lui incombe dans l'organisation de la vie politique, économique et sociale du pays.

Nous considérons, en Tunisie, qu'il est indiqué de faire preuve de pragmatisme en matière de privatisation. Aussi avons-nous opté, au moins dans une première phase, pour la méthode privilégiant l'examen du cas par cas en attendant de concevoir, au fil de l'expérience, une approche globale pouvant comporter plusieurs variantes pour tenir compte des particularités propres à certaines entreprises à privatiser.

C'est dans ce contexte que nous avons déjà entrepris et réussi avec l'aide des organismes financiers internationaux et des banques locales certaines opérations de privatisation, notamment dans le secteur touristique et celui des industries textiles. Nous sommes actuellement en train de revoir l'ensemble des textes réglementaires régissant les entreprises publiques pour améliorer et simplifier la procédure de privatisation de celles qui évoluent dans des secteurs concurrentiels non stratégiques.

Nous estimons que le système financier a un rôle important à jouer dans la concrétisation du programme de privatisation. Avec la mise au point de la réforme de la Bourse et du marché financier et l'harmonisation des mesures d'encouragement aux épargnants et aux investisseurs, la Bourse sera à même de jouer un rôle plus dynamique dans la restructuration du capital des entreprises publiques, le développement de l'actionnariat populaire et l'attrait des capitaux extérieurs. Les banques auront également à occuper une place de choix, notamment en se chargeant de l'évaluation des entreprises à privatiser, en pré-

parant en portage une partie ou la totalité du capital des entreprises concernées, et ce afin de la placer ultérieurement auprès de leurs partenaires ou chez des investisseurs locaux ou étrangers intéressés, et, enfin, en utilisant leur réseau d'agences pour démarcher, avec la Bourse et les agents de change, le petit actionnariat.

Nous comptons également impliquer les banques et les entreprises dans le traitement des opérations de change et de trésorerie en devises. A cet effet, nous avons mis les dernières retouches aux textes nécessaires pour doter la place de Tunis d'un véritable marché monétaire en devises.

Nous sommes déterminés à poursuivre cette action et à consolider progressivement la libéralisation externe nécessaire à l'éclosion de la Tunisie comme place financière et commerciale régionale. Par libéralisation externe, nous entendons l'ouverture du marché financier local aux flux financiers internationaux, la suppression progressive du contrôle des changes et son corollaire l'évolution vers la convertibilité externe du dinar et l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché local des institutions financières étrangères qui acceptent d'intervenir effectivement dans le financement de l'économie nationale.

Certes, la situation actuelle de l'économie tunisienne, qui est encore sous un plan d'ajustement, et le niveau encore réduit de nos réserves de change rendent nécessaire d'engager la politique de libéralisation financière externe par étapes et avec prudence, mais nous avons déjà arrêté une stratégie détaillée devant permettre, l'amélioration de la situation économique aidant, de construire le huitième plan, qui commence en 1992, autour de l'objectif essentiel de la convertibilité du dinar.

Propos recueillis par MICHEL DELBIE



la même période, des déclarations au titre des projets orientés vers l'exportation. Il y a ensuite l'importante poussée de l'investissement appréhendée à travers le doublement des approbations des banques de développement.

## Paiement régulier de la dette extérieure

Cependant, et pour atténuer les effets des quelques goulets d'étranglement ressentis par certaines activités orientées vers le marché local, nous sommes en train d'étudier les mesures les plus indiquées pour consolider davantage la relance engagée. Ces mesures se situent principalement au niveau de l'adaptation de la législation du travail, de la réduction des charges sociales de l'entreprise et de l'aménagement du régime d'importation des biens d'équipement et du mécanisme de détermination du coût du crédit.

Pour ce qui est de l'appréciation de la situation économique par les milieux financiers internationaux, nous pouvons affirmer que l'accélération de l'action d'ajustement et d'adaptation de l'économie, dans le cadre du programme de redressement, a permis de conforter l'image de marque de la Tunisie comme un pays honorant, au premier chef, à temps ses engagements extérieurs, et qui s'est toujours refusé de recourir au rééchelonnement de sa dette extérieure.

D'ailleurs, la dernière analyse de risque pays publiée par la revue spécialisée *Euramoney* présente un témoignage actuel de l'appréciation très favorable que font les marchés financiers internationaux de la nouvelle orientation de l'économie tunisienne et de sa crédibilité, tant sur le plan politique que sur le plan économique. La Tunisie s'est classée en effet quarante-septième sur une liste de pays. Elle a récupéré quatre places sur son rang en 1987.

## GROUPES CHIMIQUES TUNISIENS

8, 7, RUE KHARTOUM, 1002 TUNIS  
TEL : 784.488 - Télex 14.705 + 14.706 + 14.709

### S.I.A.P.E. USINES : SFAX - SKHIRA

PRODUCTION :  
■ Superphosphate triple granulé 48 % P205 (TSP 48)  
■ Acide phosphorique (54 % P205)  
■ Acide superphosphorique (SPA 62-72 % P205)

### I.C.G. USINES : M'DHILLA - GAFSA

PRODUCTION :  
■ Superphosphate triple granulé 48 % P205 (TSP 48)

### I.C.M. USINES : GHANNOUCH, GABÈS

PRODUCTION :  
■ Acide phosphorique 54 % P205  
■ Superphosphate triple 37 % P205  
■ Phosphate bicalcique (D.C.P.)

### S.A.E.P.A. USINES : GHANNOUCH, GABÈS

PRODUCTION :  
■ Acide phosphorique 54 % P205  
■ Phosphate diammonique (DAP)  
■ Ammonitrate (33 % N)

### ENGRAIS DE GABÈS USINES : GHANNOUCH, GABÈS

PRODUCTION :  
■ Phosphate monoammonique (MAP)  
■ Phosphate diammonique (DAP)  
■ Engrais composés (NPK)

NOURRIR LES PLANTES QUI NOURRISSENT LE MONDE

1968-1988 VINGT ANS AU SERVICE DE L'ECONOMIE TUNISIENNE

# BANQUE DU SUD

95, AVENUE DE LA LIBERTÉ, TUNIS  
TEL : 28-94-00  
TELEX : 15176 BAN SUD. TN



# Politique

## Le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

MM. François Mitterrand et Michel Rocard ont lancé, vendredi 4 novembre, un dernier appel à participer et à voter « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre, qui participait à un meeting à Lille, s'est attaché à répondre aux arguments d'une partie de la droite et de l'extrême droite, notamment sur l'annexion, et sur le fait que le « oui » n'est pas un vote pour l'indépendance.

Le président de la République, qui s'exprimait à la télévision, a de nouveau demandé un geste de « fraternité », en réaffirmant que le référendum est la condition même de la signature des accords de Matignon et de la victoire du « oui » serait « celle de la France tout entière ». « Plus nombreux vous serez à voter dimanche, a déclaré M. Mitterrand, plus fort et plus solide sera le pacte national dont dépend l'avenir. »

Les cinq dirigeants des principaux partis politiques ont répondu au président de la République sur TF 1 quelques minutes après son allocution. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a reproché à M. Mitterrand un « oubli » et une « déformation » dans son intervention, en soulignant que le gel du corps électoral sur le territoire, pour le référendum d'autodétermination de 1998, est la « raison fondamentale » de la non-participation du RPR à l'actuel référendum.

Pour le FN, M. Jean-Marie Le Pen a appelé les « patriotes » à voter « non », en estimant que les arguments de M. Mitterrand sont « faibles » et que, par son intervention télévisée, le président de la République a donné un caractère « plébiscitaire » à cette consultation.

Pour l'UDF, M. Pierre Méhaignerie a renouvelé son appel à voter « oui » — car, a-t-il dit,

« les hommes de toutes tendances responsables en Nouvelle-Calédonie me le demandent » — tout comme M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS et M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui a appelé à la « vigilance » contre les « colonialistes », pour assurer le respect des accords de Matignon, acceptés par les communistes, car le FLNKS en est « coauteur ».

Président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a mis en garde, à ce propos, les Néo-Calédoniens en jugeant, vendredi sur Europe 1, qu'une faible participation ou un faible taux de « oui » sur le territoire — c'est-à-dire « un résultat un peu risqué » — signifierait « qu'il n'y a pas d'accords Matignon. (...) Si, en Nouvelle-Calédonie, a précisé M. Tjibaou, il n'y a que 30 % de « oui », ça va être difficile pour les mili-

tants canaques de penser qu'on face il y a un appel aux accords Matignon ».

Enfin, M. Tjibaou a réaffirmé que l'idée d'organiser le référendum du 6 novembre résulte de discussions entre le gouvernement, le FLNKS et le RPCR. M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a précisé à ce sujet, à Perpignan, que le choix du référendum répondait « à une demande expresse de M. Tjibaou approuvée par M. Lafleur ».

Tandis que M. Yvon Briant, secrétaire général du CNL, partisan du « non », affirmait à l'avance qu'il n'accepterait pas que le FN « revendique l'ensemble des suffrages négatifs », plusieurs personnalités d'extrême gauche signaient un texte commun pour dénoncer « l'imposture » du référendum du 6 novembre et appeler à « ne pas voter dupe ».

### « Une garantie solennelle : la vôtre ! »

déclare le président de la République

Mes chers compatriotes

Je viens vous parler ce soir de la Nouvelle-Calédonie. Et, à moins de deux jours du référendum, je vous pose une seule question.

La-bas, des hommes, qui se sont affrontés, combattus parfois jusqu'au sang, jusqu'à la mort — vous en avez vu les images tragiques, — ces hommes se sont enfin reconciliés.

Les deux principales communautés de l'archipel se trouvaient face à face. Le calme est revenu.

Elles vous demandent maintenant, ensemble, de voter pour garantir leur avenir dans la concorde retrouvée. Et pour cela elles attendent de vous, elles espèrent de vous le geste de confiance qui consacrera leur accord, signé le 26 juin dernier, à l'invitation du premier ministre, M. Michel Rocard, par les représentants qualifiés des populations néo-calédoniennes, Messieurs Lafleur et Tjibaou.

Alors, voilà. Oui ou non, approuvez-vous cet accord ? Voulez-vous les aider ? Allez-vous prendre la main tendue ou bien la refuser ? C'est, je le répète, la seule, la vraie question à laquelle vous aurez à répondre dimanche.

Mais que dit cet accord ? Que dans dix ans en 1998, les habitants du territoire décideront eux-mêmes et librement de leur destin.

Dix ans, c'est en effet le temps jugé nécessaire pour réduire les inégalités, former les jeunes, habituer les citoyens aux responsabilités, construire les équipements indispensables au progrès, routes, écoles, dispensaires, veiller à l'épanouissement des diverses cultures, bref, pour que la confiance qui l'emporte sur la violence.

Et pendant ces dix ans, nous espérons, à nous tous, la Nouvelle-Calédonie pour qu'elle réussisse son développement et réapprenne à vivre en paix.

Si l'en est ainsi, vous pouvez peut-être : mais pourquoi un référendum ? Pour une raison essentielle. Sans la promesse de ce référendum, c'est-à-dire sans l'espoir du soutien du peuple français, il n'y aurait pas eu d'accord.

Depuis 1945, le Parlement a changé sept fois le statut de la Nouvelle-Calédonie. Il fallait en finir avec cette instabilité et apporter une autre garantie. Plus solennelle encore. Celle du peuple lui-même : la vôtre.

Mes chers compatriotes, le choix vous appartient. Mais sachez-le : plus nombreux vous serez à voter dimanche, plus fort et plus solide sera le pacte national dont dépend l'avenir.

La victoire du « oui » ne sera la victoire de personnes ou personnes, mais celle de la France tout entière.

Vive la République !  
Vive la France !

### « Les auteurs d'assassinat seront jugés »

souligne M. Michel Rocard

LILLE

de notre envoyé spécial

Le dernier meeting du Parti socialiste, qui a réuni deux mille cinq cents personnes au palais des sports Saint-Sauveur, à Lille, le vendredi 4 novembre, a permis à MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Michel Rocard de répondre aux arguments de ceux qui appellent à voter « non » ou à s'abstenir dimanche. Quatre ministres socialistes — Mme Edwige Avice et MM. Louis Le Fessac, Michel Delabarre et Jacques Mellick — assistaient à cette réunion, ainsi que deux membres du gouvernement représentant l'ouverture, MM. Michel Duraufour et Thierry de Beaufort.

M. Mauroy a affirmé que « pour la première fois », s'agissant de l'avenir d'un territoire d'outre-mer, « les électeurs auront à juger, non pas d'une solution imposée par les circonstances, mais d'une méthode élaborée par les parties en pré-

sence » et que les accords de Matignon représentent « un modèle de décolonisation réussie ». « Le plus sûr moyen d'aller à l'indépendance immédiate, c'est de rester dans la violence et dans la tragédie », a assuré le premier secrétaire du PS.

M. Mermaz a souligné ce que ces accords doivent à la réélection de M. François Mitterrand, qui « a arrêté un enchaînement fatal ». Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déclaré, au sujet de l'avenir du territoire, que la Nouvelle-Calédonie sera appelée à décider dans dix ans : « Nous préférons qu'elle reste française, mais si elle choisit l'indépendance, nous pourrions espérer que ce soit dans l'association avec la France. »

Voter « oui », ce n'est donc pas, selon les socialistes, voter pour l'indépendance du territoire. Ce n'est pas non plus réhabiliter les auteurs de crimes. Rendant hommage, après M. Mauroy, aux gardiens tués à Fayaoû — deux

d'entre eux appartenaient au groupement de gendarmerie de Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue de Lille — le premier ministre a déclaré : « L'amalgame n'est pas l'oubli. Elle est un geste de pardon, pour que la vie reprenne et continue (...). » Il a souligné que cette amnistie « ne s'étend pas aux auteurs directs des crimes d'assassinat, qui, même remis en liberté provisoire, restent inculpés et seront jugés conformément à la loi ».

M. Rocard a pris soin aussi, en citant les accords de Matignon, de montrer que le référendum, dans lequel M. Jacques Lafleur avait déclaré voter « une opération de politique politique », (le Monde du 3 novembre), est partie intégrante de ces accords, tels qu'ils avaient été signés par M. Lafleur, par M. Tjibaou et par le premier ministre lui-même. « Comme l'a dit le président de la République : « Sans le référendum, il n'y aurait pas eu l'accord », a affirmé M. Rocard.

P. J.

### Le nouveau système institutionnel

Jusqu'au 14 juillet 1989, l'Etat continuera d'administrer directement le territoire, comme il le fait depuis le 14 juillet 1988.

A partir du 14 juillet 1989, la Nouvelle-Calédonie connaîtra un nouveau système institutionnel :

— Le haut commissaire, représentant l'Etat, continuera d'exercer le pouvoir exécutif ; il sera assisté par un comité consultatif, composé par les présidents des trois provinces et le président du congrès.

— Trois provinces seront en effet créées, en remplacement des quatre régions actuelles : la province nord, la province des îles Loyauté et la province sud, autour de Nouméa, cette dernière étant peuplée majoritairement d'Européens.

Entre le 1<sup>er</sup> juin et le 14 juillet 1989, après révision des listes électorales, chaque province élira son assemblée pour six ans au scrutin de liste proportionnel (15 membres pour la province nord, 7 membres pour la province des îles Loyauté et 32 membres pour la province sud).

— Chacune de ces assemblées élira ensuite son président, à la fois chef de l'administration et chef de l'exécutif de la province.

— Ces provinces seront « le moteur des réformes entreprises pour redéfinir le rôle du territoire ». Elles auront en charge la

formation professionnelle, l'amélioration des conditions de vie (couverture sociale, logement, équipements sanitaires), la mise en valeur des héritages culturels, le développement de la production agricole et industrielle, l'insertion sociale de la communauté mélanésienne. Elles recevront des ressources financières du territoire et de l'Etat ; elles bénéficieront du concours de fonctionnaires mis à leur disposition par l'Etat et par le territoire, en étant autorisées à recruter du personnel contractuel. Des contrats de développement seront signés entre l'Etat et chaque province.

— Les trois assemblées de province réunies formeront le congrès du territoire.

— Le territoire conservera des compétences de coordination et ses prérogatives s'exerceront sur les matières qui ne pourront pas être transférées aux provinces (fiscalité, budget territorial, routes, hôpitaux).

— Un comité économique et social représentera les groupements professionnels, les syndicats, les associations. Il donnera un avis consultatif sur les projets de loi ou de décret soumis par le congrès, les assemblées de province, le Conseil consultatif

coutumier ou le haut-commissaire.

Un Conseil consultatif coutumier du territoire sera en effet créé pour traduire l'importance des traditions dans l'organisation sociale de la communauté mélanésienne. Il donnera son avis sur les questions de droit civil particulier et de droit foncier.

— L'Etat, représenté par le haut-commissaire, conservera les compétences qui sont liées à la souveraineté nationale et celles qui lui permettent d'exercer sa fonction arbitrale (relations extérieures, Trésor, maintien de l'ordre, justice, audiovisuel). Les grandes orientations de l'économie calédonienne (mines, propriétés foncières), la répartition et la mise en œuvre des grands investissements, ainsi que la création d'une agence de développement de la culture canaque relèveront également de sa responsabilité.

— En 1989, un référendum d'autodétermination conclura le processus ouvert par le loi référendaire. Le scrutin aura lieu conformément aux dispositions de l'article 63 de la Constitution. Y participeront tous ceux qui seront inscrits sur les listes électorales en Nouvelle-Calédonie à la date de la consultation et qui auront résidé sur le territoire depuis le 6 novembre 1988.

### Vivre ensemble

(Suite de la première page.)

Les Calédoniens avaient en effet reçu l'assurance de disposer d'un statut d'autonomie assez évolué pour laisser l'avenir ouvert, y compris à l'indépendance, alors que le territoire ne comptait encore aucun indépendantiste déclaré. Cinq ans plus tard, en 1963, au mépris de la parole donnée, le statut Jacquinot, rétablissant l'ancien pouvoir colonial.

En 1985, au terme d'une longue période d'insurrectionnisme, le FLNKS et le RPCR avaient accepté, bon gré mal gré, le statut Pisanu revu et corrigé par le gouvernement Fabius, et la participation des deux camps aux élections régionales avait ramené le calme sur le territoire avec un système institutionnel plus équilibré. Un an plus

tard, en 1986, la politique suivie par le gouvernement Chirac déstabilisa délibérément cet équilibre et s'effondra avec le drame d'Opahé.

L'impact moral de la procédure référendaire empêchera peut-être qu'il y ait une troisième déconvenue. Si les Calédoniens ne changent pas d'avis, rien ne pourra entraver l'application des accords de Matignon. Ils seront maîtres du jeu suivant les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées. Et il s'agira bel et bien d'un jeu politique inédit.

Les indépendantistes, qui contrôlent deux des trois futures provinces, celle du Nord et celle des îles Loyauté, s'emploieront à convaincre les calédoches qu'ils sont capables de construire et de gérer un Etat pacifique, libéral et moderne. Ils auront dix ans pour prouver aux calédoches que l'avenir de la Communauté européenne passe par l'avènement d'une nation indépendante associée à la France. Jean-Marie Tjibaou tentera d'être prophète en son pays.

### Le général Massu votera « oui »

Le général Massu a annoncé qu'il voterait « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, dans une déclaration que publie samedi 5 novembre le quotidien la République du Centre.

Le général Massu, qui s'est retiré près de Montargis (Loiret), estime que « nos expériences indochinoises et algériennes nous invitent à ne pas redéfinir les mêmes erreurs » et situe sa prise de position « en tant que chrétien ». L'accord Lafleur-Tjibaou est « une chance à saisir », ajoute-t-il. « Il se situe au cœur du problème et non dans l'abstraction frivole et pessimiste. »

« Les raisons pour s'abstenir de Jacques Soustelle, poursuit le général, ne font passer dans leur esprit à celles qu'il mettait en avant au début de 1961 pour pousser l'armée à la rébellion contre le général de Gaulle. »

« Quant aux raisons de Jean-Marie Le Pen de voter « non », elles oublient complètement notre expérience algérienne. Il est vrai que le lieutenant Le Pen, qui a combattu sous mes ordres pour l'Algérie française — et est devenu ensuite l'ennemi numéro un des immigrants, n'est pas à une contradiction près », conclut le général Massu.

### Deux paris opposés

Jacques Lafleur fait le pari inverse : il se déclare certain que, dans dix ans, les thèses du FLNKS auront démontré leur caractère utopique et que les dirigeants indépendantistes auront prouvé leur incapacité à répondre aux aspirations des populations locales. Il ne doute pas qu'en conséquence la plupart des Canaques comprendront alors que leur avenir demeure indissociablement lié à celui de la France.

Si le calendrier inscrit dans le projet de loi référendaire est respecté, le sort de ces deux paris concurrents dépendra du scrutin d'autodétermination de 1998.

Trop beau pour être possible ? Le proche passé calédonien invite, en effet, à la circonspection. Ce serait la première fois que la Nouvelle-Calédonie construirait dix ans consécutifs de tranquillité.

Le rôle de l'Etat, dont le représentant à Nouméa disposera du pouvoir exécutif, sera déterminant dans l'arbitrage de cette partie difficile au cours de laquelle le pouvoir central s'est engagé à rendre justice aux Canaques, en les aidant à accéder aux postes de responsabilité dans tous les secteurs, sans léser pour autant les calédoches. La pratique quotidienne de ce grand écart n'a pas sans tiraillement.

« Le Parti démocrate français appelle à voter « oui ». — « Au-delà d'une exploitation politicienne possible, au-delà des manœuvres, des arrière-pensées, il faut avant tout considérer l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et de ses habitants », souligne le Parti démocrate français dans une déclaration publiée le vendredi après-midi 4 novembre. « Le « oui » du Parti démocrate français est un « oui » d'espoir : répondre « non » à ce référendum, selon le PDF, qu'annonce M. Guy Gennesseaux, serait fermer la porte à ses espoirs, et une abstention massive donnerait à penser à nos lointains compatriotes que la métropole se désintéresse d'eux. »

Par ailleurs, le PDF, qui avait soutenu la candidature de M. Chirac à l'élection présidentielle, reproche au RPR sa « dérive droite ».

### Fraternité et imposture

FAIRE passer la raison d'Etat pour de la fraternité, c'est l'imposture que constitue le référendum du 6 novembre.

La fraternité consisterait à prendre en considération la revendication d'indépendance du peuple kanak.

L'imposture consiste à faire croire aux Français qu'ils vont voter pour permettre aux calédoches et aux Kanaks de faire la paix. Mais ni ces accords ni la même fraternité promise — si elle est déclinée — ne sont de nature à permettre une transformation des structures coloniales existantes. L'égalité est fictive et la fraternité, douteuse.

Le référendum évite un débat de fond sur la question : la Constitution permet-elle la décolonisation ? L'interprétation donnée à la notion de « populations intéressées » serait pourtant édicte. Si, en effet, le principe « une personne égale une voix » était intangible aux yeux du Conseil constitutionnel, cela voudrait dire que, pour s'affranchir de l'Etat français, seule la révolte pourrait aboutir, et cela serait grave. Si la Constitution entérinait la colonisation et interdisait la décolonisation, nous toucherions le fondement le plus insaisissable de notre République.

On berne le « peuple de gauche » lorsqu'on lui fait croire qu'il sera solidaire des Kanaks en votant oui. En réalité, si les Kanaks ont jugé bon de signer les accords de Matignon parce qu'ils subissent un rapport de forces très défavorable, sur quel soutien du « peuple de gauche » ont-ils pu s'appuyer jusqu'à présent pour négocier de meilleurs accords ?

On conforte la droite en soulignant publiquement, comme l'a fait à plusieurs reprises le premier ministre, que la Nouvelle-Calédonie reste dans le giron français. On conforte les calédoches, car ce qu'ils ont accepté ne met pas en péril l'essentiel : le « rééquilibrage » des Kanaks par rapport à eux est faussé d'avance ; le gel électoral choisit les maintiendra majoritaires dans dix ans. Présenter M. Lafleur comme un sage relève de la farce. Il a seulement très bien compris ses intérêts.

La fraternité mise en scène est censée être contagieuse. Elle devrait miraculeusement reconcilier les Français entre eux. En fait, il s'agit d'une opération de politique intérieure réalisée sur le dos des Kanaks. Ils sont les premières victimes de l'ouverture à droite.

Non, les anticolonialistes, les démocrates conséquents ne peuvent

passer sous silence l'imposture présente à la télévision par une publicité politico-touristique honteuse qui est une insulte au peuple kanak. Faut-il voter oui ou ne pas voter ? En tout état de cause, il ne faut pas voter dupe, et il faut exiger l'indépendance kanak et l'annexion sans exclusive pour tous les prisonniers.

Ce texte a été signé par : Des anciens des réseaux de soutien au FLN algérien : Guy Bourgeois, Georges Fontana, Georges Martel, Michel Ravelli, Roger Ray, Paul Desais.

Des militants engagés dans les mouvements de solidarité avec la lutte du peuple kanak : Michèle Barrou, Jean-Christophe Berrier, Liliane Breton, François Cassarini, Daniel Guerrier, Emir Harbi, Mehdi Lalloué, Bernard Riguet, Christian Drouet.

Des syndicalistes : Alain Ansel, David Anselme, Yves Roussard, Paul Tomiche, Christian Urmlet.

Des militants politiques : Chantal Chetani, Jean-Pierre Dutoit (OCL), Maurice Joyeux (Fédération anarchiste), Alain Krivine (LCR), Marco Sazzetti (UTCL).

Il est aussi signé par : Claude Gabriel et Vincent Kermel (auteurs de « Nouvelle-Calédonie : les sentiers de l'espoir »), Vincent Flacody (scénariste antillais) et Patrick Torr (philosophe).

### RES POLITIQUES

La Nouvelle-Calédonie a-t-elle, au demeurant, encore le choix ? A supposer que les accords de Matignon soient appliqués jusqu'à leur terme, l'échéance de 1998 ne marquera pas, loin de là, la fin du chapitre qui s'ouvrira lundi.

Si dans dix ans le verdict des urnes se révèle favorable aux indépendantistes, cela ne sera, en toute hypothèse, qu'à une faible majorité. Les calédoches resteront, pour le FLNKS, des interlocuteurs inévitables.

Si, à l'inverse, les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française demeurent majoritaires, la revendication nationaliste des Canaques n'en disparaîtra pas pour autant.

Dans les deux cas, le territoire se trouvera en état de partition. Chaque des deux parties de la Grande Terre aura, de toute façon, besoin du soutien de la métropole.

Sans que les uns et les autres en aient aujourd'hui conscience, la première vertu du référendum sera peut-être ainsi de conduire les frères ennemis, sous le regard fraternel de la métropole, à tenter de devenir demain... inséparables.

ALAIN ROLLAT.



# Politique

## La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les députés ont adopté, en première lecture, dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 novembre, le projet de budget de la culture et de la communication. Seuls les socialistes l'ont approuvé. Les communistes ne sont pas allés au vote. Les députés UDF, RPR et UDC ont voté contre. Ce vote unique n'a pas permis aux différents groupes de manifester leur soutien ou leur opposition à l'un ou

l'autre des budgets. « Positivement favorables » au budget de la culture, comme le soulignait M. Georges Hage (PC, Nord), les communistes étaient, en revanche, hostiles à celui de la communication et se sont donc abstenus sur les deux budgets. Par contre, les centristes, par la voix de M. Bernard Stasi, précisèrent qu'ils se seraient abstenus

sur le budget de la communication s'il avait été distinct de celui de la culture, et ont finalement décidé de rejeter l'ensemble des crédits.

D'un montant total de 9,926 milliards de francs, le budget de la culture et de la communication est en hausse de 12,8 % par rapport à 1988, et représente 0,77 % du budget général de l'Etat.

## Audiovisuel : unanimité pour la défense du secteur public

« Est-ce que je rêve ? Est-ce bien en cette époque que, voilà deux ans, j'entendais prôner la vertu de la privatisation, de la concurrence entre chaînes publiques et privées ? Que j'entendais, sous les acclamations, le gouvernement annoncer la baisse brutale de la redevance ? »

M. Lang pouvait en effet ne pas en croire ses oreilles. Orateurs de gauche comme de droite s'étaient succédés pendant près de deux heures à la tribune, pour défendre avec une surprenante unanimité et une rare conviction le secteur public de l'audiovisuel, protester contre l'invasion démesurée de la publicité à la télévision et déplorer les faibles ressources des chaînes publiques.

Ainsi, tout en soulignant le « courage » du gouvernement, qui avait pris la responsabilité d'augmenter la redevance, M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), rapporteur spécial budget au nom de la commission des finances, dénonçait « l'incohérence dans l'affectation de cette redevance, dont 36 % reviennent à FR 3 alors que le taux d'audience de cette chaîne est faible et qu'il existe sept autres sociétés de secteur public ». M. Vivien jugea également anormal qu'Antenne 2

soit financée à hauteur des deux tiers par les ressources publicitaires.

L'adage selon lequel les chaînes publiques doivent être financées par des fonds publics et les chaînes privées par des fonds privés, semblait en effet partagé par tous les députés, même si aucun d'entre eux ne précisait les moyens de l'assurer.

La publicité, jugée définitivement coupable de nombreux maux, doit être restreinte sur les chaînes publiques, s'accorderont à dire les différents orateurs, tout en exprimant leur préférence pour une limitation en durée contrairement à la limitation en valeur proposée par le gouvernement. « Les incendiaires d'hier voudraient se transformer aujourd'hui en pompiers ! », remarqua M. Bernard Schreier (PS, Yvelines), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à l'adresse de ses collègues de l'opposition. Lui-même estima que « si les intentions de défense du service public étaient manifestes dans ce budget, les moyens accordés étaient insuffisants ». « C'est un budget d'attente », ajouta M. Schreier, qui ne doit pas dissimuler la nécessité d'une réforme d'ensemble du secteur audiovisuel public.

Soulignant à son tour la trop forte emprise de la publicité, M. Michel Pericard (RPR, Yvelines), qui fut le rapporteur de la loi Létard, observa que cette loi, « après deux ans d'existence, pourrait être amendée ». L'orateur du groupe RPR proposa notamment de réduire la publicité sur les chaînes publiques et de rendre aux chaînes privées une liberté plus grande.

An non des centristes, M. Bernard Stasi (CDS, Marne), approuva la volonté du gouvernement de « renforcer le secteur public » et la décision de baisse de la TVA (de 7 % à 5,5 %). L'UDC, comme l'UDF qui déposait d'ailleurs un amendement en ce sens, aurait souhaité l'abaissement de ce taux à 2,1 % (celui qui est d'ores et déjà applicable à la presse écrite).

Les députés de l'opposition se retrouvèrent également pour critiquer l'insuffisance des crédits destinés à la création. « Ce budget est sans ambition », observa M. Stasi, et on a l'impression que tout est suspendu à la réforme de l'audiovisuel à venir. Cette réforme est d'ailleurs déjà jugée trop tardive par les communistes, qui ne parviennent toujours pas au gouvernement d'avoir renoncé à supprimer la loi

## Le RMI devant le Sénat

### M. Estier (PS) juge le texte « dénaturé sur le fond »

Les importantes modifications apportées par la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition, à la version du projet de loi instituant le Revenu minimum d'insertion (RMI) approuvée par l'Assemblée nationale ont conduit les socialistes et les communistes à s'abstenir dans le vote final.

Pour M. Claude Estier (Paris), président du groupe socialiste, le débat, au Sénat, commencé mercredi 2 novembre (Le Monde des 3, 4, et 5 novembre) a permis « des améliorations non négligeables sur la forme » mais a surtout conduit à un texte « dénaturé sur le fond ».

### Mobilisation des bonnes volontés

De son côté, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a regretté que la majorité sénatoriale ait suivi une logique conduisant « à une distinction entre les responsabilités de l'Etat et celles des collectivités locales » au lieu, comme le voulait le gouvernement, d'organiser une mobilisation « de toutes les volontés ».

Dans la dernière partie du débat, vendredi, le Sénat a voté, sur proposition du RPR, une disposition nouvelle qui autoriserait les organismes chargés de gérer le RMI à communiquer « toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de la mission des agents chargés de la constatation des infractions à la régle-

mentation sur le travail clandestin ».

D'autre part, les sénateurs ont modifié la composition des commissions locales d'insertion et des conseils départementaux d'insertion en y imposant la présence, pour moitié, d'élus locaux et, dans le second cas, de représentants désignés par le conseil général.

S'agissant du financement des actions d'insertion, ils ont limité la participation des départements à « 5 % du montant des dépenses nettes d'aide sociale légales (...) lors de l'exercice précédent (...) ». Autre clause de sauvegarde instaurée par le Sénat : tout dépassement des dépenses de départements serait imputé sur le montant de leur participation financière minimale (20 %) prévue par le texte.

La majorité sénatoriale a approuvé la demande de plusieurs sénateurs RPR et UDF en supprimant dans le projet la mention de « modalités particulières d'application » pour l'outre-mer. Elle a enfin confirmé *in fine* sa volonté de voir transmettre dès le 1<sup>er</sup> janvier 1992 la gestion du RMI aux départements.

M. Evin s'y est opposé en raison de la réduction de la durée de l'expérience (initialement limitée au 30 juin 1992) et d'une anticipation sur les adaptations qui apparaîtraient alors nécessaires et auxquelles le gouvernement prévoit de procéder à la mi-1992.

PASCAL ROBERT-DIARD.

## Culture : seul le RPR a boudé

La polémique était difficile sur le budget de la culture, examiné vendredi, en séance publique à l'Assemblée nationale : des crédits en hausse de 12,5 % par rapport à 1988 (9,7 milliards de francs) alors que le budget général de l'Etat ne progresse que de 6,5 % et des priorités — la sauvegarde et la valorisation du patrimoine, ainsi que le développement de l'enseignement artistique — qui ressemblent à s'y méprendre à celles délaissées par les précédents gouvernements.

Les « motifs de satisfaction » étaient nombreux pour M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) qui a souligné que, conformément aux engagements du président de la République, la culture est redevenue, dans la loi de finances pour 1989, « une priorité nationale ». M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne) a dénoncé à son tour un « double sentiment » au ministère de la culture, sur la baisse des impôts — initiée par son prédécesseur et poursuivie dans ce budget — et la

défense du patrimoine. « Le Lang II est arrivé. Son comportement est plus réservé que celui du Lang I », observait l'orateur du groupe UDF.

Satisfaction encore chez les communistes, si non desquels M. Guy Hermetier a annoncé qu'il aurait voté les crédits de la culture s'ils avaient été distincts de ceux de la communication. « Par rapport aux restrictions imposées par la droite en 1987 et en 1988 et aux stagnations de 1985 et 1986, l'accroissement des crédits constitue un progrès sensible », a ajouté M. Hermetier.

Plus critique, M. François de Pauwafieu (RPR, Paris), rapporteur de la commission des affaires culturelles, s'est félicité de l'enveloppe budgétaire, en estimant toutefois que « ces augmentations ne peuvent faire, à elles seules, une politique » ; elle a déploré « la dispersion des moyens et l'éparpillement des ressources ». Un reproche partagé par M. Jean-Paul Fache

(UDC, Haut-Rhin), qui a souligné que « beaucoup de [ses] amis ont du mal à saisir les réalités » de la politique culturelle de M. Lang.

Seul M. Jacques Toubon (RPR, Paris) s'est trouvé décidément opposé à ce budget, qui traduit selon lui « une monarchie culturelle », une politique « coûteuse et centralisatrice » et une « omniprésence de l'Etat ». Rendait hommage à l'action du précédent ministre de la culture, M. François Létard — présent, mais silencieux, à son tour — M. Toubon a souligné que le budget pour 1989 est marqué par « un déséquilibre entre Paris et la province, au détriment de cette dernière ».

Ces accusations ne sont pas parvenues à entamer la sérénité du ministre de la culture. Son budget, qui a échappé aux restrictions sévères imposées par la Rue de Rivoli, pourrait lui permettre de fêter dignement en 1989, le trentième anniversaire de la création du ministère de la culture.

P.T.U.

## LA CAMIF COMMUNIQUE à SES SOCIÉTAIRES

### LA CAMIF ANTICIPE LA BAISSSE DE T.V.A.

La baisse de la T.V.A., récemment votée, de 33 % à 28 % devant prendre effet le 1<sup>er</sup> décembre prochain sera prise en charge par votre coopérative sur vos commandes dès le lundi 7 novembre

Malgré les problèmes d'acheminement du courrier

### LA CAMIF S'ENGAGE SUR LES DÉLAIS DE LIVRAISON

en mettant en place des moyens supplémentaires pour acheminer vos commandes à domicile.

### Passez commande\* :

- par téléphone : (coordonnées de votre correspondant CAMIF page 734 du catalogue en cours)
- par Minitel : faites le 3613 code LACAMIF
- par écrit : en déposant vos bons de commande à l'Antenne CAMIF après-vente la plus proche (coordonnées page 742 de votre catalogue)

\*Si vous habitez dans la région d'un magasin ou point d'accueil CAMIF, vous pouvez vous y rendre en permanence pour prendre contact avec votre coopérative.

# camif

Pour tout renseignement, reportez-vous à votre catalogue ou téléphonez à votre correspondant CAMIF.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Il faut avoir un certain goût de la provocation pour publier un livre sous le titre *Eloge de la trahison*. Heureusement, le sous-titre, plus précis, rassure : *De l'art de gouverner par le reniement*. La trahison, donc, mais dans son acception la plus large et dans le champ d'action le plus vaste, celui de la politique : ainsi présentée, l'entreprise devient plus claire et acceptable.

Reste, cependant, l'éloge. Faut-il aller jusque-là et, surtout, jusqu'à cette forme extrême d'apologie du crime ? Les auteurs, Denis Jeambar, rédacteur en chef au Point, et Yves Roucaute, agrégé de philosophie et de science politique, n'osent pas affirmer, en guise d'introduction, que loin d'être un moyen de gouvernement archaïque la trahison reste d'actualité, nécessaire même « comme facteur de cohésion sociale », dans ces régimes fragiles, versatiles, vibrationnels que sont les démocraties modernes.

A la suite, « la trahison est désormais la seule méthode pour gérer le temps et la durée sociale ». Elle est perçue et analysée par nos auteurs comme « l'expression supérieure du pragmatisme » ; comme la capacité de s'adapter à la volonté du peuple, aux pulsions de la société ; comme une défense contre le despotisme. Elle a le courage, affirment encore Denis Jeambar et Yves Roucaute, d'éviter les ruptures et les fractures. Bref, « le reniement est au cœur de notre vie politique ».

Le journaliste et le professeur se sont pris au jeu de ce brillant

pas de deux sur le paradoxe, et ils ne doivent de livres variations, ils relèvent leur version moderne de la trahison à son image plus traditionnelle et ils n'ont aucune peine à illustrer, de l'Antiquité aux dernières ruses de l'ouverture, via Henri IV et quelques autres, leur traité de la trahison. Le cruel recours aux citations fonctionnelles ici à plein rendement. Celui qui

### Traité de la trahison

oserait affirmer n'avoir jamais trahi ne serait, en somme, qu'un traître doublé d'un menteur.

L'affluence est telle qu'il est possible, selon les auteurs, d'esquisser une typologie des traîtres : les grands, les héros, les lâches... Quelques figures de cette classification sont mentionnées, mais on laissera aux lecteurs la surprise de les découvrir.

De nos jours, les traîtres de tout poil utilisent au mieux la technique de la démocratie, qui se révèle « un système de trahison ultra-moderne » et qui a fait largement la preuve de sa supériorité. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de cet essai de confondre dans le même éloge la démocratie et la trahison. Ce faisant, les auteurs ne trahissent pas le premier, et ils évitent de séduire

la seconde, qui est le part des hommes à l'honneur.

Provocation, humour, cynisme, ou, simplement, acceptation de la réalité comme elle est ? Voici une autre tentative pour désacraliser la politique en assumant ses ressorts les moins avouables. Pierre Lenzin, économiste, professeur à l'Institut d'études politiques, se propose, lui, de réhabiliter un autre vilain comportement sous le titre : *Le Mensonge politique*.

Le mensonge, écrit-il, est au cœur de la politique, monde dans lequel le vrai n'est qu'un utopisme, relative, adaptée, biaisée. Faut-il s'en chagriner ? Non, assure Pierre Lenzin. « Il faut démythifier le mensonge : il est nécessaire, il ressemble, il unit, c'est une forme de révélation ou d'imaginaire collectif ». Cependant, il convient d'en faire bon usage, car il y a le bon et le mauvais mensonge, ce dernier se caractérisant par « sa médiocrité, sa laideur, son inefficacité ».

En réalité, l'art du mensonge suppose une grande compétence et autant d'intelligence et de vigilance dans sa conception comme dans son exécution. Bien utilisé, comme technique de gouvernement et de cohésion du corps social, il ouvre, selon l'auteur, un « espace de jeu », il révèle les rapports de forces, il permet de gérer le temps. Conclusion : c'est avec le parler-feux qu'on entre dans le vrai.

« *Eloge de la trahison*, par Denis Jeambar et Yves Roucaute, Seuil, 182 pages, 89 F.

« *Le Mensonge politique*, par Pierre Lenzin, Economica, 109 pages, 35 F.



## Scandale financier dans la cité médiévale

## Carcassonne en quête de 71 millions de francs

Sept mois après le début des travaux, le prestigieux Centre international de séjour de Carcassonne n'est plus qu'un chantier à l'abandon. Le maire RPR, M. Raymond Chessa, qui avait posé la première pierre le 22 mars, voulait, pourtant, avant les élections municipales, en faire un des plus beaux fleurons de la municipalité RPR-UDF. Mais, fin octobre, la presse locale dévoile le scandale : les 71,6 millions de francs prêtés par la Caisse des dépôts et consignations et la Caisse d'épargne de Carcassonne pour financer l'opération ont disparu.

CARCASSONNE  
de notre correspondant

L'affaire commence au début de 1987. Lorsque le maire de Carcassonne forme le projet de construire un Centre international de séjour doté d'une vaste salle de conférence et de cent vingt chambres, il espère redorer ainsi le blason de la cité médiévale. Immédiatement, un homme s'offre en partenaire providentiel. Il s'agit de M. André Orta, président d'Aquitaine Loisirs International, association bordelaise spécialisée dans le tourisme social. M. Orta fait valoir ses anciens responsabilités à la Fédération Léo-Lagrange et surtout ses liens avec M. Pierre Mauroy : des arguments de poids pour un maire qui veut aller vite, fût-il chimérique.

En mai 1987, M. Chessa donne le feu vert à M. Orta et ce dernier crée,

le mois suivant, « Espace international de séjour », dont il assume la présidence. Cette association est chargée de recevoir les fonds nécessaires à la réalisation du projet. Le conseil d'administration de l'association ne comprendra que deux Carcassonnais, désignés par le maire, les autres membres étant bordelais. En moins de trois mois, M. Orta obtient un prêt de 71,6 millions de francs. Le conseil municipal se porte caution et s'engage à rembourser les annuités de l'emprunt en cas de défaillance de l'association de M. Orta. Le permis de construire est délivré le 30 novembre 1987.

Carnet vides  
et scandale fictif

Mais en septembre, le chantier est interrompu, au grand étonnement des Carcassonnais et le scandale éclate le 21 octobre, à la suite d'un article dans la *Dépeche du Midi* : il n'y a plus d'argent dans les caisses d'Espace international de séjour. La première annuité de l'emprunt n'a pas été réglée.

En fait, les 71,6 millions qui ont été versés en une seule fois à l'association de M. Orta, dès octobre 1987, auraient servi à financer une opération immobilière à l'ancien Club Méditerranée de Fort-Royal en Gascogne et la rénovation d'un hôtel dans le troisième arrondissement de Paris, 178, boulevard Vincent-Auriol. Pressé de s'expliquer, M. Orta avait confirmé à la mairie cette utilisation des fonds en faisant valoir que le chantier de Carcassonne tardait à

démarrer. Mais l'argent, avait-il promis, reviendrait dans ses caisses « légitimes » au 31 octobre.

Il n'en a rien été. De même, on ne trouve nulle trace des intérêts SICAU sur lesquels la moitié de la somme aurait dû être placée pendant un mois de demi.

Autre constatation inquiétante, l'association Espace international de séjour n'a pas d'existence légale. M. Orta, l'un des Carcassonnais pressenti pour faire partie du conseil d'administration, reconnaît n'avoir participé qu'à une seule réunion avec M. Orta : « A ce moment-là, explique-t-il, je croyais que l'association n'était pas définitivement constituée et que, en ma qualité de conseiller juridique, on ne me ferait entrer dans le conseil d'administration que plus tard, quand le centre commencerait à fonctionner. Depuis, j'attends. Quand l'affaire a éclaté, je me suis rendu compte que mon nom n'a été donné qu'à la presse sans que j'aie signé quoi que ce soit ».

Le 24 octobre, le procureur de la République est saisi de l'affaire, à la suite d'une lettre de l'association Carcassonne 89, constituée pour soutenir le candidat socialiste, M. Roger Bertrand, aux prochaines municipales. Le 28, il entend pour information le maire de Carcassonne, puis, le 31, pendant deux heures, M. Orta. Le procureur annonce qu'il a obtenu de sa dernière jusqu'au 7 novembre pour rendre à Carcassonne les fonds disparus.

Conseiller général, M. Roger Bertrand qui représente le seul espoir pour les socialistes de reconquérir la mairie perdue en 1983, met en

cause, à travers cette affaire, les compétences du maire actuel. « Pourquoi le maire s'est-il tu jusqu'au 29 octobre 7, s'interroge-t-il. Nous avons le droit de savoir l'usage de la ville des sommes et les finances locales risquent d'être pénalisées longtemps ».

Le 3 novembre au matin, M. Chessa est allé demander des explications aux deux organismes prêteurs. « Ce sont eux qui doivent porter plainte les premiers », dit-il, en ajoutant à propos de la Caisse des dépôts : « C'est l'organisme conseil des collectivités locales sur ce type d'opération ; en l'occurrence, si l'on ne peut plus se fier à lui... » Un organisme qui, selon M. Chessa, avait donné d'excellents renseignements sur Aquitaine Loisirs International.

Quoi qu'il en soit, M. Chessa a annoncé son intention de déposer plainte à propos de cette affaire.

BERNARD REVEL

Agitation à la maison d'arrêt de Strasbourg. — La nouvelle maison d'arrêt de Strasbourg-Elsau, ouverte en septembre dernier, a connu jeudi 3 novembre sa première manifestation de détenus. A l'issue de la promenade réglementaire, une quarantaine de prisonniers (sur environ 350) ont refusé, pendant une heure, de regagner leurs cellules. Les manifestants, qui ont exigé leur collier en arguant des pavés dans la cour, réclamaient notamment une nourriture quotidienne plus abondante.

## SPORTS

## Les remous dans le football français

## Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

En match amical comptant pour la dix-huitième journée du championnat de France de première division, les Girondins de Bordeaux, qui recevaient l'AS Monaco, ont fait match nul 1-1 vendredi 4 novembre. Au même moment, Artur Jorge, entraîneur du Matra-Racing, annonçait qu'il démissionnait du club parisien en raison de ses mauvais résultats.

La nomination de Michel Platini comme sélectionneur du Onze national pourrait finalement n'avoir été que le révélateur de la crise en profondeur qui mine le football français. « Le Matra-Racing est mauvais comme est mauvais dans l'ensemble le football français », a écrit Jean-Louis Piette, directeur général du club parisien, dans une lettre adressée à Jean-Luc Lagardère, président du club, pour présenter sa démission. Celle-ci a été refusée sans doute pour éviter l'explosion complète du Matra, car l'entraîneur, Artur Jorge, a quitté ses fonctions. Officiellement, Artur Jorge a demandé à être libéré de sa tâche parce qu'il a été très affecté par le récent décès de son épouse et qu'il a souhaité retourner au Portugal. En fait, son départ paraît aussi être la conséquence d'une crise larvée et marquée peut-être du début de la fin pour le club et blanc.

Ancien international portugais, Artur Jorge, âgé de quarante-deux ans, était arrivé au Matra-Racing en 1987, après quatre années passées à la tête du FC Porto, qu'il avait conduit à la victoire en Coupe d'Europe des clubs champions contre le Bayern de Munich. C'était

donc un entraîneur très recherché. Parant six langues, Artur Jorge avait apporté au Matra-Racing des méthodes nouvelles qui avaient, dans un premier temps, porté leurs fruits. L'équipe parisienne avait ainsi atteint la trêve hivernale en troisième position, à 3 points du futur champion, Monaco.

La suite s'était avérée moins glorieuse : douze matches sans victoire au printemps 1988. Le ressort était cassé. Les vedettes de l'équipe, Enzo Francescoli, Maxime Bossis, Luis Fernandez, exprimaient leur désir de quitter le club.

Au cours de l'été dernier, le Matra-Racing a engagé neuf nouveaux joueurs pour se placer enfin dans la course aux Coupes d'Europe. Tout l'argent englouti dans cette opération ne lui donnait pas l'essentiel : une âme.

Totalement déprimé par la douloureuse maladie de son épouse, Artur Jorge ne trouvait plus de satisfaction dans le club, actuellement à la quinzième place du championnat avec 14 points de retard sur son grand rival, le Paris S-G. Deux jours après que le gardien de but, Pascal Olmeta, eut rendu son brassard de capitaine des Ciel et Blanc, Artur Jorge a donc préféré regagner son pays.

Il a laissé sa place à l'ancien directeur sportif, René Haus, âgé de soixante ans, mais beaucoup d'incertitudes subsistent. Jean-Luc Lagardère, qui avait rêvé de rivaliser un jour avec la Juventus et le Bayern, doit peut-être regretter d'avoir autant investi pour un aussi piètre résultat.

## Epidémie de « virus » informatiques aux Etats-Unis

## Ordinateurs piégés

(Suite de la première page.)

Il peut alors bloquer les mémoires de la machine, polluer certains programmes de travail, détruire tout ou partie des fichiers enregistrés et surtout se reproduire en allant contaminer un autre ordinateur lors d'une interconnexion avec la machine déjà touchée. Bref, un véritable cheval de Troie qui utilise à merveille les réseaux d'ordinateurs pour se répandre comme une peste et semer la panique dans le monde de l'informatique.

On se souvient du virus « Sabotage palestinien », qui devait effacer, le 13 mai 1988 (veille du jour anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël), toute une série de fichiers essentiels pour Israël. Heureusement, les Israéliens ont découvert le piratage à temps et ont pu le combattre. Tout le monde n'a pas cependant cette chance. La Société française Loricels, éditeur de jeux informatiques, ne dut son salut au printemps dernier qu'à la mise en place d'une politique de journaux et de contrôle sérieux des disquettes de jeux qu'elle recevait. L'an dernier encore, le réseau européen de télé-

communication d'IBM, EARN (European Academic and Research Network), connaît une épidémie inquiétante due à la transmission d'une simple carte de vœux pour Noël qui s'affichait à la demande sur les écrans des informaticiens branchés au réseau.

Hélas, au moment où l'écran était consulté, ce programme baptisé Christmas devenait capable de repérer dans les mémoires de la machine toutes les adresses électroniques de destination qu'il utilisait ensuite pour leur adresser aussi sa carte de vœux. On imagine sans peine l'effet de boule de neige d'un tel programme, au départ plein de bonnes intentions, et bientôt véritable épidémie due à une intrusion que l'on croyait anodine. On comprend mieux que le mal qui a touché, mercredi soir, des milliers d'ordinateurs — mais certains disent des centaines seulement — appartenant aux plus grandes universités américaines et à quelques centres de recherche et de technologie comme, par exemple, le fameux Lawrence Livermore Laboratory, ait déclenché une véritable

panique. « C'est la première fois », a d'ailleurs déclaré Charley Kline, responsable informatique de l'université de l'Illinois dont les programmes ont été contaminés, que cela arrive sur une aussi grande échelle ».

Seul point réconfortant, le virus créé n'avait, ne semble-t-il, pour vocation de détruire. Mais plus simplement d'envahir les mémoires de l'ordinateur, puis celles de ceux avec lesquels il était en liaison téléphonique, et de multiplier sans cesse certaines opérations qui ont fini par saturer les capacités de calcul des machines. C'est d'ailleurs comme cela que le mal a été découvert dans l'après-midi de mercredi par des chercheurs du Lawrence Livermore Laboratory surpris de la lenteur de fonctionnement de leurs ordinateurs. Très vite, l'alerte fut donnée et tous les calculateurs reliés entre eux via le réseau de communication Arpanet, mais aussi via un autre réseau, Science Internet qui relie de nombreux laboratoires de recherche comme le Jet Propulsion Laboratory qui gère nombre de programmes spatiaux pour le compte de

la Nasa, furent arrêtés pour stopper la progression de l'épidémie.

Si le virus a donc atteint de nombreux ordinateurs, il n'a apparemment pas porté atteinte aux recherches en cours. « Nous sommes pas paralysés », déclarait vendredi le vice-président du département d'informatique du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce que confirmait plus tard une annonce officielle selon laquelle tout était rentré dans l'ordre. De fait, si l'on en croit l'un des responsables du Lawrence Livermore Laboratory, « les mesures qui ont été prises dans la journée de mercredi pour enrayer la contagion ont permis de bloquer le virus cinq heures seulement après la découverte du problème ».

Il reste que ce genre d'affaires est grave. L'introduction d'un virus dans un système informatique est d'ailleurs sévèrement puni par la justice américaine. Gene Burleson, un ancien employé d'une firme de Fort Worth qui voulait se venger d'avoir été licencié par son employeur, l'a d'ailleurs appris à ses dépens. La justice l'a condamné en septembre

dernier à sept ans de mise à l'épreuve et au remboursement de 11 800 dollars à la compagnie dont il avait détruit les dossiers informatiques. Nul doute que l'auteur du virus qui vient de perturber les ordinateurs du réseau Arpanet fasse l'objet de poursuites judiciaires en dépit de son jeune âge.

Il a en effet été identifié rapidement et s'appelle Robert Morris. Cet étudiant de vingt-trois ans, diplômé d'informatique de l'université Cornell (New-York), affirme qu'il aurait agi par erreur. Il aurait même rédigé le programme qui a donné naissance au virus pour jouer à bien une expérience, mais il prétend qu'une erreur de programmation aurait conduit rapidement à l'envahissement du réseau. Il appartient donc à la justice de se prononcer sur sa bonne foi tout en gardant présent à l'esprit que ce genre de contagion, pas toujours anodine, se multiplie trop souvent comme en témoignent, selon le président d'une association de professionnels luttant contre ce type de maux, les nombreux délits déjà commis aux Etats-Unis. JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

● TENNIS : la crise du Grand Prix. — Les représentants des quatre tournois du Grand Chelem — Melbourne, Roland-Garros, Wimbledon et Flushing Meadows — ont décidé, le 4 novembre à Londres, de rencontrer Hamilton Jordan, directeur exécutif de l'Association des joueurs professionnels (ATP), pour tenter de trouver une solution au conflit au sein du Conseil professionnel (ITC), conflit à propos de la création en 1990 d'un circuit dirigé par les seuls joueurs (le Monde du 6 novembre). De son côté, l'ancien numéro un mondial, John McEnroe, qui dispute le tournoi sur invitations d'Anvers, a lancé un appel en faveur du boycottage des tournois du Grand Chelem — avec lesquels l'ATP ne voudrait pas entrer en conflit — et de l'organisation de tournois concurrents par les joueurs.

## EDUCATION

M. Dominique Durand  
président de l'université  
de Metz

M. Dominique Durand, professeur de physique, a été élu, jeudi 3 novembre, président de l'université de Metz. Deux autres candidats, également enseignants à la faculté des sciences, étaient en lice : M.M. Guy Pluvinage et André Roux. M. Durand a été élu troisième tour de scrutin, après le retrait de M. Pluvinage, par 86 voix contre 26 à M. Roux, et 12 bulletins blancs. — (Corresp.)

[Né en 1940, M. Dominique Durand a été doyen de la faculté des sciences de Metz de 1979 à 1982. Il est un des principaux inspirateurs de la création, à Metz, de l'Institut de physique et astronomie. Il succède à M. Jean David, qui était président de l'université depuis 1979.]

## EN BREF

● Un malade du SIDA condamné en RFA pour « coups et blessures volontaires ». — La cour fédérale de justice de Karlsruhe (RFA) a confirmé en appel, vendredi 4 novembre, la condamnation à deux ans de prison, prononcée le 16 novembre 1987, à l'encontre d'un militaire américain, M. Linwood Boyette, coupable d'avoir caché à trois de ses partenaires qu'il était atteint du SIDA et d'avoir eu avec eux des rapports sexuels sans préservatifs. La cour a assimilé ces actes à des « coups et blessures volontaires ». — (AFP, AP).

● L'incendie du cinéma Saint-Michel : nouvelle incupation. — L'information ouverte après l'incendie du cinéma Saint-Michel, à Paris, où était projeté le film de Martin Scorsese *Le Dernier Ténor*, le 3 novembre, par une nouvelle incupation. Elle a été notifiée par le juge d'instruction M. Jean-Louis Mazères à M. Jean Pinoteau, vingt-trois ans, étudiant en électronique. Ce jeune homme, qui a été laissé en liberté, serait impliqué dans la préparation d'un autre attentat qui devait viser le cinéma Gaumont-Champs-Élysées où était aussi projeté le film de Scorsese.

## M. Joxe passe l'actualité et ses collègues en revue

Revi d'avoir échappé au sommet franco-allemand de Bonn, « mon collègue Zimmermann n'y étant pas, je n'avais pas besoin d'en être », M. Pierre Joxe visitait, vendredi 4 novembre, la première exposition de la police et des enquêtes scientifiques à Lille. Un croquet par Roubaix devait lui permettre de rencontrer et de rassurer les responsables locaux d'associations de journalistes et de quelques collaborateurs, il était défendu et prolix, évoquant différents sujets d'actualité.

● La Corse : « L'un des scénarios possibles, c'est de voir en Corse, dans trente ans, ce qui se passe aujourd'hui en Sicile, où l'Etat semble avoir abandonné la lutte contre la Mafia. Il faut tout faire pour éviter d'en arriver là. Je compte organiser un colloque à Ajaccio sur les îles européennes. Il y a beaucoup d'îles en Europe : la Crète, les Baléares, Madère, les îles anglo-normandes... Aucune n'a un modèle de développement social. Pourquoi la Corse devrait-elle l'être ? »

● Les extraditions de Basques : « Notre problème principal est d'assurer la sécurité du territoire français, pas de régler les problèmes des Espagnols. Sous le gouvernement Chirac, ces derniers avaient réussi à faire expulser par les services français, sous

le couvert d'urgence absolue, tous les gens qu'ils désignaient, sans garantie. Nous nous sommes maintenus dans l'accord : il y avait un accord de détermination, ce qui est une procédure judiciaire qui offre des garanties. »

● Les relations policières européennes : « La coopération marche très bien avec la Belgique, mais le problème de ce pays, c'est l'éparpillement de ses services de police et de gendarmerie, qui dépendent des ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense. Comme le ministre de la justice est un centriste wallon — les centristes existent, comme vous le savez — et celui de l'intérieur un socialiste flamand, ils ne se voient pas entre eux, et moi non plus je n'arrive pas à les voir ensemble. Les déclarations de Kohl sur la création d'un FBI européen ont été jugées consternantes dans son pays. Je soupçonne Zimmermann de ne pas être venu à Bonn pour ne pas avoir à parler de ça. C'est impraticable. L'Europe sociale ou fiscale, c'est déjà compliqué, mais ça... »

● Les attentats contre les cinémas : « La police a fait son travail, il y a eu quarante-sept interpellations dans les cinémas au cours des incidents. Si les interpellés n'ont pas été inculpés, c'est l'affaire de la justice. Faire usage d'une bombe lacrymogène n'est pas un acte toujours jugé en fonction de sa gravité réelle. Faire ça à la sortie d'un bal ou dans un cinéma, dans le cadre d'une campagne d'intimidation, ce n'est pas la même chose. »

● L'Algérie : « Chedli montre une réelle volonté de réformes, et le nouveau secrétaire général du FLN est un type bien. Le système de parti unique, c'est terminé. Avant reconnu qu'il y avait des tortures, c'est déjà bien. La France est prête à négocier l'aide qu'on lui demande. Mais il faut arrêter de négocier les contrats de gaz avec l'Algérie de cette façon, moitié accord commercial, moitié accord d'aide économique. Ce n'est pas à Gaz de France de mener la politique d'aide économique du pays. »

● La justice et M. Chirac : « Badinter a passé cinq ans à faire la réforme du code pénal. C'est maintenant prêt. Il faudrait un grand débat idéologique, ce serait pédagogique et utile. Tout le gouvernement est convaincu de la nécessité d'une politique de prévention. Chirac est également. S'il ne l'était pas, cela voudrait dire qu'il est ignorant ou idiot, ce n'est ni l'un ni l'autre. »

● Les Jeux : « Je dépose un projet de loi pour faire stopper le texte qui permet les machines à sous. Je compte bien gérer ce dossier comme je l'ai toujours fait et comme tous mes prédécesseurs, excepté Pasqua. Fort heureusement, de façon restrictive. Le jeu sert à blanchir de l'argent provenant de la criminalité. C'est connu. Maintenant si l'on me dit que, pour des raisons fiscales, financières, touristiques ou même culturelles, il faut maintenir et développer les jeux, je suis prêt à donner le dossier au ministre qui en fera la demande. »

G. M.

## Les « vaccins »

Nous avons demandé à M. Jacques Pamin, de la direction stratégique du groupe Bull, son sentiment sur « l'infection » des ordinateurs aux Etats-Unis.

« A votre avis la France est-elle infectée ? »

« C'est très probable. Il faut savoir que les micro-ordinateurs dans leur version standard ne sont pas absolument protégés. Des systèmes existent qui coûtent environ 5 000 francs. Sans ces dispositifs, si vous laissez votre micro branché sur un réseau, n'importe qui à l'autre bout de la Terre peut tout vous casser. »

« Quels sont les différents « vaccins » possibles ? »

« Il faut savoir qu'il y a deux types de virus. Pour les ordinateurs non connectés aux réseaux, d'abord, « l'infection » vient des cassettes de programmes récupérées chez des copistes ou achetées en Asie du Sud-Est. L'utilisateur paie 100 francs son programme au lieu de

2 000 francs, mais il doit savoir qu'il prend dans ce cas de très gros risques. On a identifié depuis deux ans des « virus » venus d'Asie ainsi que des petits malins qui s'étaient amusés à infecter des programmes en France. »

« Le deuxième type de virus est celui qui attaque les ordinateurs branchés sur les réseaux. Se défendre est beaucoup plus difficile. Le premier moyen est d'identifier les gens qui se connectent et de contrôler leur accès. Chez Bull on propose, par exemple, la carte à puces CP 8. Le deuxième moyen est de ne pas donner aux gens branchés l'accès à tous les records des ordinateurs. Pour éviter ce qui, malheureusement, s'est produit à l'Ecole polytechnique l'hiver dernier, les machines étant mal protégées. Dans ce cas il faut développer des programmes de protection plus ou moins complexes qui empêchent quelqu'un d'avoir accès à tous les fichiers ou à tous les programmes. Mais ce n'est pas facile. »

## ENVIRONNEMENT

Cent quarante personnes hospitalisées  
à cause de la pollution de l'air en Sibirie

Cent quarante citoyens soviétiques, victimes de la pollution de l'air sont actuellement en rééducation dans les hôpitaux d'Angarsk, ville située au cœur de la forêt sibérienne, au nord d'Irkoutsk. Selon l'agence Tass plus de huit cents autres personnes ont été soignées pour des difficultés respiratoires au cours de la dernière semaine d'octobre. La pollution de l'atmosphère est devenue un grave problème de santé publique en Union soviétique

comme dans la plupart des pays de l'Est. Angarsk, par exemple, est une cité récente, de deux cent mille habitants, entourée de raffineries de pétrole, d'industries chimiques et d'usines électrochimiques. Il a suffi que les vents cessent de souffler durant une semaine et d'un régime de basses pressions pour que les fumées et les gaz s'accumulent, asphyxiant littéralement la population.



Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Les remous dans le football français





## PHOTO

Laurence Sudre  
à l'ESEC



Peter Handke, Cannes, 1985

## Les principes de Peter

Venu présenter à la Quinzaine des réalisateurs son adaptation cinématographique de la *Maladie de la mort*, Peter Handke s'est retrouvé, en fin d'après-midi, dans une villa isolée, sur les hauteurs de Cannes.

Fidèle à ses principes, il a d'abord refusé de poser. Il est resté près de dix minutes de profil, assis sur un tabouret, en évitant l'appareil planté sur pied à moins d'un mètre de lui. Alors que l'opérateur était prêt à renoncer, il a soudain fait volte-face et a consenti à se laisser portraiturer.

Finalement détendu et au bord de l'abandon, il pose sans sourire comme un inconnu ou un de ses personnages. L'identité de l'écrivain garantissant l'anonymat de sa personne, il s'expose à laisser les autres penser de lui ce qu'ils veulent. Le crochet de sa main cache le losange cile des lèvres minces et focalise

l'attention sur ses yeux froids d'évêque. Calme, immobile, hors d'attente, Peter Handke se réfugie comme dans ses livres dans l'observation éprouvée de soi-même. La séance finie, il a serré la main de son bourreau, puis s'est retiré sans avoir dit un mot.

Ce portrait laconique fait partie de la collection de visages qu'une jeune femme, un peu marginale, constitue avec rigueur, sans échec, depuis vingt ans. Stars ou anonymes, cadrés en plan moyen, au 6 x 6, ils défilent tous devant son objectif avec une stupéfiante homogénéité.

PATRICK ROEGERS.

★ *Comme et inconnu*, par Laurence Sudre, École supérieure libre d'études cinématographiques, 21, rue des Champs, Paris-12, jusqu'au 26 novembre.

## MUSIQUES

A l'Opéra, démission de Raymond Soubie

## Pour une politique plus musclée

M. Raymond Soubie, président du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris depuis janvier 1987, a rendu public, vendredi 4 novembre, sa démission remise au ministre de la culture la semaine dernière.

En donnant sa démission, M. Soubie souhaite « qu'aucune interprétation n'en soit donnée qui aurait pour effet de rendre plus difficile l'évolution du nouvel Opéra ».

« J'espère seulement, ajoute-t-il, que les changements de structure et de personnes rendus nécessaires par mon départ seront l'occasion d'avancer sur trois sujets qui me tiennent à cœur : la définition de rapports clairs entre l'État et l'Opéra, fondés sur la confiance mutuelle, permettant de limiter les contrôles a priori et engageant en contrepartie la responsabilité des dirigeants de l'établissement ; l'adoption des nouveaux projets de conventions collectives à soumettre aux organisations représentatives avant toute dénonciation des conventions actuelles ; et, par-dessus tout, la désignation pour la direction de l'Opéra-Bastille d'un professionnel authentique du théâtre, doté des plus larges pouvoirs financiers, administratifs, techniques et, bien sûr, artistiques. (...) »

Cette démission était dans l'ordre des choses depuis la nomination de M. Pierre Bergé, le 30 août dernier, à la tête de la nouvelle Association des théâtres de l'Opéra de Paris regroupant le Palais Garnier, la Bastille et Favart. Même si le président de la République avait rendu hommage, en conseil des ministres, à l'action de M. Soubie, la désignation de celui-ci comme « administrateur général délégué auprès de M. Bergé » ne pouvait apparaître que comme un semi-désaveu.

Un de ses échecs est sans doute d'avoir pu pourvoir depuis mai dernier au remplacement de M. Pierre Vozzinsky comme directeur général de la Bastille, les prérogatives et les exigences exorbitantes de Daniel Barenboim (directeur musical et artistique) déparagant toutes les

personnalités approchées ; et on lui attribue une certaine responsabilité dans la lenteur avec laquelle se met en place l'équipe qui doit ruder et faire fonctionner l'usine artistique de la Bastille dès la remise des installations, soit en avril-mai 1989.

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, et M. Bergé semblent décidés à agir désormais avec vigueur. En grand commis de l'État, M. Soubie se retire avec dignité pour leur laisser le champ libre, ce qui pourrait faciliter et hâter la transition. On attend d'autres changements importants d'ici peu.

M. Soubie mérite en tout cas qu'on lui tire un coup de chapeau, car c'est lui qui, avec M. François Létard, alors ministre de la culture, a remis sur les rails, en 1987, l'Opéra de la Bastille, condamné par le premier ministre. Le rapport lumineux qu'il avait rédigé, repris explicitement à son compte par M. Létard (le Monde du 28 mai 1987), était un chef-d'œuvre d'anti-langage de bois : définissant tranquillement une politique pleine de bon sens, qui était l'exact contrepied des décisions précédentes tout en s'affirmant dans leur continuité.

M. Soubie a très certainement contribué à l'amélioration du climat à l'intérieur du Palais Garnier, évitant en particulier une rupture grave avec les musiciens d'orchestre. Il a défini les conditions d'une exploitation raisonnable de la Bastille et les rapports financiers que le nouvel Opéra devrait entretenir avec l'État. Place maintenant à des hommes plus musclés pour prendre à bras le corps l'immense vaisseau de Carlos Ott, mené, lui, à toute vapeur et sans hésitation par les « constructeurs », Pierre Viot et Michèle Audon.

JACQUES LONCHAMPT.

Agé de quarante-huit ans, M. Raymond Soubie est ancien élève de l'ENA. Il a été le conseiller chargé des affaires sociales et culturelles à Matignon, auprès de M. Chirac puis de M. Barre, de 1974 à 1981. Outre ses fonctions à l'Opéra, il est directeur de Liaisons sociales, le deuxième groupe français de presse professionnelle, et préside le Théâtre des Champs-Élysées depuis 1980.

## CINÉMA

Vingt-deux ans après

## « La Religieuse » pour tous publics

Le film tiré par Jacques Rivette du roman de Diderot, est réédité en copie neuve et sortira le 23 novembre, à Paris, salle Georges-de-Beauregard (celui-ci en était le producteur). A cette occasion, la commission de contrôle des films vient de lever l'interdiction aux moins de dix-huit ans dont l'œuvre était affectée. La Religieuse est, désormais, « pour tous publics ».

En 1965, dès l'annonce du tournage, des associations catholiques, craignant que cette adaptation ne soit anticléricale et n'attende à l'honneur des religieuses de France, étaient intervenues pour obtenir l'interdiction totale du film. Diderot faisait scandale avant même qu'on ait vu la moindre image cinématographique.

Le film terminé, repart, en mars 1966, un avis favorable de la commission de contrôle, avec simple interdiction aux moins de

dix-huit ans. Cette commission n'était pas consultative et le secrétaire d'État à l'information d'alors, Yvon Bourges, prononça l'interdiction totale pour donner satisfaction à cette partie de l'opinion publique qui ne tolérât pas la transposition du roman. Une seule projection eut lieu, au Festival de Cannes.

L'affaire fit du bruit et souleva une vive polémique. Au nom de la liberté d'expression, Georges de Beauregard lança le manifeste dit « des 1789 » (signatures). Le film, qui portait le titre de Suzanne Simonin, la religieuse de Diderot, pour apaiser les passions, reçut enfin son visa d'exploitation le 6 juillet 1967, avec l'accord du nouveau ministre de l'information, M. Georges Soreau. Il obtint un gros succès commercial qui ne devait rien au scandale. Dix ans plus tard, TF 1 le diffusait, un lundi soir, à 20 h 30. Sans aucun problème.

## THÉÂTRE

« Retours », de Pierre Laville, à l'Odéon

## Le fils du rasoir

Pierre Laville a emprunté à Pasolini l'esquisse d'un héros, et à Tchekhov l'idée d'un rythme. En vain.

Les journalistes savent bien qu'il faut toujours se méfier du pluriel dans un titre, ce « s », marque d'un ne sait trop quelle exagération qui masque la plupart du temps une certaine faiblesse du contenu d'un article. Pierre Laville, journaliste, traducteur, auteur, producteur, sort d'entrepreneur de théâtre : tous jours entre deux avions, deux amis, deux spectacles, ne s'en est pas souvenu lorsqu'il a mis la dernière main à l'une de ses premières pièces, *Retours*.

Retour d'un fils après la mort de son père industriel, retour d'un amour de jeunesse entre ce fils et la directrice de l'usine familiale, retour d'une affection contrariée entre ce fils et son frère, retour d'une famille à l'unicité de la cellule primitive, amputée de son bâtisseur, de nombreux retours donc, trop nombreux même pour une plume apparemment si peu capable de les embrasser tous.

Il faut le talent génial de Pier Paolo Pasolini pour créer le personnage immense et troublant de Terence Stamp dans *Théâtre*, fauve sensuel lancé dans l'arène de la bourgeoisie italienne. Il faut le talent génial d'Anton Tchekhov pour tisser à points serrés les fils fragiles d'une chronique familiale. Pierre Laville le sait bien et emprunte au premier esquissé d'un héros qu'il n'est pas parvenu à dessiner et au second l'idée d'un rythme que sa pièce ne trouve jamais.

D'autant que Laurent Malet, qui joue le rôle du fils, paraît de bien peu de consistance et de mystère, vraiment trop terre aux côtés de comédiens qui, pour deux d'entre eux, le surclassent. Comment croire dans ces conditions que la mère — Michelle Marquais, superbe comme à l'habitude, quoiqu'elle paraisse souffrir autant que nous des faiblesses de son texte — puisse hésiter

une seconde à confier l'usine familiale à son fils aîné, Jean-Michel Dupuis, sensible, impressionnant de finesse ? A leurs côtés, André Talmy, Hélène Vincent et la jeune et intéressante Sophie Caillard font souvent bien le peu qu'elles ont à faire.

L'élégante pudeur à laquelle nous a habitués désormais le metteur en scène Patrice Kerbrat n'y peut mais : *Retours* est une pièce très prétentieuse, très ennuyeuse.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre national de l'Odéon, A 20 h 30, du mardi au samedi, matinée dimanche, 15 heures. Tél. : 43-25-70-32, jusqu'au 27 novembre. Puis du 11 au 21 janvier au Théâtre de la Criée à Marseille.

« Femme à la porte cochère » de Louise Douteigne

## Triste pavane

Une comédienne jouée sur de hauts talons et joliment habillée sourit bêtement. Tout commence par une évocation de l'amour mystique (sainte Thérèse d'Avila) pour s'achever dans les plus sensuels d'un drapé de festival grec, au-dessus d'un mausolée japonais.

Entre-temps, la dame a arpenté les rues, vêtue des aventures de passage et des amours sulfureuses entre deux portes. S'agit-il d'un défilé de mode ou de lecture d'un magazine de confidences féminines post-féministes ? Le programme nous assure que c'est du théâtre. La comédienne Flore Bernard est, lit-on, mise en scène par Rémi de Fournes. Elle ne dépasse guère le registre de l'extrême interlope.

Le texte de la pièce (paru aux éditions Papiers-Actes Sud) se veut un hymne à la libre et intense sensualité de la femme. Il est de Louise Douteigne, qui a déjà fait beaucoup mieux.

O. G.

★ A 18 h 30, au Théâtre Renaud-Barrault.

## ARTS

Henri Manguin au Musée Marmottan

## Le « fauve » timide

Henri Manguin a-t-il été l'un des fondateurs du fauvisme ? Réponse à Marmottan, le temps d'une rétrospective.

Ce n'est pas une position commode, aux yeux de la postérité, que celle d'ami d'Henri Matisse. A lui la gloire, à lui le mérite d'avoir fondé le fauvisme. A lui, à Derain et à Vlaminck, les révoltes de Chatou. Mais pas à ses plus proches camarades, Marquet, Manguin, Puy, Camoin, tous peintres de valeur dont l'histoire, si l'on n'y prenait garde, finirait par oublier l'œuvre et l'intérêt.

On peut le vérifier à propos d'Henri Manguin, quoique la rétrospective du musée Marmottan soit disposée avec un parfait dédain de la chronologie. L'analyse du fauvisme ne peut négliger les artistes du « second rayon », ne serait-ce que parce que leurs incertitudes rendent plus sensibles les audaces des « grands ».

Que prouve donc l'exemple de Manguin ? Qu'un peintre doué d'un talent certain, mais pas exceptionnel, élève de Moreau aux Beaux-

Arts dans les années 1890 et bon connaisseur de l'impressionnisme et du postimpressionnisme, en vient presque nécessairement à se poser le problème de la couleur. Et que la solution de ce problème suppose la métamorphose du dessin et de l'espace.

Dès 1900, Manguin s'inspire de Gauguin, des Nabis et de Cézanne et s'efforce d'admettre leurs enseignements. Comme ses contemporains, il use des ombres vertes, des reflets bleuissants et de l'intensité des tons. Comme eux, il tire bénéfice de la lumière méditerranéenne et hausse sa couleur au soleil. Et, comme eux encore, il peine et hésite. La touche divisée de Signac et de Cross le séduit peu et brièvement. Mais quel labour pour associer

volume et nuance et gagner en vigueur sans sacrifier la description ! Ses difficultés ne diffèrent guère de celles que Matisse combat au même moment, à Collioure, à l'été 1905 — et c'est là que la comparaison devient préjudiciable.

Car Manguin, ce même été, est à Saint-Tropez, où il cède à l'adresse et à la prudence, jouant du bleu, du bistre et du contour net, peignant sa femme en baigneuse et en paysanne. Il fait preuve de plus d'invention dans les paysages, où des mauves, des roses, des écarlates apparaissent progressivement et se substituent aux teintes « réelles ». A quelle date exactement ? Avant ou après le Salon d'automne de 1905 et le scandale des fauves ?

La datation des toiles de cette période est trop incertaine pour

qu'une affirmation soit possible, mais il semble cependant que Manguin ait été fortement influencé par les sous-bois rutilants de Derain exposés au Salon. Et il est sûr qu'il n'est pas allé au-delà et que ses flammèches de 1906 ne furent que feu de paille. Ce fauve par camaraderie est un fauve timide. Arrivé au seuil d'une autre peinture, il préfère s'arrêter et s'en remettre à d'autres du soin de tirer les conséquences de leur désir commun de couleur.

Il poursuivra donc jusqu'en 1949 une carrière paisible de portraitiste et de paysagiste rangé...

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée Marmottan, 2, rue Boilly, jusqu'au 8 janvier.

Les symbolistes au Petit Palais

## Célébration de la médiocrité

Le Petit Palais a sorti de ses réserves un ensemble de toiles appartenues aux divers courants du symbolisme. Navrant.

Les expositions de franche mauvaise peinture sont trop rares pour ne pas saluer ici l'initiative audacieuse du Petit Palais, qui, sous le titre *Le symbolisme*, a sorti de ses réserves les plus navrantes de ses croûtes. Avec la caution formelle mais inefficace de Moreau, Puy, de Chavannes, Odilon Redon et quelques autres. La vertu pédagogique d'un tel ensemble est évidente : le public sort édifié sur le niveau lamentable des collections symbolistes du Petit Palais, s'il n'a rien appris de sérieux sur le contenu du terme « symbolisme ».

En principe, on ne peut que louer l'équipe d'un musée de chercher à montrer ainsi au public ces fameuses réserves sur lesquelles chacun rêve et soupire. En pratique, la démarche aboutit à révéler des lacunes, à exalter des faiblesses.

Pour donner à un tel thème une dimension convenable, sans même sortir de l'Hexagone, il aurait fallu emprunter au moins à Orsay et aux autres musées parisiens de quoi donner chair et talent à Puy et à Moreau. Même Redon, pourtant le seul à tirer son épingle du jeu, semble ici un peu faible, sans doute parce que ce contexte de médiocrité pénalise son œuvre.

Surtout, est-il raisonnable d'en rester à ce symbolisme d'essence française, sans l'encadrer des grands frères anglais, des cousins allemands, voire, au-delà, de leurs parents des pays du Nord ? Il est trop difficile, en effet, de supporter une salle entière de Carrière (Eugène), sans même parler d'Osbert, Chabon ou Brokman, si l'on ne nous donne pas la consolation minimum que seraient la présence d'un Böcklin, von Marées ou le pittoresque appliqué des préraphaélites.

La politique d'exposition et d'acquisition du Petit Palais s'est installée sur le fil du rasoir. Il est certes excellent de retrouver la globalité d'une époque, le bon, le moins

bon, voire l'exécutable des artistes d'un temps, en l'occurrence le dix-neuvième siècle. Il est sans doute sage de vérifier de temps à autre que l'histoire ne s'est pas trompée dans son travail d'oubli ou de célébration. Mais cela ne doit pas vite légitimer les substitutions. Le « bien peint » n'encule pas le talent, le « mal peint » n'interdit pas que souffre l'esprit, voire le génie d'un artiste. Quand, à l'évidence, un tableau, ou même tout l'œuvre d'un peintre, est mal peint, dépourvu de talent et d'esprit, il n'est pas nécessaire d'en encombrer des cimaises.

« Une exposition symboliste est, avant tout, la récréation d'un climat plein de délicatesse, de spiritualité, voire de mystère. Je souhaite que le visiteur y soit sensible et trouve de salle en salle, de Fontin-Latour à Redon, de Carrière à Maurice Denis, bien des raisons de découverte et de délectation », écrit Théodore Barollet en préface au catalogue. Nous sommes comblés, merci.

F. E.

★ Le symbolisme dans les collections du Petit Palais, jusqu'au 19 février. Catalogue : 196 p., 220 F.

**Le 18 Théâtre**  
**Le gardien**  
HAROLD PINTER  
Adaptation : ERIC KAHANE  
Mise en scène : JEAN MACQUERON  
Compagnie MACQUERON-DIAOUI  
Tél. 42 26 47 47  
« Un très bon spectacle de J. PINTER - FRANCE CULTURE » « Cible artistique, passionnée, de travail d'ensemble J. PINTER - LE FIGARO » « Une destinée à la perfection. Un engagement de J. PINTER »

**Nanterre Amandiers**  
JEAN-MARIE PATTE/MICHELLE OPPENOT  
COMTESSE DE SÉGUR  
**VOTRE GRAND-MÈRE QUI VOUS AIME**  
A PARTIR DU 17 NOVEMBRE 1988  
LOCATION OUVERTE 47.21.18.81  
3 FNAC • BILLETTEL



## Spectacles

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**MÉRIE-TOL, MA FILLE.** Au Bouc (42-96-29-35), sam. 22 h, dim. 20 h 30.

**TITANIC CARABET.** Cave du Clotier (42-25-19-92), sam. 18 h 30.

**BENZO BLUES.** Point Virgule (42-78-57-07), sam. 18 h 30.

**LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT.** L'Épave (42-36-00-02), sam. 21 h, dim. 17 h.

**LA TÈNÈRE.** Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), sam. 20 h 30.

**LES ESTIVANTS.** Théâtre de l'ombre qui roule (42-26-29-61), sam. 21 h, dim. 17 h.

**ARMISTICE AU PONT DE GRENELLE.** Théâtre du Tourneur (48-57-82-48), sam. 19 h.

**GEORGE DANDIN.** Champigny-sur-Marne. Centre Gérard-Philipe (42-80-90-00), sam. 21 h, dim. 16 h 30.

**HERODIAS.** Comédiens. Salle Yvry-Gagarine (47-90-35-07), sam. dim. 20 h 45.

**LA BOUC.** La Courneuve. Centre Jean-Houdouin (48-36-54-10), sam. 20 h 45, dim. 16 h 30.

**TONTON ARTHUR.** Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), sam. 22 h.

**TEXTES À DURE.** Châlon. Théâtre. Petite salle (46-57-22-11), sam. 21 h.

**LA GONFLE.** Malesherbes. Théâtre 71 (46-55-43-45), sam. 20 h 30, dim. 18 h.

**HISTOIRE DU SOLDAT.** Bagnoux. Théâtre Victor-Hugo (46-03-10-54), sam. 20 h 30, dim. 15 h.

**LE VORGE.** Aulnay-sous-Bois. Théâtre. Nulle Part. Roesen-Théâtre (42-71-30-30), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

**LA PRÉSIDENTE.** Théâtre des Variétés (42-33-09-92), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**NICOMÈDE.** Comédie-Française (46-15-00-15), salle Richelieu, sam. 20 h 30, dim. 14 h.

**AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17).** Le Butoir, 20 h 30.

**ANTOINE.** Simone-Sereau (42-08-77-71), Avon, 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

**ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23).** Les Enfants de Solé, 20 h.

**ATELIER (46-06-49-24).** Baby Boom, 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

**ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-42-67-27).** Salle C. Bérard. Souvenir assommoir, 20 h 30. Salle Louis Vautour. Souvenir assommoir, 20 h 30.

**BOUFFES DU NORD (42-39-34-50).** Le roi ne meurt, 15 h et 20 h 30, dim. 16 h.

**BOUFFES PARISIENS (42-96-40-24).** Une absence, 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**CAFÉ DE LA DANSE (47-05-35-35).** D. Dim. Cloué en la nostalgie, 17 h.

**CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34).** Théâtre, 20 h 30, dim. 16 h.

**CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-41).** L'Assommoir, 20 h 30, dim. 16 h.

**CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08).** Théâtre, 20 h 30, dim. 16 h.

**CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-74-34-08).** La Déesse de l'immortel Fénosias O. Saison, O. Congo, 17 h 30. Salle II. Le Bal de l'Inde, 20 h 30, dim. 16 h.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45).** Abi C. La rita, ça rita, ça rita, 21 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19).** Grande salle. Colloque, revue par la Société Scientifique, 10 h 30, dim. 10 h 30 et 12 h 30.

**CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).** L'Orange, 20 h 45, dim. 15 h 30.

**CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00).** André, 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h.

**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69).** Grand Théâtre. Passion Marionnettes, 20 h 30, 15 h. La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour, 20 h 30, mer., 14 h 30. La Remorque. Henry Brulard, 20 h 30, 15 h.

**COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).** Revue, 20 h 30, 15 h.

**COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).** Voltaire's Folies, 17 h et 21 h, dim. 15 h.

**COMÉDIE INTERNATIONALE (42-21-22-22).** Les Délices du baiser, 20 h 30, dim. 15 h 30.

**COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).** Salle Richelieu. Nicomède, 20 h 30, dim. 14 h. D. Dim. Fin de partie, 21 h.

**DAUNOU (42-61-69-14).** Monsieur Mure, 21 h, dim. 15 h 30.

**DEUX ANS (46-06-10-26).** Le Côté du père François, 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

**DIC-HUIT THÉÂTRE (42-36-47-47).** Le Gardien, 20 h 30, dim. 16 h.

## THEATRE

(Coproducteur : Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise)

## NEIGE D'AVRIL

Théâtre des Petites Fugues

A voir en famille, à partir de 4 ans

Samedi 5 novembre à 21 h

Lundi 7 novembre à 21 h

Mercredi 9 novembre à 14 h et à 16 h

Renseignements et réservations. Tél. : 30-30-33-33

Théâtre des Arts-les-Louvrais

Place de la Paix - Pontoise

CLUNY PALACE du 4 au 8 nov. inclus 14 h 30 - 18 h - 21 h 30

L'ŒUVRE MAJEURE DU PLUS GRAND

CINÉASTE CHINOIS VIVANT

un film inédit de KING HU

SÉLECTION OFFICIELLE

CANNES 1988

Touch of zen

## Samedi 5 - Dimanche 6 novembre

## THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47).

T. à sa caducité, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).

La Danse de Bayreuth, 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00).

Gérard Sery, 20 h 30. Brasseur, 15 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (47-64-80-80).

La Révolte. Association d'Artiste, 20 h 30. Dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-61).

Les Estivants, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89).

Marius, 15 h 30, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-82).

Cage d'après Communication à sa caducité, 20 h 30, dim. 17 h.

## cinéma

## La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

(47-44-24-24)

SALLE

Faubourg Montmartre (1931), de Raymond

Bernard, 15 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (1968, v.o.), de

Lindsay Anderson, 17 h; (19



# Communication

## Pour financer l'achat de Macmillan M. Maxwell va vendre ses imprimeries de laurier britanniques

Pour financer les 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) de son OPA réussie sur l'éditeur américain Macmillan (le Monde du 5 novembre), M. Robert Maxwell, le patron de presse britannique, souhaite vendre ses imprimeries de laurier en Grande-Bretagne. Il a chargé la banque d'affaires Samuel Montagu de trouver des acquéreurs pour la British Printing and Communications Corporation (BPCC), une des filiales de son groupe Maxwell Communications Corporation (MCC).

magazines, des catalogues, des étiquettes, des emballages, etc.

Pour l'instant, les imprimeries de presse quotidienne du groupe Maxwell, regroupées dans la société BNPC, ne sont pas concernées, mais M. Maxwell examine également la possibilité de les vendre, ainsi d'ailleurs que des actifs immobiliers de MCC et trois imprimeries récemment acquises en Europe. Le groupe Maxwell détient en France 67 % de l'imprimerie François à Ozoir-la-Ferrière et 49 % de l'imprimerie Del Duca à Blois, et a annoncé l'achat de six rotatives à installer à Roissy et dans le sud de l'Hexagone.

Ce désengagement de l'imprimerie de laurier est, de l'avis même de M. Maxwell, un tournant important dans la stratégie de son groupe MCC. Ce dernier réalise en effet les trois quarts de son activité (9,5 milliards de francs en 1987) dans l'imprimerie, de presse ou de laurier. Avec l'achat de Macmillan — dont les filiales les moins stratégiques seront revendues — le groupe de M. Maxwell semble viser une activité moins industrielle et plus éditoriale, des deux côtés de l'Atlantique.

## Les grands réseaux FM hostiles aux comités techniques régionaux

Regroupés dans le Syndicat des radiodiffuseurs nationaux, les sept principaux réseaux privés de radio ont écrit à M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, pour exprimer leur hostilité au projet de création de comités techniques régionaux chargés de faciliter la tâche du prochain CSA dans l'instruction des dossiers de radio en région (le Monde du 25 octobre). « Epués par le spectre du retour des commissions Holleaux et Gaborit », les instances consultatives chargées de donner des avis sur les autorisations de radios du temps de la Haute Autorité, les signataires de la lettre estiment qu'une telle réforme « ne serait pas de nature à faire progresser le paysage radiophonique français ».

## La CNCL demande au Conseil d'Etat de sanctionner TFI

Après avoir entendu le président de TFI, M. Patrick Le Lay, et examiné le rapport de sa société, la CNCL a décidé de saisir le Conseil d'Etat pour qu'il fasse respecter la première chaîne ses obligations. Selon le bilan dressé par la CNCL (le Monde du 20 octobre), TFI ne respecte ni ses quotas de diffusion d'œuvres d'origine communautaire, ni ceux d'œuvres originales françaises, ni son volume d'œuvres françaises pour la jeunesse. La chaîne s'était notamment engagée à commander cent heures d'émissions françaises pour la jeunesse par an. Quant aux œuvres communautaires, elles n'atteignent que 37,1 % de sa grille au lieu des 70 % prévus dans les cahiers des charges. Et si la CNCL note une amélioration des quotas d'œuvres françaises (38,2 %), elle déplore qu'elle soit surtout due à de nombreuses diffusions la nuit, « ce qui ne correspond pas à l'objet de la réglementation ».

En conséquence, la CNCL demande au Conseil d'Etat qu'il ordonne à TFI « de respecter sous astreinte pour son second exercice » ses engagements.

● Les fréquences des quatre nouvelles radios parisiennes. — La CNCL a publié, vendredi 4 novembre, les fréquences des quatre nouvelles regroupements de radios FM qu'elle avait autorisées, le 18 septembre, à Paris, après la libération de fréquences par l'armée et le retrait d'autorisation à Electric FM. Ainsi, Portugal FM et Radio-Alpha se regroupent sur 98,8 MHz; Réussir FM et Jazzland prennent le 99,6 MHz (ex-Electric FM); Tabata FM et Superloustic rejoignent le 106,3; Lucrèce et Radio-Paris le 106,7 MHz.

● Les professionnels du cinéma favorables au maintien d'une coupure publicitaire. — Le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) ainsi qu'une cinquantaine de personnalités du cinéma français se déclarent hostiles à un amendement adopté par la commission culturelle du Sénat visant à interdire toute coupure publicitaire lors de la première diffusion d'un film ou d'un téléfilm à la télévision. Un message adressé à plusieurs personnalités du Sénat et signé par de nombreux professionnels, parmi lesquels Jean-Jacques Annaud, Yves Montand, Jean-Paul Belmondo et Luc Besson, a été adressé aux sénateurs. Les signataires s'y déclarent « très inquiets des mesures envisagées par le Sénat en vue d'interdire toute coupure publicitaire ».

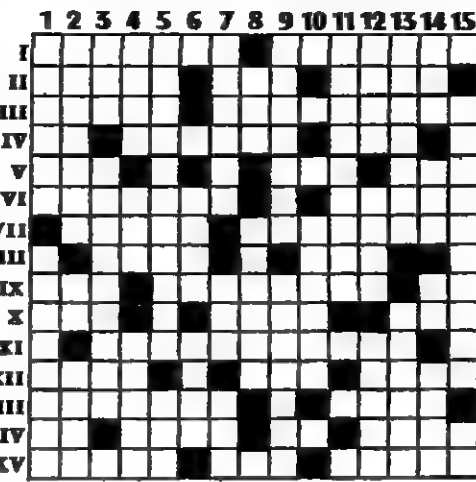
# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4863

HORIZONTALEMENT

I. Peut être assimilé à une retenue à la source. Un mois qui évoque des journées particulièrement chaudes. — II. Peut sentir mauvais de la bouche. Lentilles. Allure. — III. Se plaint. C'est parfois un vrai ringard. — IV. Point de départ. Ne vent ni le tiers ni la moitié. Possessif. — V. Portait les armes. Descendit peut-être. Outragèrent une reine d'Israël. — VI. Ne peut pas être rangé parmi les fines herbes. Donc pas pris au hasard. — VII. Se juge souvent sur la mine. Anglaise, n'est pas de réputation. — VIII. Fait son apparition. Un homme qui ne portait pas toujours la calotte. — IX. Pas comme l'écoisais. Une femme souvent sur le sable. Est très efficace contre les piqures. — X. Quand il est grand, peut avoir des rallonges. Coule dans les Alpes autrichiennes. Un héros grec. — XI. Certains doivent jurer sur la mine. — XII. Passe la main. Une des Cyclades. Se servir. — XIII. Les petites annonces. Dieu. — XIV. La moitié de rien. Pour le bouquet. Tableau. Port de l'héritier. — XV. Frapper fort. Le plus mauvais de calice. Présentés sur un plateau.



VERTICALEMENT

1. Des gens qui peuvent souffrir de leurs articulations. Peuvent être chassés par celui qui veut suivre le guide. — 2. Mis dans de bonnes dispositions. Lac. Est là avant les autres. — 3. Fait la belote avec sa dame. Difficile à obtenir quand il y a beaucoup de courants. — 4. Un caractère d'autrefois. Quand on en sort, c'est parfois pour entrer dans les cabinets. Un homme qui ne descend pas pour rien. — 5. Peuvent être de bons numéros. Amène à la raison. — 6. S'élève en Grèce. Oiseaux. — 7. Roi de Thèbes. Fleuve côtier. Parfois gros pour du bœuf. — 8. Réagit en homme. Qui a donc acquis une certaine finesse. — 9. Peuplent deux républiques. Fasse à l'attaque. — 10. Capable de raisonner. — 11. Une bonne occasion pour celui qui veut succomber. — 12. Donne des motifs. Guide. Comme un fameux lapin. — 13. Rendait comme parfois un arc. Utiles quand on a besoin de secours. — 14. Crie comme un porteur de bois. Qui n'a donc pas bavé. Prometteur d'une série. Maison d'Italie. — 15. Oter du poids. D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 4862

Horizontalement

I. Trognon. — II. Haine. — III. Eve. Osé. — IV. Aa. Ahaner. — V. Tialoc. Ré. — VI. Renoir. Ru. — VII. Eu. Proche. — VIII. Réc. Base. — IX. Océan. — X. Balistes. — XI. Isid. Esal.

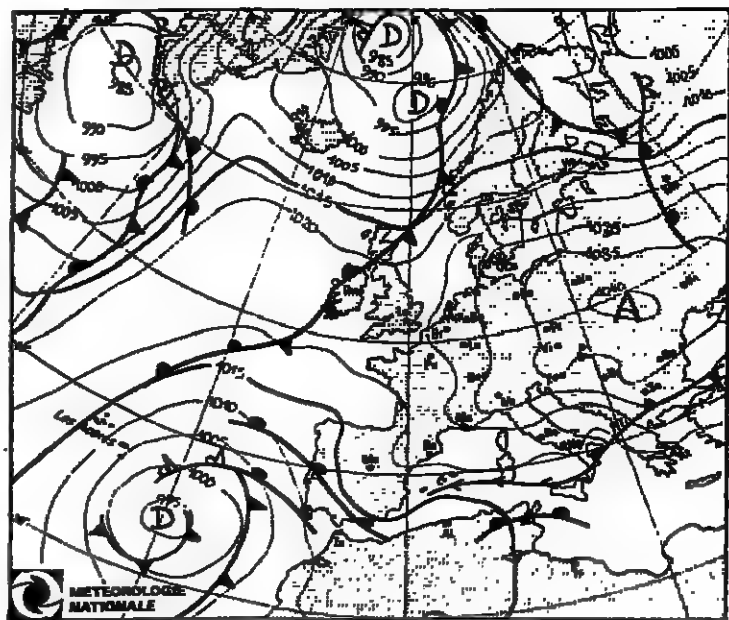
Verticalement

1. Théâtre. Obi. — 2. Ravaleur. As. — 3. Olé! An. Eole. — 4. Gé. Alopecie. — 5. Nichoir. Es. — 6. On. Acrobate. — 7. Néon. Cane. — 8. Serres. Sa. — 9. Océreuses.

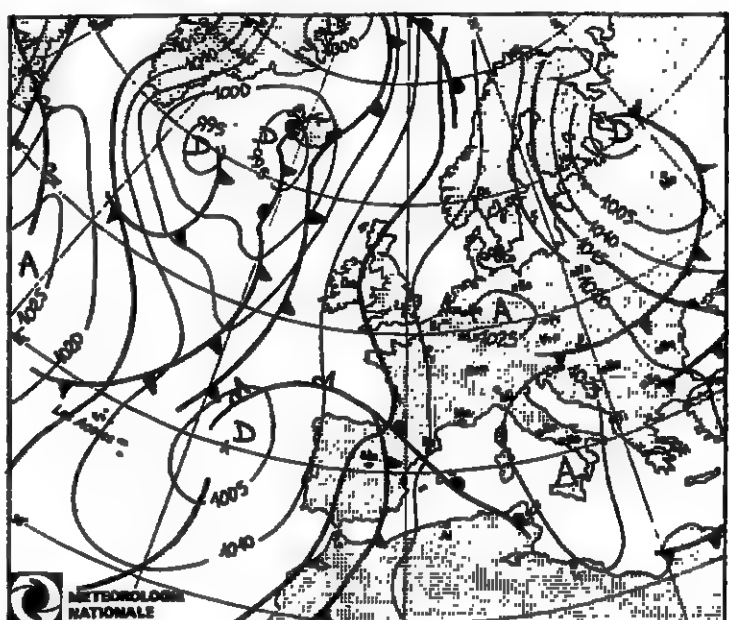
GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 NOVEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



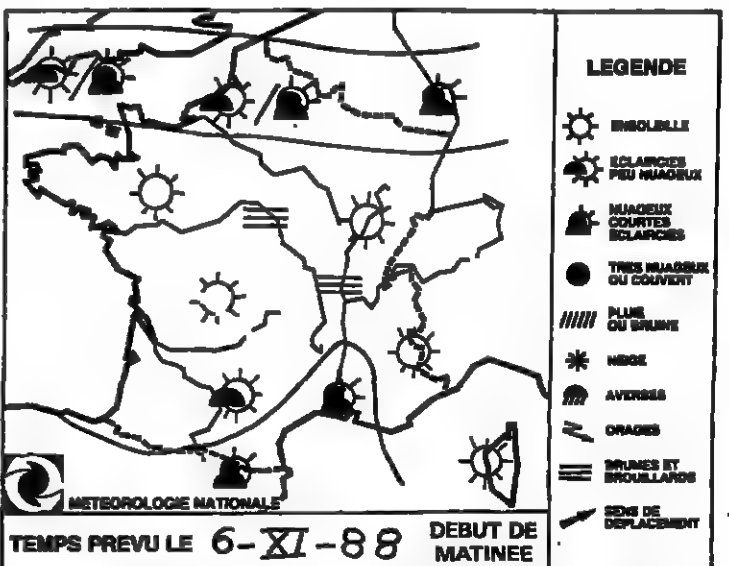
Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 novembre à 0 heure et le dimanche 6 novembre à 24 heures.

Partout ailleurs il fera beau dès le matin.

Les hautes pressions persistent de la France à l'Europe de l'Est, mais un front froid très animé pénètre tout de même du nord au sud-est du pays. Le flux s'orientera plus au sud entraînant une petite remontée des températures l'après-midi.

Les températures minimales resteront très fraîches du Nord-Est aux Pays de Loire et au Centre-Est : généralement de 0 degré à -3 degrés, mais localement de -5 à -7 degrés dans les vallées du Nord-Est. Grâce aux nuages, les températures seront faiblement positives dans le Nord.

Sur les régions méridionales il fera 4 à 6 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 05-11-1988

FRANCE			TOURS			TOULOUSE			LYON			PARIS			BOULOGNE			STRASBOURG					
ALGER	19	3	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D		
BARCELONE	23	12	D	17	12	C	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D		
MADRID	23	11	N	20	22	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D	1	1	D		
			ÉTANGER																				
BOULOGNE	11	0	D	ALGER	30	18	C	MEXICO	26	8	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
BREIST	14	3	N	AMSTERDAM	4	-13	C	MILAN	26	8	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
CAEN	8	-2	D	ATHENES	15	12	C	MOSCOW	26	8	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
CLERMONT-FERRAND	11	-1	D	BANGKOK	30	21	N	NADIR	26	8	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
DUN	8	-3	D	BARCELONE	15	12	C	NEW YORK	17	7	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
GENÈVE-SH-HE	11	-1	D	BERGAMO	1	-1	C	OSLO	16	7	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
LILLE	8	-4	D	BERLIN	5	-3	C	PARIS	23	16	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
LONGINES	16	0	D	BIRKENHEAD	5	14	N	PRINCE	20	3	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
LYON	8	0	D	LE CAIRE	28	14	N	RIO-DE-JANEIRO	22	17	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
MARSEILLE-MAR	16	4	D	COLOGNE	27	24	N	ROME	15	3	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
MILAN	10	-7	D	DAKAR	29	26	N	SINGAPOUR	31	24	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
NANTES	15	2	D	DELHI	29	24	N	STOCKHOLM	15	2	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
NICE	16	6	D	DIEPPE	29	26	N	SYDNEY	20	17	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
PARIS-MONTREUIL	7	-1	D	GENÈVE	4	13	C	TOKYO	30	17	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
PAU	15	3	D	KANSAS	24	12	C	TUNIS	24	16	C	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
RENNES	10	-1	D	STANBUL	12	6	C	VARSOVIE	4	-8	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
ST-ETIENNE	11	2	D	SEKISALEM	21	12	D	VENISE	8	-1	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
STRASBOURG	7	-5	D	LISBONNE	19	16	B	VIENNE	3	-6	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D	BOULOGNE	11	0	D
				LONGINES	8	-3	C																







ÉNERGIE

La France s'apprête à lever l'embargo sur le pétrole iranien

Deux mois après avoir autorisé quelques opérations de troc (pétrole contre biens) avec l'Iran, le gouvernement français s'apprête à lever complètement l'embargo pétrolier décidé contre Téhéran en août 1987, au plus fort de l'affaire Gordji.

L'assouplissement partiel annoncé au début du mois de septembre, après le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, n'a en effet pas fonctionné. En dépit de ces mesures, la France n'a toujours pas importé une seule goutte de pétrole iranien, ce qui bloque totalement la reprise des échanges commerciaux entre les deux pays.

« Le système actuel n'est pas satisfaisant », reconnaît-on tant à l'Élysée qu'à Matignon et dans les ministères concernés (industrie et affaires étrangères), où l'on assure que « le problème est posé ».

Bien qu'une décision définitive n'ait pas encore été prise, les réflexions actuellement en cours, assure-t-on de source officielle, pourraient aboutir dans les prochaines semaines à la levée totale de l'embargo. Éventuellement assortie de garde-fous, les pouvoirs publics avertissent les compagnies que, si les importations de brut iranien dépassent certaines limites fixées à l'avance, de nouvelles mesures seraient imposées.

Afin de ne pas compromettre ses relations avec l'Irak et les pétromarchés du Golfe, ses alliés, Paris souhaite en effet une reprise très progressive et aussi discrète que possible des échanges. Le gouvernement veut éviter notamment qu'un gonflement trop rapide des importations de brut iranien ne porte Téhéran comme en juillet 1987, au premier rang des fournisseurs de l'Hexagone. Une prudence jugée d'autant plus nécessaire que l'issue des négociations engagées à Genève entre les deux camps reste incertaine, et que tous les contentieux, entre Paris et Téhéran, ne sont pas encore réglés, notamment dans le

domaine financier — le règlement du prêt de 1 milliard de dollars consenti jadis par le shah à Eurodif.

D'où le simple « assouplissement » décidé cet été, en dépit de la reprise des relations diplomatiques. Sans lever l'embargo, il se contentait d'autoriser au coup par coup, par dérogation, des importations de brut iranien dans le cadre d'accords de troc, une façon, pensait-on, de conserver le contrôle des échanges.

Mais cette « demi-mesure » s'est révélée totalement inefficace. Bien que l'Iran ait signé des protocoles d'accord portant sur plus de 500 millions de dollars (3 milliards de francs environ) avec des sociétés de négoce alimentaire, la contrepartie pétrolière, elle, n'a pas suivi.

« Les prix du brut ont chuté, les pétroliers renouent, et tant qu'il n'y a pas d'argent il n'y a pas d'affaires », explique-t-on au sein d'une société de négoce parisienne. A priori hostiles aux contrôles administratifs, les compagnies pétrolières françaises n'ont en effet pas réussi à s'entendre avec Téhéran, jugeant les prix proposés par la NIOC (National Iranian Oil Company) trop élevés par rapport au marché international. Plusieurs cargaisons de brut iranien voguent actuellement vers l'Europe, mais elles n'ont toujours pas trouvé acheteur, et l'Iran a dû louer (hors douane) des cuves pour stocker ce brut en attendant de trouver preneur. Toutes les opérations demeurent donc gelées, et la France n'importe pas plus qu'elle ne vend.

Une situation préjudiciable pour toutes les parties. Les compagnies réclament une liberté d'approvisionnement totale, qui, hélas, assurement, leur permet d'attacher les meilleures conditions. L'Iran, anxieux de développer ses ventes de brut afin de compenser la chute des cours, gonfler ses revenus et financer ses importations, s'avoue déjà de l'attitude française. « Pour être

français, nous ne sommes pas vraiment satisfaits » [de la situation actuelle], nous a confié le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Aghazadeh, soulignant qu'« il est de l'intérêt des deux pays de renforcer leurs liens aussi que possible ».

L'industrie française commence à redouter de voir lui échapper le marché de reconstruction iranien, l'un des seuls marchés très prometteurs de la zone, non seulement dans le domaine civil, mais aussi dans le secteur militaire, l'armée iranienne, après huit ans de guerre dévastatrice, étant totalement à rééquiper. L'Allemagne fédérale, le Japon, la Corée du Sud, entre autres, sont très actifs à Téhéran; l'Italie, dans le seul domaine para-pétrolier, a conclu plus de 1 milliard de dollars de contrats, et la Grande-Bretagne vient, elle aussi, de rétablir ses relations diplomatiques et économiques. La France pourrait, assure-t-on du côté iranien, retrouver dès l'an prochain un marché civil d'au moins 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) à condition que la situation se débloque.

La prudence française apparaît donc, le temps passant, de moins en moins efficace. Une reprise éventuelle des échanges semble de plus en plus inévitable. Et même le blocage financier semble sur le point d'évoluer. Après plus de trois ans d'impasse juridique, un nouveau tribunal arbitral à Paris devrait en décembre prochain décider de reprendre la procédure entre l'Iran et Eurodif, sur les domaines réclamés par ce dernier à l'Iran, ce qui pourrait permettre d'envisager à terme un règlement du litige et un déblocage des fonds saisis en France.

Il semble donc que le gouvernement soit prêt à lever totalement toute limitation d'ici à la fin de l'année, sous réserve que la reprise des échanges reste mesurée.

VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

Les camionneurs des PTT poursuivent leur grève

Un conflit sectoriel chasse l'autre. Commencé à Lyon et à Saint-Étienne, où la situation est inchangée, le mouvement de grève s'étend à différents services de transports en commun dans des villes de province. A Nantes, après dix-sept jours d'arrêt de travail, les chauffeurs ont reconduit leur action pour 48 heures. A Valence, le conflit se poursuit et dans la soirée du 4 novembre six membres de la direction étaient retenus par les grévistes. Valenciennes poursuit son mouvement alors que la reprise a été votée à Charleville-Mézières. Nice a suspendu son mouvement mais le reprendra mercredi. A Marseille, le retour à la normale est intervenu vendredi après-midi.

A Air France, le personnel d'entretien au sol des aéroports de Roissy et d'Orly est décidé à poursuivre ses actions avec l'appui des syndicats et des coordinations. Une dizaine d'appareils sont maintenus au sol et des vols sont annulés.

Bien que limitée géographiquement à la capitale, la grève des chauffeurs des PTT perturbe sensiblement l'acheminement du courrier en France. Sur les quelques 20 millions d'objets déposés chaque jour dans les bureaux de la région parisienne (un tiers du total de l'Hexagone, soit 60 millions d'objets), la Poste estime que 30 % seulement ont pu « passer », en moyenne, depuis le début du conflit.

Ce chiffre diffère sensiblement de celui avancé par le ministre des PTT, M. Paul Quilès, le 2 novembre à l'Assemblée nationale. S'exprimant à un moment où les conducteurs ne bloquaient pas encore onze centres de tri dans la région parisienne, il avait estimé à 3 millions le nombre d'objets en instance du fait des perturbations à Lille-Lezennes et à Austerlitz. Rapportant ce chiffre au volume du trafic mensuel dans tout l'Hexagone (1,4 milliard d'objets), il avait alors affirmé que 1 % du trafic était concerné. Un

Aux PTT, enfin, on ne constate pas d'amélioration. Après la reprise du travail au centre de tri de Lille-Lezennes on estime qu'il faudra de cinq à six semaines pour résorber le retard accumulé. Le centre de tri d'Orléans est paralysé depuis vendredi par une grève surprise. Mais c'est en région parisienne que la situation est la plus difficile. Contrairement aux espoirs de la direction, les chauffeurs de camion ont confirmé vendredi leur mot d'ordre de grève. Les sept garages sont toujours bloqués et les grévistes empêchent, avec leurs camions, le fonctionnement de huit centres de tri parisiens. La CGT, pour sa part, proteste contre la mise en place de « centres de tri clandestins ».

Parallèlement, le vote du budget des PTT a été reporté à l'Assemblée nationale (voir nos pages politiques). La CGT y voit « un camouflet pour le ministre des PTT » et la CFDT y trouve la confirmation que les propositions budgétaires « restaient insuffisantes ».

L'administration postale estime qu'il faudra une ou deux semaines avant que le flux du courrier redevenue normal, à supposer que le travail reprenne rapidement. Grosso modo, les pics ont entre deux et trois jours de retard, mais on ne peut complètement exclure que certains subissent des délais plus longs. Vendredi 4 novembre, une cinquantaine de camions roulaient sur les six cents circulant habituellement. En outre, plusieurs dizaines de véhicules privés ont été mis en service pour pallier les défaillances des conducteurs des PTT. Une situation pour le moins paradoxale, lorsqu'on sait que les conducteurs des PTT protestent contre la « privatisation » de leur métier.

F. V.

La distribution de 70% du courrier de l'Ile-de-France est perturbée

Bien que limitée géographiquement à la capitale, la grève des chauffeurs des PTT perturbe sensiblement l'acheminement du courrier en France. Sur les quelques 20 millions d'objets déposés chaque jour dans les bureaux de la région parisienne (un tiers du total de l'Hexagone, soit 60 millions d'objets), la Poste estime que 30 % seulement ont pu « passer », en moyenne, depuis le début du conflit.

Ce chiffre diffère sensiblement de celui avancé par le ministre des PTT, M. Paul Quilès, le 2 novembre à l'Assemblée nationale. S'exprimant à un moment où les conducteurs ne bloquaient pas encore onze centres de tri dans la région parisienne, il avait estimé à 3 millions le nombre d'objets en instance du fait des perturbations à Lille-Lezennes et à Austerlitz. Rapportant ce chiffre au volume du trafic mensuel dans tout l'Hexagone (1,4 milliard d'objets), il avait alors affirmé que 1 % du trafic était concerné. Un

pourcentage, calculé sur un trafic mensuel et national qui ne signifie pas grand-chose. Le 5 novembre, la direction des PTT affirmait dans un communiqué que des dispositions techniques avaient été prises afin d'assurer les « trois quarts du trafic interne à l'Ile-de-France », selon les cas, entre 25% et 55% du trafic échangé avec la province.

En réalité, la grève est importante. Elle ne concerne pas seulement la région parisienne, mais se diffuse évidemment à la province puisque le courrier de l'Ile-de-France représente en moyenne 10 % des objets traités dans un département. Si les journaux ne sont pas trop affectés par ces perturbations, compte tenu d'accords liant la Poste et les NMPP (les Nouvelles Messageries de la presse parisiennes), les quelques 330 000 paquets déposés chaque jour dans les bureaux de la région parisienne souffrent beaucoup du conflit. La vente par correspon-

ÉTRANGER

BRÉSIL

Le gouvernement met au point un nouveau plan anti-inflationniste

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le gouvernement, certaines organisations patronales et une fraction du syndicalisme ouvrier ont mis au point vendredi 4 novembre à Brasília les premières mesures d'un plan anti-inflationniste que les autorités se sont empressées de baptiser « pacte social », alors que les conditions d'un tel pacte ne sont pas réunies. Les engagements pris concernent essentiellement l'évolution des salaires et des prix jusqu'à la fin de l'année. Les uns et les autres seraient réajustés selon un certain pourcentage, inférieur à l'inflation correspondante à un gentleman's agreement qui ne tarderait pas à être rompu.

Autres grands absents de la concertation : les partis politiques, dont la collaboration est pourtant

jugée nécessaire par le gouvernement pour mobiliser l'opinion. Non seulement ils ne sont pas présents, mais certains de leurs principaux dirigeants, comme le gouverneur de São Paulo, M. Orestes Quercia, et l'ancien gouverneur de Rio, M. Leonel Brizola, se montrent très critiques. M. Quercia trouve anormal que le réajustement des salaires prévu en novembre (21 %) soit inférieur à celui des prix (26 %), une légère récupération n'étant programmée que pour le mois prochain. Les économistes de gauche affirment qu'il manque beaucoup d'ingrédients au plan qui vient d'être amorcé : ils pensent surtout à une action sur les taux de change et à une réduction des remboursements de la dette extérieure.

Le président Sarney s'est dépêché de réunir les caméras pour déclarer que les décisions de vendredi représentaient un « moment marquant de l'histoire » du pays. Ce n'est apparemment pas le sentiment de l'homme de la rue. Celui-ci se montre sceptique quant à un éventuel freinage de la hausse des prix. Il ne croit à la bonne foi ni des commerçants ni des producteurs, et l'expérience du plan Cruzado ne peut que renforcer ce sentiment. Il ne pense pas que le gouvernement ne pouvait rester les bras croisés devant les derniers chiffres de l'inflation, qui ont suscité l'affolement du pays. Le taux de cette année se situera autour de 900 %. En moins de deux semaines, un début de plan anticrise a été mis au point. Il reste à le compléter.

CHARLES VANHECKE.

PÊCHE

La Commission européenne propose des prix stables, voire en baisse, pour la campagne 1989

Bruxelles (AFP). — La Commission européenne a proposé vendredi 4 novembre aux gouvernements des Douze de fixer des prix d'orientation généralement en baisse, ou stables, pour la campagne de pêche de 1989.

Ces prix, décidés chaque année par les ministres concernés et établis sur la base des moyennes de prix constatées sur les marchés, déterminent à quel niveau les poissons non vendus sont rachetés par la CEE aux pêcheurs pour être stockés.

La Commission propose notamment de réduire de 3 % à la production le prix du thon (destiné à l'industrie de la conserve) à cause

de la baisse des cours mondiaux depuis trois ans. Elle recommande de baisser les prix d'orientation du hareng et de la sardine atlantique (-2 %), de la sardine méditerranéenne, du lieu noir (-1 %) et de la langoustine éteinte (-5 %). Elle propose de reconduire les prix de 1988 pour les cabillaud, merlu, maquereau, crevette, lingue, castagnole, baudroie éteinte, crabe tourteau et langoustine entière.

Enfin, estime la Commission, le prix d'orientation devrait être augmenté de 2 % pour la plie et de 1 % pour les rascasse du Nord, églefin, merlu, cardine et baudroie entière.

TRANSPORTS

Bruxelles est hostile au projet ouest-allemand de taxe sur les camions

La Commission de Bruxelles a demandé, le 4 novembre, au gouvernement de Bonn de renoncer à son projet d'imposer une taxe sur les poids lourds à partir de 1990 (le Monde du 4 novembre). Cette vignette serait imposée à tous les camions empruntant les autoroutes de RFA, mais une fiscalité avantageuse permettrait aux camionneurs ouest-allemands de bénéficier d'exemptions fiscales. Les routiers d'ouest-Rhin estiment qu'ils sont désavantagés par une fiscalité et des charges sociales plus lourdes que leurs concurrents espagnols et portugais, par exemple, qui profitent gra-

tuitement des autoroutes allemandes.

Le ministre belge des communications a jugé la taxe ouest-allemande « inacceptable » et rappelle que son pays avait renoncé l'année dernière à créer une vignette comparable. En France, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) demande au gouvernement d'intervenir auprès des autorités de Bonn « pour qu'elles sursoient à cette mesure qui préjudicie de l'harmonisation fiscale » nécessaire sur le plan communautaire.

La préparation du congrès

Soixante-dix syndicats de la CFDT lancent un appel pour « plus de démocratie »

La Fédération générale des transports et de l'équipement FGTE-CFDT relance la bataille sur la composition de la future commission exécutive de la CFDT, avant le congrès confédéral de Strasbourg du 22 au 26 novembre. Mandatée par ses propres syndicats, elle a adressé un appel « pour plus de démocratie » à l'ensemble des syndicats de la confédération. Plus de soixante-dix syndicats ont signé ce texte, qui demande au bureau national de modifier l'ordre du jour du congrès afin de permettre, dès le début des travaux, un débat sur un amendement du Syndicat général des transports de Côte-d'Or.

Cet amendement demande une modification des statuts. Il propose que, pour l'élection du futur bureau national (de trente-sept membres), la liste des candidats présentée par le bureau national sortant « comporte l'ensemble des candidatures soumises au vote du bureau national », même celles qui n'avaient pas été retenues lors du vote du 31 août dernier. M. Pierre Héritier, trésorier et responsable du secteur économique, et M. Jacques Nodin (Interco, par ailleurs candidat dans le collège des fédérations), qui avaient été battus, pourraient, en cas d'adoption de l'amendement, être réintroduits parmi les candidats au nouveau

bureau national. Le bureau national sortant avait décidé de renvoyer le débat sur cet amendement après l'élection du futur bureau national (le Monde du 11 octobre).

L'appel des syndicats de la FGTE a déjà obtenu plus de soixante-dix signatures de provenances professionnelles et régionales diverses : cheministes, surtout, mais aussi électriciens, Interco, PTT, Air France, SGEN, banques, services, finances et même quelques syndicats de la métallurgie et de la chimie. Maître de l'ordre du jour, l'actuel bureau national peut le modifier au plus tard la veille du congrès. La FGTE a également diffusé le texte de l'intervention de M. Héritier, considéré comme le porte-parole de l'aile gauche, lors du conseil national du 21 octobre, où il affirmait qu'il a été « battu par un vote politique ». Pour être élus à la future commission exécutive, les huit candidats actuels doivent obtenir, au préalable, la majorité absolue des suffrages exprimés lors de l'élection du bureau national. M. Noël Mandray, actuel secrétaire général adjoint — est jugé possible. Dans cette hypothèse, M. Nodin aurait la possibilité de briguer une place au « gouvernement » de la CFDT.

LOGEMENT

La hausse moyenne des loyers HLM ne devrait pas dépasser 2,2 % l'année prochaine

La hausse moyenne des loyers HLM, en 1989, ne devrait pas dépasser 2,2 %, et 5,5 % pour l'ensemble des années 1988 et 1989, au sein de chaque organisme. M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a adressé le 3 novembre une directive en ce sens aux préfets. Rappelons, en effet, que les organismes d'HLM soumettent deux fois par an aux préfets leurs propositions de hausses de loyers, hausses qui prennent effet en janvier et en juillet. Le ministre invite les préfets à demander systématiquement une seconde délibération aux conseils d'administration des offices et des sociétés anonymes d'HLM « dont les propositions de hausse paraissent injustifiées » et à « engager une négociation globale

avec chacun des organismes » de leur département.

Le ministre précise toutefois dans sa lettre que les chiffres indiqués ne prennent pas en compte les logements réhabilités, ni ceux où emménagent de nouveaux locataires.

Soulignant les moyens importants dégagés en faveur du logement social, M. Maurice Faure ajoute que « la modération des loyers des logements HLM constitue un élément important de la maîtrise de l'inflation et de la politique sociale du logement » et que « ces orientations s'inscrivent dans le cadre des préoccupations exprimées par le gouvernement au sujet de la maîtrise de l'évolution des loyers de l'ensemble du parc locatif ».

EN BREF

● Rémy et Associés détiennent 88 % de Pétrole Heideck. — Rémy et Associés, filiale du groupe Rémy Martin, a annoncé, le 4 novembre, détenir 88 % du capital de la société de champagne Pétrole Heideck, après avoir acquis, le 30 septembre, 45 % du capital de cette société. « A ce jour, après la fin du maintien de cours à 2 600 F l'action, Rémy et Associés détiennent également 43 133 certificats d'investissement Piper Heideck », indiquent en outre les communiqués de Rémy et Associés.

● Nouvel accord social dans le travail temporaire. — Les syndicats et les deux organisations professionnelles du travail temporaire, l'UNETT et le PROMATT, ont achevé, le

28 octobre, une nouvelle négociation. Un accord sur les institutions représentatives du personnel — délégués du personnel et comités d'entreprise — a été signé par la CFDT, la CGC et l'AF, qui avait donné son accord de principe sous réserve de la rédaction d'un article du texte.

La CGT a réservé sa réponse et la CFCT a refusé de signer. Depuis 1982, la profession a poursuivi une politique contractuelle intense qui a permis la signature d'une vingtaine d'accords.

● Une amende pour Sabena. — La Commission européenne de Bruxelles a infligé une amende de 100 000 ECU (710 000 F) à la com-

pagnie belge Sabena pour avoir refusé à la compagnie britannique London European Airways (LEA) d'accéder à son système de réservation informatisé Saphir. Sabena reprochait à LEA de pratiquer des tarifs trop bas et de ne pas s'adresser à elle pour l'assistance au sol de ses avions. La modicité de l'amende infligée s'explique par la bonne volonté de Sabena qui a fini par ouvrir son système de réservation à son concurrent.

● Trois Boeing pour la compagnie polonaise LOT. — La Pologne sera le premier pays de l'Est à acheter des avions civils modernes à un

constructeur de l'Ouest. En effet, la compagnie nationale polonaise LOT a annoncé, le 4 novembre, qu'elle achèterait trois bi-réacteurs 767 de Boeing pour 220 millions de dollars (1,3 milliard de francs). Ces appareils seront livrés en 1990 et 1991 et desserviront l'Amérique du Nord et l'Asie. La compagnie est-allemande Interflug et la hongroise Malev ont déjà loué respectivement des Airbus et des Boeing. Dans tous les cas, les parties technologiquement sensibles de ces appareils (moteurs, avionique) devront être entretenues par des entreprises occidentales agréées par le Cocon, l'organisme chargé de surveiller les exportations de matériel de haute technologie vers les pays communistes.







## BOURSES ÉTRANGÈRES

## En attendant la levée des incertitudes allemandes

CHRISTOPHE VETTER.

Par-delà le compartiment des titres en marks, c'est un grand pan du marché obligataire international qui est concerné. L'unité monétaire européenne (ECU), en

## Les métaux en vedette

# Le dollar rebondit

## Léger flottement

Au total, le Trésor a levé un peu plus de 9 milliards de francs, avec la part des spécialistes en valeurs de Trésor (SVT), tout en haut de la fourchette de 7 à 9 milliards de francs précédemment fixée. Comme ledit Trésor est réputé être à l'aise actuellement, certains opérateurs en déduisent que, Rue de Rivoli, on fait le plein en prévision d'une remontée des

**SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN :  
AMPLEUR DES VARIATIONS  
DE CHAQUE MONNAIE  
PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS**

**4  
NOVEMBRE  
1988**

Monnaie	Variation (%)
MARK ALLEMAND	-0.15
LIBRE NÉERLANDAISE	-0.25
FRANC ALLEMAND	-0.45
COURONNE DANOISE	-1.10
FRANC SUISSE	-1.65
FRANC BELGE	-1.80
LIRA ITALIENNE	-3.10

PLACE	Livre	§ E.J.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1.7690	--	16,3479	66,5778	55,7890	2,6681	49,4994	0,0753
	1.7690	--	16,5016	66,8996	56,3221	2,6808	49,9590	0,0759
Paris	10,7200	6,1178	--	407,26	341,25	1,2567	302,67	4,9596
	10,7200	6,0660	--	406,35	341,31	1,2477	301,78	4,9596
Zurich	2,6576	1,5026	24,7493	--	83,7535	4,8975	72,1198	1,1321
	2,6576	1,4959	24,5650	--	84,2614	4,9125	72,6855	1,1321
Frankfurt	3,1769	1,7925	29,3938	119,34	--	4,7825	88,6937	1,3436
	3,1469	1,7755	29,2988	118,76	--	4,7699	88,6665	1,3436
Brevescote	66,3021	37,48	6,1722	24,9534	209,69	--	18,5423	2,3159
	66,8996	37,63	6,1435	24,9038	209,68	--	18,5964	2,3172
Australien	3,5751	2,0218	33,8992	134,55	112,74	5,3992	--	1,5184
	3,5451	2,0020	33,6920	133,71	112,76	5,3774	--	1,5148
Malaisie	236,54	133,31	217,59	886,15	742,54	35,4922	658,38	--
	237,73	130,59	218,87	893,94	744,29	35,9555	660,68	--
Taiwan	222,34	125,10	284,52	83,5899	49,7987	3,3787	61,9008	0,8952
Taiwan	222,54	125,09	287,59	84,2081	70,8532	3,3789	62,8731	0,8952

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 novembre, 4,8896 F contre 4,8171 F le vendredi 28 octobre.

PRODUITS	COURS DU 4-11
Cafvne h. g. (Londres) Trois mois	1 665 (+ 20) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 320 (+ 49) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	12 708 (+ 1 920) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Décembre	1 750 (+ 50) Francs/tonne
Café (Londres) Novembre	1 067 (- 27) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 403 (+ 78) Dollars/tonne
Bé (Chicago) Décembre	415,75 (+ 5,75) Cents/bushels
Mais (Chicago) Décembre	278 (- 0,60) Cents/bushels
Soja (Chicago) Décembre	262 (+ 12,10) Dollars/c. courts

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Au calendrier des prochaines semaines pourrait être inscrit un gros emprunt du Crédit foncier de France, de 2 à 3 milliards de francs.

**FRANÇOIS RENARD.**



## TÉLÉMATIQUE

## L'aile dure de l'extrême droite perd son chef de file

## Extrême droite perd son chef de file

## Les félicitations embarrassées de M. Mitterrand à M. Chadli

## La technique des « empreintes génétiques » pourrait être utilisée dans l'affaire Tangorre

## M. Paul Ouilès fait donner la réserve

## Importante restructuration à la tête de l'armée

**GILLES BAUDIN**